

<i>REPUBLIQUE DU MALI</i>		<i>Un Peuple - Un But - Une Foi</i>
*****		*****
<i>Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable</i>	<i>Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau</i>	<i>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population</i>
<i>SECRETARIATS GENERAUX</i>		
<i>Cellule de Planification et de Statistique</i>		



# REVUE 2021

**SECTEUR EAU, ENVIRONNEMENT,  
URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT**

*VERSION PROVISOIRE*

Avril 2022

## Table des matières

<b>RESUME</b> .....	<i>xi</i>
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES</b> .....	2
1.1. <b>SOUS-SECTEUR EAU (La Politique Nationale de l'Eau)</b> .....	2
1.1.1. <b>Bilan des activités de la Direction Nationale de l'Hydraulique</b> .....	2
1.1.2. <b>Bilan des activités de la SOMAPEP-SA</b> .....	7
1.1.3. <b>Bilan des activités de la SOMAGEP-SA</b> .....	15
1.1.4. <b>Bilan des activités 2020 du Laboratoire National des Eaux</b> .....	22
1.2. <b>SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT</b> .....	24
1.2.1. <b>La Politique Nationale de Protection de l'Environnement et la Politique Nationale sur les Changements Climatiques</b> .....	24
1.2.2. <b>La Politique Forestière Nationale</b> .....	37
1.2.2.1. <b>Programme 2.071 « Protection et Conservation de la Nature »</b> .....	37
1.2.2.2. <b>Programme 3.004 : Aménagement et Protection de la Faune</b> .....	38
1.2.2.3. <b>Programme 3.005 : Aménagement et Protection de la Forêt</b> .....	39
1.2.3. <b>La Politique Nationale des Zones Humides</b> .....	39
1.2.4. <b>La Politique Nationale d'Assainissement</b> .....	39
1.2.5. <b>La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger</b> .....	49
1.3. <b>SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT</b> .....	51
1.3.2 <b>La Politique Nationale de la ville (PONAV)</b> .....	52
<b>II. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE</b> .....	53
2.1 <b>SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR (Dotation et Exécution 2020 en F CFA)</b> .....	53
2.1.1 <b>SOUS-SECTEUR EAU</b> .....	53
2.1.2 <b>SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT</b> .....	54
2.1.3 <b>SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT</b> .....	56
2.2 <b>ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES PROJETS /PROGRAMMES DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2020</b> .....	57
2.2.1 <b>La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2020</b> .....	72
<b>III. INDICATEURS INSCRITS DANS LE CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DU CREDD 2019 – 2023</b>	<b>83</b>
<b>IV. DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL</b> .....	87
4.1 <b>SOUS SECTEUR DE L'EAU</b> .....	87
4.2 <b>SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT</b> .....	87
4.3 <b>SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT</b> .....	90
<b>V. PROBLEMES ET CONTRAINTES</b> .....	91
<b>VI. LES PERSPECTIVES</b> .....	96

<b>VII. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2019</b> .....	<b>101</b>
<b>VIII.</b> .....	<b>103</b>

## Sigles et abréviations

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
ABN	Autorité du Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACI	Agence de Cession Immobilière
AEDD	Agence de l'Environnement et du Développement Durable
AEPA	Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AMEDD	Association Malienne d'Eveil au Développement Durable
ANGESEM	Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APGMV	Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte
ASSAFEDE	Association pour l'Aide aux Femmes en Détresse et aux Enfants (ASSAFEDE)
ASNaCC	Appui à la Stratégie Nationale contre les Changements Climatiques
ATEF	Agent Technique des Eaux et Forêts
ATPC	Assainissement Total Piloté par les Communautés
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BF	Borne Fontaine/Burkina Faso
BID	Banque Islamique de Développement
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BMZ	Ministère Fédéral Allemand de la Coopération
BPO	Budget Programme par Objectif
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CARFIP	Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques
CC	Changement Climatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CCOCSAD	Comités Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CFFP	Centre de Formation Pratique Forestier
CLE	Comité Local de l'Eau
CLOCSAD	Comités Locaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CND	Contribution Nationale Déterminée
CNE	Conseil National de l'Environnement
CAEPHA	Coalition pour l'Accès à l'Eau Potable, l'Hygiène et Assainissement
CN-CIEPA	Coalition Nationale-Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
COP	Conférence des Parties
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CRRA	Centre Régional de Recherche Agronomique
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSI-GDT	Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres
CT	Collectivités Territoriales
CT-CSLP	Cellule Technique-Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DCC	Décharge Compacte Contrôlée

DGI	Direction Générale des Impôts
DGMP-DSP	Direction Générale des Marchés Publics-Délégation de Services Publics
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DNDC	Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forêts
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNUH	Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat
DRS/CES	Défense et Restauration des Sols/ Conservation des Eaux et Sols
EES	Evaluations Environnementales et Sociales
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPEM	Équivalent Point d'Eau Moderne
FAD	Fonds Africain de Développement
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FENABE	Fédération Nationale des Producteurs de l'Agriculture Biologique et Equitable
FDAL	Fin de défécation à l'Air Libre
FLEUVE	Front Local Environnemental pour une Union Verte
FMI	Fonds Monétaire International
GDTE	Gestion Durable des Terres et des Eaux
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	Coopération Technique Allemande
GPS	Géolocalisation par Satellite
GRFF	Gestion des Ressources Forestières et Fauniques
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
GT/ECC	Groupe de Travail/Environnement et Changement Climatique
GTPA	Groupe de Travail Pluridisciplinaire d'assistance à l'Agriculture
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides)
IDA	Agence Internationale de Développement
IEC	Information, Education et Communication
IGM	Institut Géographique du Mali
IPE-Mali	Initiative Pauvreté Environnement Mali
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
KfW	Coopération Financière Allemande
LCD	Lutte Contre la Désertification
LNE	Laboratoire National des Eaux
MCA	Millenium Challenge Account
MDEAF	Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières
MDP	Mécanisme pour un Développement Propre
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHU	Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
NP	Non parvenu
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPNBB	Opération du Parc National Boucle du Baoulé
ORTM	Office de Radiodiffusion Télévision du Mali

OSC	Organisations de la Société Civile
PACTEA II	Projet d'Appui aux Collectivités Territoriales pour l'Eau et Assainissement phase 2
PACV-MT	Projet d'Appui aux Communes Vulnérables des régions de Mopti et Tombouctou
PADS-PROSEA	Programme d'Appui Dano-Suédois-PROSEA
PAGE	Projet d'Appui à la Gouvernance Economique
PAMORI II	Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources Intérieures phase 2
PAN	Programmes d'Action Nationaux
PAPAM	Programme d'Appui à la Productivité Agricole au Mali
PEM	Point d'Eau Moderne
PEPA/GIZ	Programme Eau Potable Assainissement/Coopération Technique Allemande
PCDA	Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole
PDESC	Programmes de Développement Economique Social et Culturel
PGRNCC	Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changement Climatique
PEPO	Projet Elimination et Prévention des Pesticides Obsolètes
PNA	Politique Nationale d'Assainissement
PNAEP	Plan National d'accès à l'eau potable
PNCC	Politique Nationale de Changements Climatiques
PNE	Politique Nationale de l'Eau
PNIP	Programme National d'Irrigation de Proximité
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNPE	Politique Nationale de Protection de l'Environnement
PPP	Partenariat Public- Privé
PROSEA	Programme Sectoriel Eau et Assainissement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RFF	Ressources Forestières et Fauniques
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RI	Réunion Interministérielle
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SAT	Schéma d'Aménagement du Territoire
SDA	Schéma Directeur d'Assainissement
SDU	Schéma Directeur d'Urbanisme
SEEUDE	Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat
SHVA	Système d'Hydraulique villageoise Amélioré
SIF	Système d'Information du Foncier
SIFOR	Système d'Information Forestier
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SNGIE	Système National de Gestion Informatique Environnementale
SNV	Coopération Néerlandaise au Développement
SOMAGEP SA	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOMAPEP SA	Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable
SPGE	Société Publique de Gestion de l'Eau
STEFI	Suivi Technique et Financier
STEP	Station d'Epuration
TEF	Technicien des Eaux et Forêts
TdR	Termes de référence
TF	Titre Foncier
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UGGMV	Unité de Gestion de la Grande Muraille Verte
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies de Secours à l'Enfance
ZIC	Zone Intertropicale de Convergence

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1:Création EPEM</b> .....	2
<b>Tableau 2: Réhabilitation EPEM</b> .....	2
<b>Tableau 3: Dotation des villages /sites en PEM</b> .....	2
<b>Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable</b> .....	3
<b>Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages</b> .....	4
<b>Tableau 6: Indicateurs relatifs à l'objectif immédiat n°2</b> .....	4
<b>Tableau 7: Indicateurs de l'objectif immédiat n°3</b> .....	5
<b>Tableau 8: Bilan de l'objectif No 4</b> .....	6
<b>Tableau 9: Bilan annuel SOMAPEP SA</b> .....	7
<b>Tableau 10: Indicateurs d'exploitation de la SOMAGEP SA</b> .....	21
<b>Tableau 11: Evolution des analyses effectuées</b> .....	22
<b>Tableau 12: Prélèvements d'eau</b> .....	22
<b>Tableau 13: Conformité du PH des analyses</b> .....	22
<b>Tableau 14: Conformité en nitrates des analyses</b> .....	23
<b>Tableau 15: Conformité en Cyanure des analyses</b> .....	23
<b>Tableau 16: Conformité en Arsenic des analyses</b> .....	23
<b>Tableau 17 : Conformité des analyses bactériologiques</b> .....	23
<b>Tableau 18 :Bilan de l'OS 1 de l'AEEDD</b> .....	24
<b>Tableau 19 :Bilan de l'OS 2 de l'AEEDD</b> .....	27
<b>Tableau 20 :Bilan de l'OS 3 de l'AEEDD</b> .....	29
<b>Tableau 21 :Bilan de l'OS 4 de l'AEEDD</b> .....	31
<b>Tableau 22 :Bilan de l'OS 5 de l'AEEDD</b> .....	32
<b>Tableau 23 :Bilan de l'OS 6 de l'AEEDD</b> .....	32
<b>Tableau 24 :Bilan de l'OS 7 de l'AEEDD</b> .....	33
<b>Tableau 25 :Bilan de l'OS 8 de l'AEEDD</b> .....	34
<b>Tableau 26 :Bilan de l'OS 9 de l'AEEDD</b> .....	35
<b>Tableau 27: Le bilan de l'objectif No1 du BPO Assainissement</b> .....	40
<b>Tableau 28: Bilan de l'objectif No 2 du BPO Assainissement</b> .....	40
<b>Tableau 29: Situation des Evaluations environnementales</b> .....	41
<b>Tableau30: Bilan 2020 en construction et aménagement d'ouvrages</b> .....	43
<b>Tableau 31: Construction et aménagement d'ouvrages à réaliser en partenariat avec le PCA-GIRE</b> .....	44
<b>Tableau 32: Entretien courant et maintenance de la station de Tombouctou</b> .....	44
<b>Tableau 33: Entretien courant et maintenance de la station de Mopti</b> .....	44

<i>Tableau 34: Entretien courant et maintenance de la station de Sikasso.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 35: Entretien courant et maintenance de la station du Point G.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 36: Entretien courant et maintenance de la station du CNAM.....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 37:Entretien courant et maintenance Station de Teinturerie de Sotuba .....</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 38:Entretien courant et maintenance Station de Sotuba .....</i>	<i>46</i>
<i>Tableau 39: Entretien courant et maintenance de la station de l'Hôpital du Mali .....</i>	<i>46</i>
<i>Tableau 40: Suivi et contrôle de la qualité .....</i>	<i>47</i>
<i>Tableau 41:Situation d'exécution budgétaire de la DNH .....</i>	<i>53</i>
<i>Tableau 42:Situation d'exécution budgétaire du LNE .....</i>	<i>53</i>
<i>Tableau 43:Situation d'exécution budgétaire de la SOMAPEP SA .....</i>	<i>53</i>
<i>Tableau 44:Situation d'exécution budgétaire de l'AAT.....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 45:Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Eau .....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 46:Situation d'exécution budgétaire de la DNACPN.....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 47:Situation d'exécution budgétaire de l'AEDD .....</i>	<i>54</i>
<i>Tableau 48:Situation d'exécution budgétaire de la DNEF .....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 49:Situation d'exécution budgétaire de l'ANGESEM.....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 50:Situation d'exécution budgétaire de l'ABFN .....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 51:Situation d'exécution budgétaire de l'ANGMV .....</i>	<i>55</i>
<i>Tableau 52:Situation d'exécution budgétaire de la CPS .....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 53:Situation d'exécution budgétaire de la DFM/MEADD .....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 54:Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Environnement .....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 55:Situation d'exécution budgétaire de la DNUH .....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 56:Situation d'exécution budgétaire de la DNC.....</i>	<i>56</i>
<i>Tableau 57:Situation d'exécution budgétaire de la DND .....</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 58:Situation d'exécution budgétaire du SP-RDF .....</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 59:Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Urbanisme et Domaines de l'Etat.....</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 60: Répartition des P/P en fonction de la tutelle .....</i>	<i>58</i>
<i>Tableau 61 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution.....</i>	<i>58</i>
<i>Tableau 62: Situation générale des financements acquis au 31/12/2020 (en millions de FCFA) .....</i>	<i>58</i>
<i>Tableau 63 : Répartition du volume des financements entre les départements .....</i>	<i>59</i>
<i>Tableau 64: Répartition du volume du financement extérieur entre les départements. 60</i>	<i>60</i>
<i>Tableau 65: Répartition du volume du financement intérieur entre les départements . 61</i>	<i>61</i>
<i>Tableau 66: Répartition du portefeuille par type de financement .....</i>	<i>62</i>
<i>Tableau 67 : Evolution des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA).....</i>	<i>62</i>

<i>Tableau 68 : Evolution des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA).....</i>	<i>63</i>
<i>Tableau 69 :Evolution des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)..</i>	<i>63</i>
<i>Tableau 70:Evolution des financements acquis du MHULS et du MDAF des PP (en millions de F CFA) .....</i>	<i>64</i>
<i>Tableau 71: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2020 par PTF.....</i>	<i>65</i>
<i>Tableau 72 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2020 par PTF (en millions de FCFA) .....</i>	<i>67</i>
<i>Tableau 73 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa) .....</i>	<i>67</i>
<i>Tableau 74: Situation des décaissements cumulés 31/12/2020 .....</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 75: Évolution des volumes de décaissements entre 2016 et 2020 .....</i>	<i>69</i>
<i>Tableau 76: l'âge des P/P.....</i>	<i>71</i>
<i>Tableau 77: répartition géographique des P/P du SEEUDE .....</i>	<i>72</i>

## Listes des figures et graphiques

FIGURE 1:TENDANCE DES ODD DU SOUS-SECTEUR EAU EN 2020 .....	3
FIGURE 2:ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU DE L'ENSEMBLE DE LA SOMAGEP SA .....	15
FIGURE 3:ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU DE BAMAKO DE LA SOMAGEP SA .....	16
FIGURE 4:ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU DES CENTRES DE L'INTERIEUR .....	17
FIGURE 5:ÉVOLUTION DES VENTES D'EAU DE LA SOMAGEP SA.....	17
FIGURE 6:ÉVOLUTION DES VENTES D'EAU DE BAMAKO.....	18
FIGURE 7:ÉVOLUTION DES VENTES D'EAU DES CENTRES DE L'INTERIEUR.....	18
FIGURE 8:ÉVOLUTION DES RENDEMENTS DU RESEAU .....	19
FIGURE 9:ÉVOLUTION DE LA LONGUEUR DES RESEAUX DE LA SOMAGEP .....	19
FIGURE 10:ÉVOLUTION DU NOMBRE DE NOUVEAUX BRANCHEMENTS DE LA SOMAGEP SA.....	20
FIGURE 11:ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ABONNES DE LA SOMAGEP SA.....	20
FIGURE 12:REPARTITION DU VOLUME DES FINANCEMENTS ACQUIS PAR MINISTERE.....	60
FIGURE 13:REPARTITION DU VOLUME DU FINANCEMENT EXTERIEUR PAR MINISTERE.....	61
FIGURE 14:RÉPARTITION DU VOLUME DE FINANCEMENT INTÉRIEUR DU SECTEUR PAR MINISTÈRE .....	61
FIGURE 15:RÉPARTITION DU FINANCEMENT ACQUIS CUMULÉ AU 31/12/2020 PAR TYPE DE FINANCEMENT .....	62
FIGURE 16:PROGRESSION DES FINANCEMENTS ACQUIS DU SEEUDE DE 2016 À 2020.....	64
FIGURE 17:RÉPARTITION DU FINANCEMENT EXTÉRIEUR ACQUIS DU MEADD PAR PTF .....	65
FIGURE 18:RÉPARTITION DU FINANCEMENT EXTÉRIEUR ACQUIS DU MEE PAR PTF .....	68
FIGURE 19:ÉVOLUTION DES VOLUMES DE DÉCAISSEMENT ENTRE 2016 ET 2020.....	70
FIGURE 20:RÉPARTITION DES P/P DU SEEUDE PAR ÂGE .....	71
FIGURE 21:ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS.....	102

## RESUME

La revue harmonisée du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat, organisée chaque année, établit le bilan de la mise en œuvre des Politiques et Stratégies à travers les Projets et programmes en cours.

Ainsi, la Cellule de Planification et de Statistique(CPS) élabore en collaboration avec les structures du secteur, sur la base des rapports d'activités, des documents de Budget-Programmes et des Projets et programmes du secteur, le rapport de la revue sectorielle harmonisée. Ce rapport est ensuite validé à la faveur d'un atelier national organisé à cet effet, regroupant l'ensemble des acteurs de l'Etat, des Collectivités, de la Société civile et des Partenaires Techniques et Financiers.

Le rapport ainsi élaboré fait le point de l'exécution des activités programmées, les résultats obtenus, le niveau d'atteinte des indicateurs, les principales contraintes rencontrées, les perspectives, le niveau de mobilisation des ressources financières et propose des solutions en vue d'améliorer les performances du secteur.

La revue sectorielle de 2020 a porté sur soixante-trois (63) PP repartis entre huit(08) Politiques et quatre (04) départements ministériels.

Les activités au sein du secteur se sont déroulées dans un contexte politique, social, et économique caractérisé par la crise du Nord et du centre.

Par rapport à l'eau, les réalisations ont porté sur : la création et la réhabilitation des points d'eau, l'augmentation des capacités de production d'eau de la SOMAPEP/SOMAGEP, entre autres. Ces résultats ont permis de passer à 69,6% de taux d'accès à l'eau potable en 2020, contre 69,2% en 2019, soit une augmentation de 0,4%.

Dans le domaine de l'assainissement, l'accès des populations à l'assainissement s'est poursuivi grâce à la certification FDAL de 266 villages, la réalisation des séances de sensibilisation, la construction de latrines, de dépôts de transit, de collecteurs, de caniveaux, etc.

Quant à l'environnement (dans le domaine de la foresterie), les principales réalisations ont porté sur la restauration des forêts classées et des terres dégradées, le faucardage des plantes aquatiques nuisibles, le reboisement, la stabilisation des dunes, la gestion des aires de conservation de la faune, l'inventaire forestier, entre autres.

S'agissant enfin de l'Urbanisme et des Domaines de l'Etat, les principales réalisations ont été : la maîtrise de la gestion domaniale, foncière et cadastrale, l'amélioration des recettes domaniales et foncières, la facilitation de l'accès au logement des personnes, entre autres.

Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des Politiques et stratégies sont d'ordre matériel, financier et humain. Cette dernière contrainte qui constitue certainement la plus importante, se pose avec acuité au niveau de toutes les structures du secteur. Une solution diligente s'avère nécessaire pour la continuité des actions.

## INTRODUCTION

Par lettre circulaire **N°01065 MEF/SG du 11 mars 2021**, relative à la préparation et à la tenue de la revue sectorielle harmonisée de l'année 2021, le Ministère de l'Economie et des Finances a demandé à chaque département ministériel sectoriel d'élaborer un rapport d'exécution au 31 décembre 2021 des Politiques et Stratégies, afin de fournir les éléments nécessaires à la préparation de la revue du CREDD et la loi des finances 2023.

La revue sectorielle a pour objectif de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles de développement.

La réalisation de l'activité qui a démarré depuis janvier, a comporté plusieurs étapes et mobilisé l'ensemble des acteurs du secteur.

Ces principales étapes ont été : (i) le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la précédente revue; (ii) la collecte, le traitement, la validation des données des projets/programmes et la production du rapport ; (iii) l'exploitation et la synthèse des rapports du Budget programme, des Projets et Programmes et les rapports annuels d'activité du secteur ; (iv) l'élaboration et la validation du rapport.

La présente revue harmonisée constitue un cadre de dialogue et d'échanges fructueux entre les différents acteurs sur les différents résultats obtenus, le niveau des indicateurs, les défis et contraintes à relever, les perspectives. A la suite de ces analyses, des recommandations sont formulées dans le but d'améliorer les performances du secteur.

Par ailleurs, la revue harmonisée du secteur permet à la CPS de disposer des informations actualisées en vue de la production du répertoire des projets et programmes du secteur.

Le présent rapport ainsi produit est structuré, conformément au canevas de présentation contenu dans la lettre circulaire du Ministre de l'Economie et des Finances relative à la revue harmonisée, en trois grandes parties :

1. Bilan y compris le cadre partenarial ;
2. Problèmes et Contraintes ;
3. Perspectives.

## I. BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ET STRATEGIES

Les politiques et stratégies du secteur ont été mises en œuvre au titre de l'année 2021 à travers l'exécution des activités des différents sous-secteurs :

### 1.1. SOUS-SECTEUR EAU (La Politique Nationale de l'Eau)

#### 1.1.1. Bilan des activités de la Direction Nationale de l'Hydraulique

En accord avec ses missions, la DNH a mis en œuvre les activités issues de son Document de Programmation Pluriannuelle de Dépenses et Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) 2021 – 2022. Ce programme du secteur de l'Eau au titre de l'année 2021 visait les quatre (04) objectifs suivants :

**Objectif N°1 : Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable**

Tableau 1:Création EPEM

Rubriques	Prévisions		Réalizations		Taux de réalisation (en %)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Année						
Etat (DNH)	618	191	523	64	85	36
Autres acteurs	1 575	2 080	1 297	1 289	82	62
<b>Total</b>	<b>2 193</b>	<b>2 271</b>	<b>1 820</b>	<b>1 353</b>	<b>83</b>	<b>60</b>

Source : rapport annuel 2021 DNH

Tableau 2: Réhabilitation EPEM

Rubriques	Prévisions		Réalisation		Taux de réalisation (en %)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Année						
Etat (DNH)	0	0	0	0	0	0
Autres acteurs	274	362	131	139	48	38
<b>Total</b>	<b>274</b>	<b>362</b>	<b>131</b>	<b>139</b>	<b>48</b>	<b>38</b>

Source : rapport annuel 2021 DNH

**Commentaires et analyses :** Par rapport à l'exercice 2020, on constate pour l'année 2021 une baisse d'environ 88% du nombre de nouveaux ouvrages réalisés dans le cadre des projets et programmes de la DNH. La performance du programme de la DNH avec l'appui des autres intervenants en 2020 passe de 83% en 2020 à 60% en termes de réalisation (ce qui constitue une contreperformance).

Tableau 3: Dotation des villages /sites en PEM

Nombre de villages sans PEM en 2021	Nombre de villages dotés en PEM en 2021	Nombre de villages sans PEM au 31/12/2020	Taux de réduction (en %)
558	27	585	4,62

Source : rapport annuel 2021 DNH

**Commentaires et analyses :** Le nombre de villages/sites dépourvus de point d'eau potable (abstraction faite des hameaux) a été réduit de 2226 à l'issue de l'inventaire de 2003, à 558 au 31 décembre 2020.

En effet, vingt-sept (27) villages sans PEM ont été dotés en 2021 et la répartition par région est la suivante : Kayes (01), Ségou (09), Tombouctou (04), Gao deux (02), Kidal (02), Taoudénit (09) et Ménaka (01).

Tableau 4 : Taux d'accès à l'eau potable

Niveau /Année	2019	2021
Milieu rural	65,6 %	66,8 %
Milieu urbain et semi urbain	79,7 %	81,1 %
Niveau national	69,6 %	70,9 %

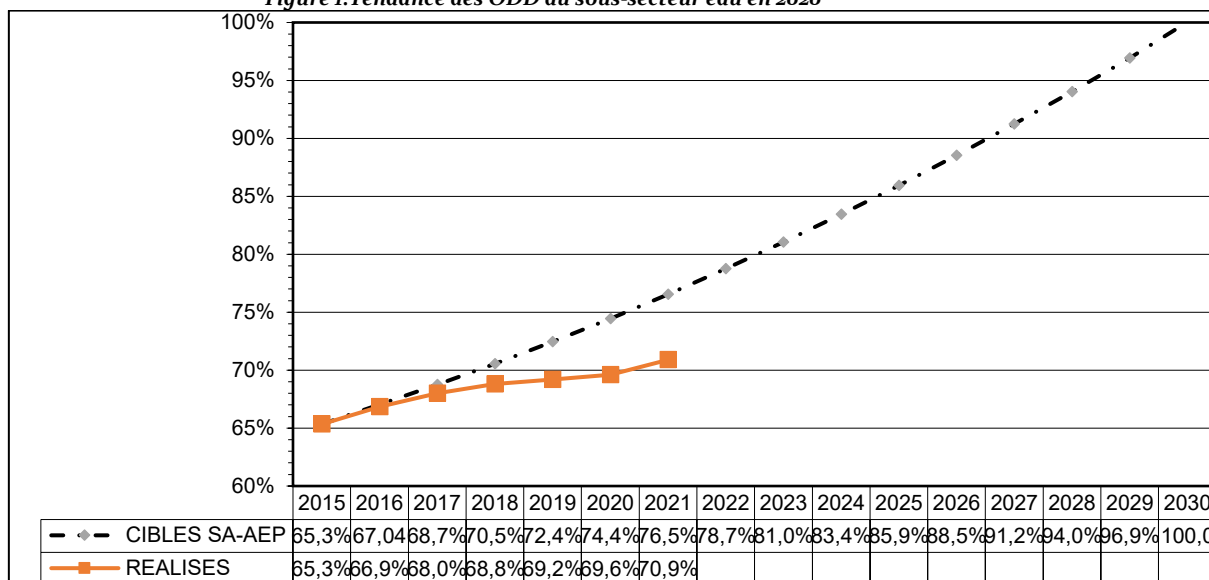
Source : rapport annuel 2021 DNH

**Commentaires et analyses :** Suivant le RGPH 2009, le taux d'accès au service amélioré d'eau potable en 2021, est de 66,8% en milieu rural, 81,1% en milieu semi urbain et urbain et 70,9% au niveau national.

Ce faisant, le taux d'accès connaît une hausse en passant de 65,6% en 2020 à 66,8% en 2021 en milieu rural, avec un écart de 1,2 point en pourcentage. En milieu urbain et semi urbain, le taux d'accès passe de 79,7% en 2020 à 81,1% en 2021, soit une augmentation de 0,4 points en pourcentage. Au niveau national, le taux d'accès s'améliore en passant de 69,6% en 2020 à 70,9% en 2021, soit une augmentation de 1,3 point en pourcentage.

On note un décrochage du taux d'accès, avec la cible implicite 2021 de trajectoire ODD, en service amélioré d'eau potable de 5,6 points de pourcentage.

Figure 1: Tendence des ODD du sous-secteur eau en 2020



On note un décrochage continu du taux d'accès, avec la cible implicite 2020 de trajectoire ODD, en service d'eau potable amélioré élémentaire.

## Les ouvrages en cours de réalisation en fin 2021 :

Le nombre d'ouvrages en cours de réalisation mais non réceptionnés en fin 2021 est supérieur à celui de 2020. En effet, 985 nouveaux EPEM sont en cours de réalisation en fin 2021 contre 428 nouveaux EPEM en 2020. En ce qui concerne les réhabilitations : 25 EPEM sont en cours de réhabilitation en 2021 contre 10 EPEM en 2020.

**Tableau 5 : Fonctionnalité des ouvrages**

Nbre PMH	Nbre PMH non fonctionnels	Taux de panne
-	-	39 %

Source : rapport annuel 2021 DNH

**Commentaires et analyses :** En ce qui concerne la fonctionnalité des ouvrages hydrauliques, le taux moyen de panne des pompes à motricité humaine est de 39% en 2020. Ce taux varie suivant les régions et est compris entre 21% et 47%. La non fonctionnalité des pompes à motricité serait due au vieillissement des infrastructures, l'effritement progressif des structures de gestion villageoises et de maintenance et le manque d'un suivi de proximité.

✓ **Objectif N°2 : Améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages ;**

**Les résultats attendus au titre de l'année 2020 étaient :**

- Les ressources en eau sont rationnellement mobilisées et exploitées pour les autres usages ;
- La navigabilité des principaux cours d'eau est améliorée pour faciliter le transport fluvial ;
- L'approvisionnement en eau des animaux est amélioré en zones pastorales.

La situation des réalisations 2020 est la suivante :

**Tableau 6: Indicateurs relatifs à l'objectif immédiat n°2**

RESULTATS ATTENDUS 2020	INDICATEURS 2020	OBJECTIF 2020	RÉSULTAT 2020
R2.1 Les ressources en eau sont rationnellement mobilisées et exploitées pour les autres usages	2.1.1. Surfaces irrigables (ha)	-	-
R2.2 La navigabilité des cours d'eau est améliorée pour faciliter le transport fluvial.	2.2.1. Nombre de jours de navigabilité dans l'année (Gao-Mopti-Koulikoro)	210	180
	2.2.2. Evolution du nombre de tonnes transportées par an par la Comanav	10 180	5 020
	2.2.3. Nombre de personnes transportées par an par la Comanav	13 756	8 033
R2.3 L'approvisionnement en eau des animaux est amélioré en zones pastorales	2.3.1. Nombre d'unités de bétail concernées par les ouvrages réalisés et réhabilités	-	22 200
	2.3.2. Ne Nombre de points d'eau pastoraux créés (barrages, puits pastoraux et mares aménagées)	-	17 puits ; 38 SHPA ; 12 SMU
		-	

	2.3.3. Nombre de points d'eau pastoraux réhabilités (barrages, puits pastoraux et mares aménagées)		03 SHPA
--	--	--	---------

Source : rapport annuel 2020 DNH

### **Objectif N°3 : Favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages**

Les résultats attendus au titre de cet objectif pour 2020 sont les suivants :

- Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant ;
- L'allocation des ressources en eau entre les différents usages est rationalisée et améliorée ;
- Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE ;
- Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux ;
- La protection durable des ressources en eau est assurée ;
- La prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations.

Les résultats atteints sont les suivants :

Tableau 7: Indicateurs de l'objectif immédiat n°3

<b>RESULTATS ATTENDUS 2020</b>	<b>INDICATEURS</b>	<b>OBJECTIF 2020</b>	<b>RÉSULTAT 2020</b>
R3.1. Le système national d'information sur l'eau est fonctionnel et performant (ressources et utilisations)	3.1.1. Nombre de bulletins d'annonce	ND	18
	3.1.2. Nombre de bulletins hydrologiques produits et publiés	52	52
	3.1.3. Nombre de stations de mesures suivies (hydrométriques et piézométriques)	329	255
	3.1.4. Nombre de bulletins de la qualité de l'eau produits et publiés	52	52
	3.1.5. Nombre de campagnes de jaugeage	3	3
	3.1.6. Nombre d'annuaires hydrologiques produits et publiés	1	1
	3.1.7. Nombre de stations réhabilitées	-	10
R3.2. L'allocation des ressources en eau entre les différents usages est rationalisée et améliorée	3.2.1. Nombre d'outils d'allocation des ressources en eau opérationnels	1	1
	3.2.2. Nombre de réunions de suivi de la courbe optimale de gestion de la retenue de Sélingué	12	10
	3.2.3. Nombre de réunions tenues par la Commission Permanente des Eaux de l'OMVS (CPE)	5	5
R3.3. Les acteurs à tous les niveaux comprennent et appliquent la GIRE	3.3.1. Nombre de comités locaux fonctionnels	ND	10

	3.3.2. Nombre de rapports d'activités PDESC parvenus à la DNH	ND	0
R3.4. Les cadres de concertation sont fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux	3.4.1. Nombre de rapports d'activités produits	1	1
	3.4.2. Nombre de réunions de concertation tenues par région	36	34
	3.4.3. cadres de concertations fonctionnels	100	41
	3.4.4. Nombre de conventions, Accords et traités sous régionaux et internationaux mis en œuvre	6	6
R3.5 La protection durable des ressources en eau est assurée	3.5.1. Nombre d'analyses physico-chimiques	ND	6 473
	3.5.2. Nombre d'analyses bactériologiques	ND	5 204
	3.5.3. Nombre de mesures hydrosédimentologiques	ND	300
	3.5.4. Nombre de bulletins produits et publiés sur la qualité de l'eau	52	52
	3.5.5. Nombre de points d'eau suivi par région sur la qualité de l'eau par le LNE	ND	ND
R3.6 La Prévention des inondations, de la sécheresse et autres impacts des changements climatiques est assurée pour protéger les populations	3.6.1 Nombre de localités à risques sensibilisées	ND	7

Source : rapport annuel 2020 DNH

✓ **Objectif N°4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente**

Tableau 8: Bilan de l'objectif No 4

RESULTATS ATTENDUS 2020	INDICATEURS	OBJECTIF	RÉSULTAT	
		2020	2020	
R4.1. Les capacités des structures de l'Etat sont renforcées pour améliorer la qualité du service public de l'eau	4.1.1. Nombre d'agents formés	ND	20	
	4.1.2. Nombre de structures équipées	66	4	
	4.1.3. Taux d'accroissement des budgets de fonctionnement :	niveau national	10	+6
		niveau régional	10	-21,8
R4.2. Les collectivités territoriales sont capables d'assurer leurs rôles et responsabilités dans le sous-secteur de l'eau	4.2.1 Nombre de communes formées ;	ND	23	
	4.2.2 Pourcentage de communes ayant passé un contrat avec un opérateur Stefi	27	9	
	4.2.3 EPEM réalisés directement par les collectivités territoriales	100	82	
R4.3. Les capacités des opérateurs privés sont renforcées pour	4.3.1. Pourcentage EPEM sous gestion privée	ND	ND	

l'amélioration de la qualité, des coûts et délais du service	4.3.2. Nombre de gestionnaires formés	ND	ND
R4.4. Les procédures, délais et coûts sont régulièrement suivis et améliorés	4.4.1. Les Référentiels de prix (ouvrages, eau) et de délais sont disponibles	disponible	disponible
	4.4.2. Un calendrier d'élaboration du DPPD-PAP existe avec des dates clés	oui	oui
R4.5. La programmation et le suivi des projets et programmes sont coordonnés par la DNH pour garantir la visibilité globale	4.5.1. Taux d'exécution du DPPD-PAP: physique	100	85
	financier	100	70,2
	4.5.2. Taux d'exécution du RAP physique par région	100	82
	4.5.3. Proportion de population ayant accès à l'eau potable en milieu rural	67,3	65,6
	4.5.4 Proportion de population ayant accès à l'eau potable en milieu semi-urbain et urbain	76,4	79,7
	4.5.5. Taux national d'accès à l'eau potable	70,5	69,6
R4.6. Un cadre institutionnel et organisationnel performant du sous-secteur Eau est mis en place et opérationnel	4.6.1. Nombre de documents de réformes ou de textes destinés à améliorer les performances du sous-secteur produits et diffusés	1	0
R4.7. Les dispositifs d'information et de communication du sous-secteur sont améliorés	4.7.1. Nombre de visiteurs satisfaits de leur demande	ND	ND
	4.7.2. Dernière date d'actualisation du site Web de la DNH	décembre	décembre

Source : rapport annuel 2020 DNH

### 1.1.2. Bilan des activités de la SOMAPEP-SA

La Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable est une Société anonyme avec Conseil d'Administration créée par Ordonnance n°10-039/P-RM du 5 août 2010 au capital à 100 % Etat de 5 milliards de FCFA. Son activité principale consiste à l'investissement, la maîtrise d'ouvrage, la Gestion et le développement du patrimoine dans le périmètre de concession en eau potable en milieu urbain, contrôle de l'exploitation.

Dans le cadre de la réalisation des activités au cours de l'année 2020 on peut retenir :

Tableau 9: Bilan annuel SOMAPEP SA

Résultats attendus	Réalisations	Observations
<b>ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE BAMAKO A PARTIR DE LA LOCALITE DE KABALA, PHASE I</b>		
Prise d'eau dans le fleuve Niger, canalisation de liaison, station d'exhaure et conduite de refoulement des eaux brutes	<i>Délai consommé : 100 %.</i> <i>Taux d'exécution : 100 % ;</i> <i>Taux de décaissement : 96,64 %.</i>	Sur les 333 réserves émises lors du constat d'achèvement des travaux, après vérification par le MOE du constat de levée des réserves, il en reste que 22 à lever.  La réception provisoire a été prononcée le <b>15 avril 2019</b> , la réception définitive est prévue 24 mois après cette réception provisoire.

Résultats attendus	Réalisations	Observations
Station de traitement, Station de reprise, Station d'alerte, Télégestion, Bâtiments Administratifs	Délai consommé : 131,10 % ; Taux d'exécution : 100 % pour les ouvrages non impactés et 100% pour les ouvrages impactés ; Taux de décaissement : 81,47 %.	La mise en service des installations des ouvrages de la tranche impactée par l'incendie du 28 octobre 2018 est effective depuis le 11 juillet 2020.  Le constat d'achèvement des travaux a été réalisé durant la période du 28 au 30 septembre 2020. Compte tenu des facteurs comme l'incendie du 28 octobre 2018 et la pandémie de la covid 19, deux avenants (N°3 & N°4) ont été mis en place. A ce jour ces avenants sont au niveau des services des impôts pour enregistrement. La réception provisoire a été prononcée le 1er octobre 2020, les levés des réserves sont en cours et aussi certains matériels ne sont pas encore sur site (en cours de livraison).
Conduite de refoulement d'eau traitée depuis la station de reprise jusqu'aux réservoirs de BACODJICORONI (en fonte ductile DN1200 sur une longueur de 8,7 km)	Délai consommé : 100%, depuis la réception provisoire intervenue le 10 décembre 2018 ; Taux d'exécution : 100 % ; Taux de décaissement : 100 %.	La réception définitive a été prononcée le 10 décembre 2020.
Deux Réservoirs 10000 m3 chacun à BACO DJICORONI	Les travaux sont terminés.	La <b>réception définitive</b> des ouvrages a été faite le <b>11/02/2020</b> .
Deux Réservoirs <b>complémentaires</b> de 10000 m3 chacun à BACO DJICORONI	Délai consommé : 88,8 % ; Taux d'exécution physique : 55 %. Taux de décaissement : 54.60%.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travaux des radiers terminés ;</li> <li>• Bétonnage de la 2ème levée du voile du R3 sur 62 ml ;</li> <li>• Ferrailage et coffrages des voiles du R3, ferrailage et coffrages voiles de la fosse de vidange du réservoir R3 en cours</li> <li>• Poursuite de la mise en place des coffrages extérieurs des voiles jusqu'à la hauteur projetée dans le R3 ;</li> <li>• Montage à blanc des canalisations d'arrivée et de sortie dans le local technique (préalablement à la mise en place des manchettes correspondantes).</li> </ul> <p>Un avenant financier et de délai est en cours de mise en place pour tenir compte de certaines modifications techniques et de l'impact de la COVID-19 et de la crise socio- politique d'aout 2020 du Mali.</p>
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive	Délai consommé : 100 % au 30 septembre 2020;	<u>Linéaires de réseau :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseau à réaliser : 92 558 ml</li> <li>• Réseau réalisé : 91 039,32 ml</li> </ul>

Résultats attendus	Réalisations	Observations
droite du fleuve Niger à Bamako Réseaux primaires et secondaires des secteurs de BACODJICORONI, KALABAN COURA, TIEBANI et SENOU-Aéroport	Taux d'exécution : 100 % ; Taux de décaissement : 98,27 %	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de réalisation : 98,36%</li> </ul> <p><b>La réception provisoire</b> a été prononcée le <b>30/04/2020</b> et les levées de réserve ont été effectuées et constatées le 30 juin 2020 (pour l'ensemble du lot 1 sans la DN800). <u>Linéaire réseau DN800 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau à réaliser : 2 800 ml (suite au changement de tracé on est passé de 2 800 ml à 3 190 ml)</li> <li>Réseau réalisé : 3 190 ml</li> <li>Taux de réalisation : 113,93%</li> </ul> <p>La <b>réception provisoire</b> a été prononcée le <b>11/09/2020</b>. NB : Les travaux de rinçage et de désinfection (derniers travaux du lot 1) de la DN800 Faladiè-Outakoulou attendent la mise en service du booster de Faladiè.</p>
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux primaires et secondaires des secteurs de BADALABOUGOU, OUTAKOULOUNI et DIALAKOROBOUGOU	Délai consommé : 100 % au 30 avril 2020 ; Taux d'exécution : 100 % ; Taux de décaissement : 99,92%.	<p><u>Linéaire réseau posé:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau à réaliser : 118 359 ml ;</li> <li>Réseau réalisé : 120 850,25 ml ;</li> <li>Taux de réalisation : 102,1%.</li> </ul> <p>La <b>réception provisoire</b> a été prononcée le <b>30/04/2020</b> et les levées de réserve ont été effectuées le 30 juin 2020.</p>
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - KALABANCORO-EST, KALABAN COURA et BACODJICORONI	Délai consommé : 100 % ; Taux d'exécution : 100 % ; Taux de décaissement : 96,80 %(tenant compte de l'avenant 3).	<p><u>Linéaire réseau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau à réaliser : 113 376 ml ;</li> <li>Réseau réalisé : 119 941.06ml ;</li> <li>Taux de réalisation : 105,79%.</li> </ul> <p><u>Bornes fontaines :</u></p> <p>100 réalisées sur 100 prévues (soit 100%).</p> <p>La <b>réception provisoire</b> a été prononcée le <b>18 décembre 2020</b>.</p>
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - KABALA, TIEBANI, KALABANCORO-OUEST	Les travaux sont terminés.	<p><u>Linéaire réseau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réseau à réaliser : 184 295 ml ;</li> <li>Réseau réalisé : 191 149 ml ;</li> <li>Taux de réalisation : 103,72%</li> </ul> <p><u>Bornes fontaines :</u></p> <p>100 réalisées sur 100 prévues (soit 100%).</p> <p>La <b>réception provisoire</b> a été prononcée le 12 septembre 2019 et la réception définitive est attendue.</p>

Résultats attendus	Réalisations	Observations
Extension du réseau de distribution du réseau d'eau potable en rive droite du fleuve Niger à Bamako - Réseaux tertiaires et bornes fontaines - TOROKOROBOUGOU, SABALIBOUGOU, QUARTIER MALI, SEMA I, SEMA II et BADALABOUGOU	Les travaux sont terminés.	<p><u>Linéaire réseau</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseau à réaliser : 101 468 ml ;</li> <li>• Réseau réalisé : 106 980 ml ;</li> <li>• Taux de réalisation : 105,43%</li> </ul> <p><u>Bornes fontaines</u> :</p> <p>100 réalisées sur 100 prévues (soit 100%).</p> <p>La <b>réception provisoire</b> a été prononcée le 29 novembre 2019 et la réception définitive est attendue.</p>
Travaux de Construction d'un réservoir de stockage 6 000 m <sup>3</sup> à Outakoulou	<p>Délai consommé : 82,70 % ;</p> <p>Taux d'exécution global : 42 % ;</p> <p>Taux de décaissement : 54,12 % (y compris l'avance de démarrage).</p>	<p>Travaux en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Radier: 100%;</li> <li>• Coulage des voiles: 30%;</li> <li>• Les poteaux: 10%.</li> </ul>
Installation d'un groupe électropompe « surpresseur/Booster » pour un débit de 1800 m <sup>3</sup> /h à 30 mCE de HMT à Faladié	<p>Délai consommé : 87,5 % ;</p> <p>Taux d'exécution global : 44% ;</p> <p>Taux de décaissement : 16 %</p>	<p>Les gros œuvres du local technique sont terminés. Ce sont les travaux de finitions qui sont en cours. Une partie des équipements hydromécaniques est arrivée et l'entreprise a demandé une réception partielle. Ces équipements ne sont pas encore comptabilisés dans l'état d'avancement.</p>
Travaux de renforcement des AEP dans les centres secondaires (Lot1 : Kita, Nioro du Sahel)	<p>Délai consommé : 75 % ;</p> <p>Taux d'exécution : 56 % ;</p> <p>Taux de décaissement : 60,45% (y compris l'avance de démarrage)</p>	<p>Travaux en cours</p> <p><b>KITA</b></p> <p><u>Réseau</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose de canalisation: 64 446,6 ml sur 74 850 ml; soit 86 %</li> <li>• Bornes fontaines : 38 sur 100, soit 38%;</li> </ul> <p><u>Ouvrages et Equipements</u></p> <p>Les travaux sont en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réservoir de 1000 m<sup>3</sup>,</li> <li>• Station de traitement (Tour partiteur, Décanteur, Filtres à sable, les réhabilitations de la piste 20 km, des berges, de la station de traitement existante, des logements de la station d'exhaure)</li> </ul> <p><b>NIORO</b></p> <p><u>Réseau</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose de canalisation: 34 210,4 ml sur 44 450 ml, soit 77 %;</li> <li>• Bornes fontaines : 12 sur 40;</li> </ul>

Résultats attendus	Réalizations	Observations
		<p><u>Ouvrages et Equipements</u>            Les travaux sont en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Château de 200 m<sup>3</sup>, travaux suspendus suite au résultat négatif des 02 forages réalisés ;</li> <li>• Travaux de réhabilitations de deux châteaux existants et des forages existants,</li> <li>• Travaux de réalisation de deux nouveaux forages</li> <li>• Un forage négatif et un positif avec un débit de foration 45m<sup>3</sup>/h;</li> <li>• Implantation d'un autre point de forage est en cours ;</li> <li>• Raccordement du nouveau forage existant est effectif.</li> </ul>
Travaux de renforcement des AEP dans les centres secondaires et Lot 2 : Sélingué, Bougouni et Markala)	Délai consommé : 124,24 % ; Taux d'exécution : 61 % ; Taux de décaissement : 60,43%.	Travaux en cours <b>SELINGUE</b> <u>Réseau</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseaux posés: 41 780 ml sur 49 700 ml, soit 82,72%</li> <li>• Bornes fontaine : 78 sur 80, soit 97,5%</li> </ul> <p><u>Ouvrages et Equipements</u>            Les travaux sont en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réservoir de 500m<sup>3</sup> ;</li> <li>• Château de 500m<sup>3</sup> ;</li> <li>• Station de pompage ;</li> <li>• Station d'exhaure ;</li> <li>• Salle de garde et loge gardien ;</li> </ul> <p><b>BOUGOUNI</b>  <u>Réseau</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose de canalisation: 107 000 ml sur 113 270ml, soit 94,46%;</li> <li>• Bornes fontaines: 78 sur 80, soit 97,50%;</li> </ul> <u>Ouvrages et Equipements</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réservoir de 500 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• Station d'exhaure et prise d'eau brute ;</li> <li>• Travaux d'escalier en cours ;</li> <li>• Tour de prise ;</li> <li>• Salle de commande ;</li> <li>• Station de traitement ;</li> <li>• Piste.</li> </ul> <p><b>MARKALA</b>  <u>Réseau</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pose de canalisation: 56 664 ml sur 57 640 ml ;</li> </ul> </p> </p>

Résultats attendus	Réalisations	Observations
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Bornes fontaines : 58 sur 60, soit 96,6 %</li> </ul> <u>Ouvrages et Equipements</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réhabilitation de la station d'exhaure et de prise d'eau brute</li> <li>Station de traitement:</li> <li>Magasin de stockage</li> <li>Salle de préparation des produits</li> <li>Clôture de la station de traitement.</li> </ul>
Travaux de renforcement des AEP de la ville de Gao	Délai consommé : 120% ; Taux d'exécution : 65% ; Taux de décaissement : 73,47%.	Travaux en cours <u>Réseau</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose de canalisation: 38 460 ml réalisés sur 38 780ml, soit 99 %</li> <li>Bornes fontaines à réaliser : 50 dont 47 réalisées, soit 94%;</li> </ul> <u>Génie civil</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bâche de récupération ;</li> <li>Bâche de collecte ;</li> <li>Filtres à sable ;</li> <li>Mini-Bâche des eaux filtrées ;</li> <li>Dispositif de traitement du fer et du manganèse ;</li> <li>Répartiteur des filtres ;</li> <li>Local réactif.</li> </ul> <u>Travaux de réhabilitation</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Château métallique ;</li> <li>Château en béton armé ;</li> <li>Forages ;</li> <li>Armoire électrique.</li> </ul>
Réseau de 10,393 km de canalisations fonte _ Réseau de 301,953 km de canalisations PVC _ 375 bornes fontaines à Niamana, Sirakoro Méguétana, Yirimadio, Missabougou, Magnambougou Et Magnambougou CR, Faladiè, Niamakoro et Djalakorobougou	<i>Délai consommé : 103,41 % (un avenant est en cours) ;</i> <i>Taux d'exécution global : 85,15% y compris l'avenant n°1;</i> <i>Taux de Décaissement : 75,85%</i>	Travaux en cours <u>Linéaire réseau :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose de canalisation: 374 766 ml réalisés sur 427 046 ml, soit 87,76 %</li> <li>Bornes fontaines : 414 réalisées sur 425, soit 97 % (339 sont raccordées au réseau et peuvent être mises en service).</li> </ul>
Un château d'eau en béton armé de 2 000 m <sup>3</sup> à Sikoro _ Réseau de 101,154 km de canalisations fonte de type standard _ Réseau de 5,688 km de	Délai consommé : 133,82% ; Taux d'exécution global : 72,15 % ; Taux de décaissement : 62,12%.	Travaux en cours <u>Linéaire réseau :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose de canalisation: 173 639 ml réalisés sur 244 857 ml, soit 71 % ;</li> <li>Bornes fontaines : 201 réalisées sur 233, soit 86 %</li> </ul>

Résultats attendus	Réalisations	Observations
canalisations fonte auto-butées _ Réseau de 138,006 km de canalisations PVC _ 233 bornes fontaines à Sikoro, Banconi, Hippodrome et Djalakorodji _ Une station de pompage à MISSIRA		<ul style="list-style-type: none"> <li>Les travaux du château d'eau de 2000 m<sup>3</sup>/30 m sont exécutés à 100 % ; le bâtiment d'exploitation est à 85% ; la clôture est 90%. Il reste les travaux au niveau de la chambre des vannes, la peinture et les travaux de métallerie.</li> </ul>
Un Réservoir au sol de 2 500 m <sup>3</sup> à N'Tomikorobougou (Sogonafing) _ Réseau de 23,472 km de canalisations en fonte de type standard _ Réseau de 1,248 km de canalisations fonte auto-butées _ Réseau de 55,248 km de canalisations PVC _ 100 bornes fontaines à N'Tomikorobougou, Samé, Sirakoro Dounfing, Point-G, Koulouba, Sogonafing et Koulouninko	Délai consommé : 103,41% (y compris l'avenant N°1) ; Taux d'exécution global : 95,84% y compris l'avenant N°1; Taux de Décaissement : 83,21%.	<p>Travaux en cours</p> <p><u>Linéaire réseau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose de canalisation: 132 422 ml réalisés sur 133 000 ml, soit 99,56%</li> <li>Bornes fontaines : 141 réalisées 150, soit 94%.</li> </ul> <p>Les travaux du réservoir au sol de 2 500 m<sup>3</sup> à N'Tomikorobougou sont exécutés à 95%, le raccordement de la conduite de refoulement DN500 vers le réservoir a été réalisé.</p>
Fouriture et pose de canalisations pour le refoulement en FD DN1000 entre la Station de traitement de D-Para et les réservoirs du quartier Lassa, sis à Lafiabougou sur 7,1 km et du réseau de distribution primaire en FD DN1000, DN700 et DN600 à Lafiabougou et Sébénikoro & Construction et Équipement de deux réservoirs au sol de 5000 m <sup>3</sup> chacun à Lafiabougou, d'un château de 500 m <sup>3</sup> à 22 m de haut au Point-G et d'un réservoir au sol de 5 500 m <sup>3</sup> à Missira et de	Délai consommé : 100 %, un avenant est en cours d'élaboration ; Etat d'avancement général: 42,79% (Ce taux tient compte de la livraison de l'ensemble des tuyaux et accessoires prévus au marché, leur pose est en cours) ; Etat d'avancement physique des travaux : 37,5% ; Taux de décaissement : 53.80%.	<p><u>Linéaire réseau :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pose de canalisation : 4 724 ml réalisés sur 14 000 ml, soit 34 %</li> </ul> <p><u>Ouvrages :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réservoir de 2x 5000 m<sup>3</sup> à Lassa : 17,7% de réalisation physique.</li> <li>Réservoir de 4500 m<sup>3</sup> de MISSIRA : 18,1 % de réalisation physique.</li> <li>Château d'eau de 500 m<sup>3</sup> de Point-G : 6,69% de réalisation physique.</li> </ul>

Résultats attendus	Réalisations	Observations
la Réhabilitation de la Station de Missira.		
Réseaux Secondaires et Tertiaires – Bornes Fontaines. 220 km de réseau DE 63 à 250 et Fonte DN 300 dont 40 km en réhabilitation ; 30 Bornes Fontaines :  <i>Fourniture et Pose de canalisation et Installation de Bornes Fontaine dans la Commune IV et dans le Quartier du Point-G es</i>	<i>Délai consommé : 100 % un avenant est en cours;</i> <i>État d'avancement : 97 % ;</i> <i>Taux de décaissement : 82.12%.</i>	<u>Linéaire réseau:</u> <i>Pose de canalisation : 230 586 ml sur 238 039 ml, soit 96,9 %</i> <u>Bornes fontaines :</u> <i>30 réalisées / 30 prévues, soit 100%.</i>
Acquisition de 10 000 kits de branchements et compteurs	Le marché conclu	En cours de signature
Suivi du Programme Branchements sociaux	<b>Volet Banque Mondiale :</b> Délai consommé : 50,4 % ; Réalisation : 16 155 unités réalisées sur 30 000 prévues, soit 54 %  <b>Volet Banque Africaine de Développement :</b> Délai consommé : 111 % Réalisation : 36 834 unités réalisées sur 46 144 prévues, soit 80 %  Au 31 décembre 2020, un total de 52 989 branchements sociaux ont été réalisés sur un total de 76 144 soit 69,6%.	Travaux en cours
<b>ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE BAMAKO A PARTIR DE LA LOCALITE DE KABALA, PHASE II</b>		
Construction et équipement d'une Prise flottante d'eau brute dans le fleuve Niger, Canalisation de liaison, Station d'exhaure et	Délai consommé : 35,43% ;	L'installation du chantier ainsi que les études d'exécution sont en cours.

Résultats attendus	Réalisations	Observations
Station de traitement d'eau potable d'une capacité nominale de 3 000 m <sup>3</sup> /h		
<b>Renforcement du système d'AEP et d'assainissement de la ville de Tombouctou II (Contrat ACF)</b>	Taux de décaissement : 58 % ; Avancement : 76 %.	Les travaux des incinérateurs, des dépôts de transit et du dépôt final sont en cours. Le processus de passation des marchés est en cours pour les travaux des caniveaux.

### 1.1.3. Bilan des activités de la SOMAGEP-SA

La SOMAGEP-S.A. est une Société Anonyme d'Etat avec Conseil d'Administration créée en août 2010. Elle a repris les activités d'exploitation de l'eau potable précédemment assurées par EDM-S.A.

- Capital social : 2 milliards de Francs CFA
- Actionnaire : Etat malien (100%)
- Nombre de localités desservies : 78

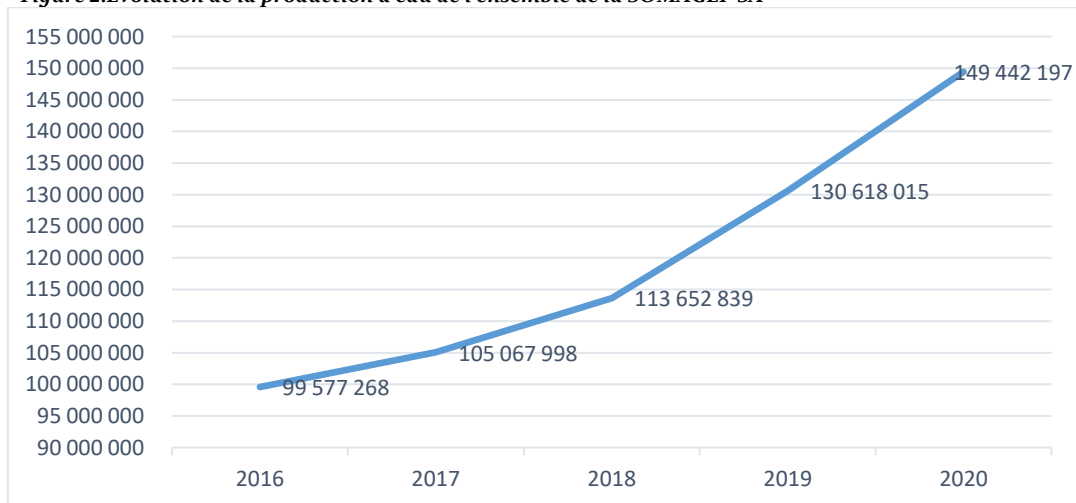
Le bilan des activités de la SOMAGEP-SA dans le domaine de l'hydraulique urbaine est le suivant :

#### 3.1.1 Production d'eau de la SOMAGEP-S.A.

##### ↳ Production d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP

La production de l'ensemble SOMAGEP-SA est de 149,44 millions de m<sup>3</sup> en 2020, en augmentation de 14,41% par rapport à celle de 2019 (130,62 millions de m<sup>3</sup>).

Figure 2:Évolution de la production d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

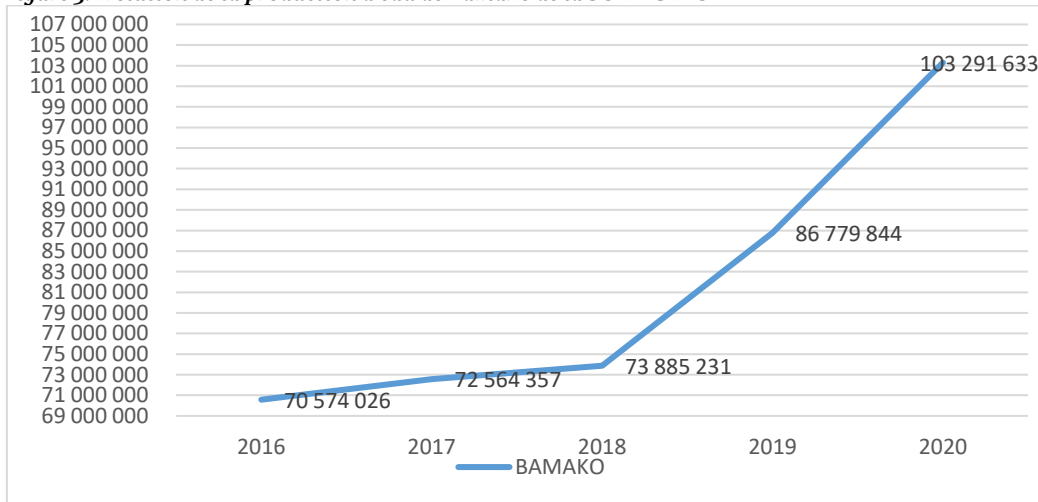
##### ↳ Production d'eau de Bamako

Le système d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako est composé de neuf unités de production d'une capacité nominale cumulée de 492 900 m<sup>3</sup>/jour. Il s'agit de :

1. la station de Kabala (288 000 m<sup>3</sup> /j) ;
2. la station de Djicoroni Para (130 000 m<sup>3</sup>/j) ;
3. les forages de la Zone aéroportuaire (4 000 m<sup>3</sup>/j) ;
4. les stations compactes de potabilisation d'eau (SCP) de Magnambougou (18 000 m<sup>3</sup>/j) ;
5. les stations compactes de Baco-Djicoroni (18 000 m<sup>3</sup>/j) ;
6. les stations compactes de Missabougou (12 000 m<sup>3</sup>/j),
7. les stations compactes de Kalaban-coro (18 500 m<sup>3</sup>/j), m<sup>3</sup>/j ;
8. les forages de Sénou (2 000 m<sup>3</sup>/j) ;
9. et le forage des 1 008 logements (2 400 m<sup>3</sup>/j).

La production d'eau à Bamako a été de 103,29 millions de m<sup>3</sup> en 2020, en augmentation de 19,03% par rapport à 2019 (86,77 millions de m<sup>3</sup>). Cette croissance est obtenue essentiellement grâce à l'accroissement de la demande.

Figure 3: Évolution de la production d'eau de Bamako de la SOMAGEP SA



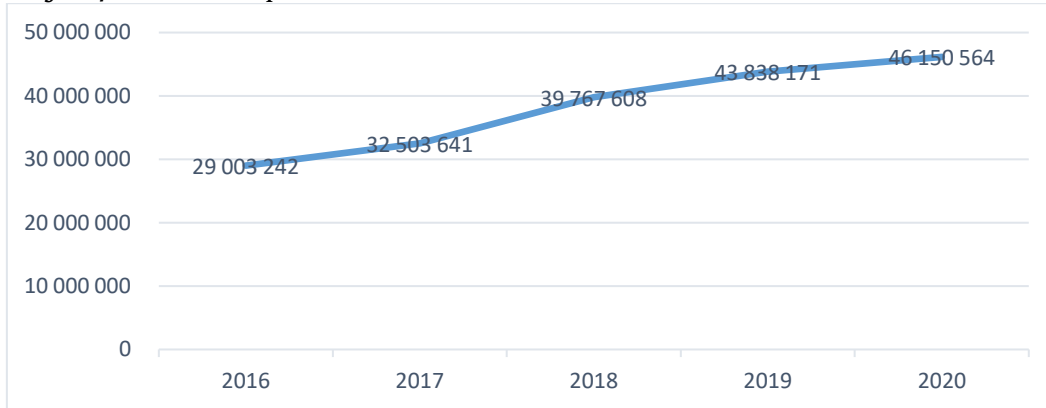
Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

#### ↳ Production d'eau des Centres de l'Intérieur

La production d'eau de l'ensemble des Centres de l'Intérieur a été de 46,15 millions de m<sup>3</sup> en 2020, en augmentation de 5,27 % par rapport à 2019 (43,84 millions de m<sup>3</sup>).

Cette hausse de production enregistrée par rapport à l'année 2020 dans tous les centres a été obtenue grâce à l'accroissement de la demande.

**Figure 4: Évolution de la production d'eau des centres de l'intérieur**



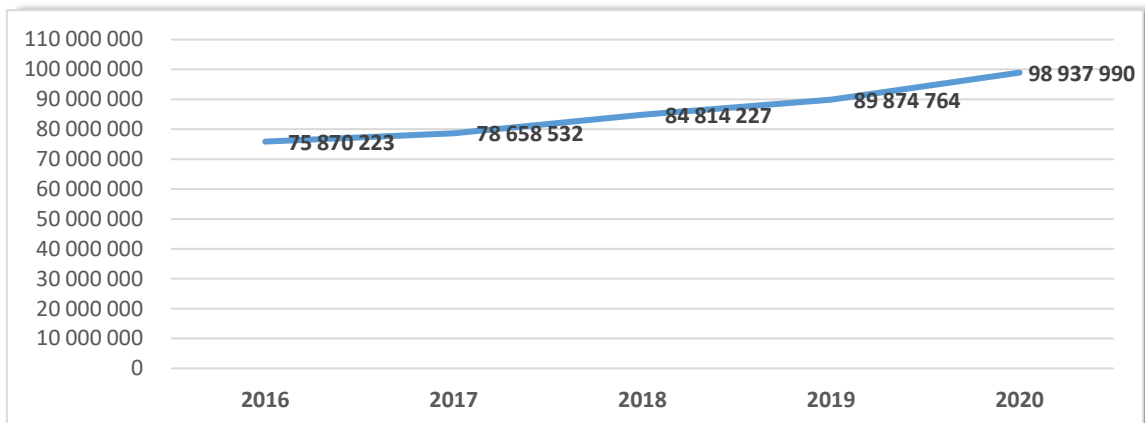
Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

### 3.1.2 Ventes d'eau de la SOMAGEP-S.A.

#### ↳ Vente d'eau de l'ensemble de la SOMAGEP

La quantité d'eau facturée pour l'ensemble SOMAGEP-SA en 2020 a été de 98,94 millions de m<sup>3</sup>. Elle est en hausse de 10,08% par rapport à 2019 (89,87 millions de m<sup>3</sup>).

**Figure 5: Évolution des ventes d'eau de la SOMAGEP SA**



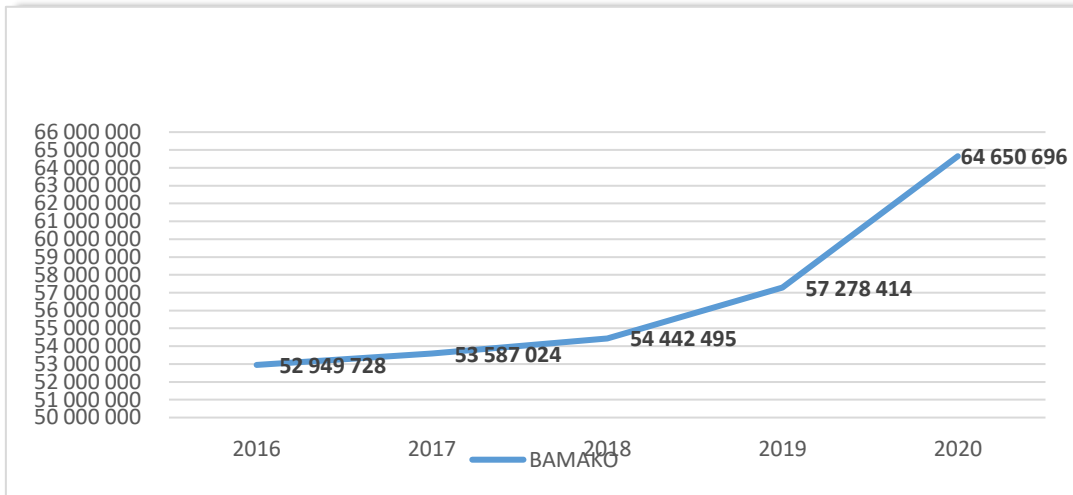
Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

#### ↳ Vente d'eau de Bamako

La quantité d'eau facturée à Bamako en 2020 a été de 64,65 millions de m<sup>3</sup>, en hausse de 12,87% par rapport à 2019 (57,28 millions de m<sup>3</sup>).

Ces ventes ont représenté près de 65,34% de la quantité totale d'eau facturée sur l'ensemble SOMAGEP-SA.

Figure 6: Evolution des ventes d'eau de Bamako



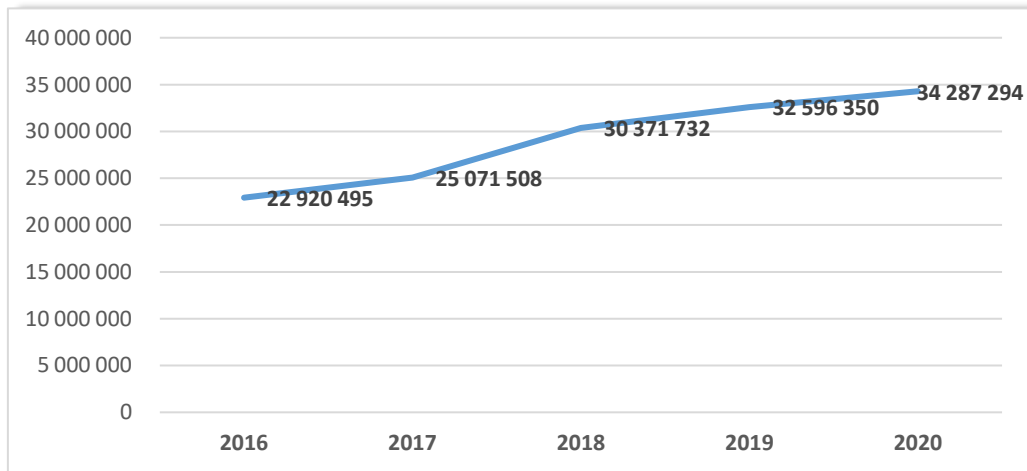
Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

### ↳ Vente d'eau des centres de l'intérieur

La quantité d'eau facturée pour l'ensemble des Centres de l'Intérieur en 2020 a été de 34,29 millions de m<sup>3</sup>, en hausse de 5,19% par rapport à 2019 (32,60 millions de m<sup>3</sup>).

Ces ventes ont représenté près de 34,66% de la quantité totale d'eau facturée dans le périmètre SOMAGEP-SA.

Figure 7: Evolution des ventes d'eau des centres de l'intérieur



Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

### 3.1.3 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total en fin décembre 2020 est de 28,924 milliards de Francs CFA. Ses principales composantes sont essentiellement les ventes d'eau potable pour 24,975 milliards de Francs CFA, les travaux remboursables pour 1,742 milliards de Francs CFA et les locations et entretiens des compteurs pour 2,053 milliards de Francs CFA en 2020.

Ce chiffre d'affaires est en augmentation de 2,90% par rapport à 2019 (28,109 milliards de FCFA).

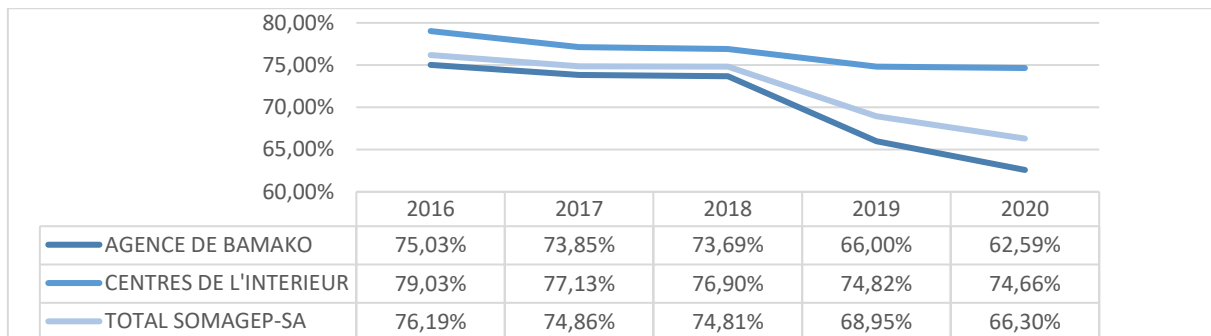
### 3.1.4 Le rendement du réseau

Les rendements du réseau d'eau sont de 62,59% pour Bamako, 74,66% pour les Centres de l'Intérieur et 66,30% pour l'ensemble SOMAGEP-SA en 2020 en baisse de 2,65 points par rapport à sa valeur de 2019 (68,95%). Cette baisse s'explique par :

- la mise en marche de la station de Kabala dont les nouvelles installations ont créé de nombreuses fuites à cause des pressions élevées dans le réseau à Bamako ;
- l'incidence des nouvelles installations du Projet Dano-Suédois, PADS (Sikasso, Koutiala, Kayes et Kati) qui sont à l'origine de nombreuses fuites à cause des pressions élevées dans les réseaux ;
- la non-fiabilité du comptage dans les nouveaux Centres repris qui a eu pour effet de dégrader le taux global de facturation.

Ce rendement est calculé sur 12 mois sur la base de l'eau facturée sur l'eau produite pour la période se terminant au 31 décembre 2020.

Figure 8: Evolution des rendements du réseau



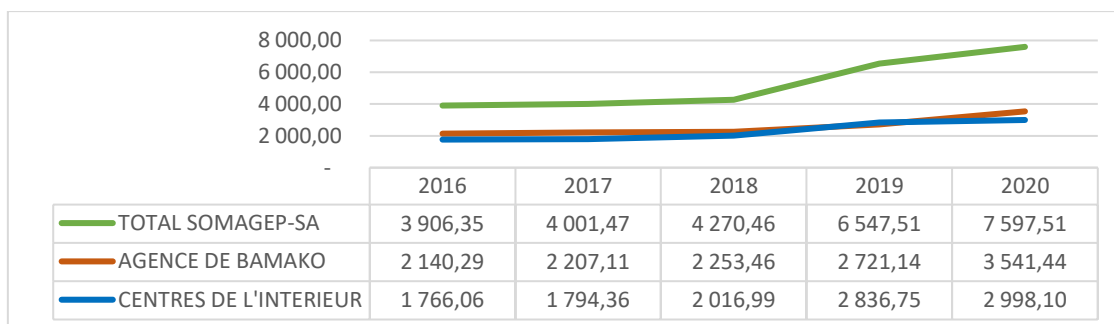
Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

### 3.1.5 La longueur des réseaux

La longueur totale des réseaux en 2020 est de 7 597,51 km de réseau, soit une augmentation de 16% par rapport à 2019 (6 547,51 km). La longueur des réseaux est de 3 541,44 km et 4 056,07 km respectivement à Bamako (dont 1033,30 km pour Kabala) et dans les Centres de l'Intérieur, soit une hausse respective de 30,15% et 6,0% par rapport à 2019.

Il est à signaler que les longueurs de réseaux des nouveaux centres urbains ont été intégrées dans le calcul de la longueur totale des réseaux.

Figure 9: Evolution de la longueur des réseaux de la SOMAGEP



Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

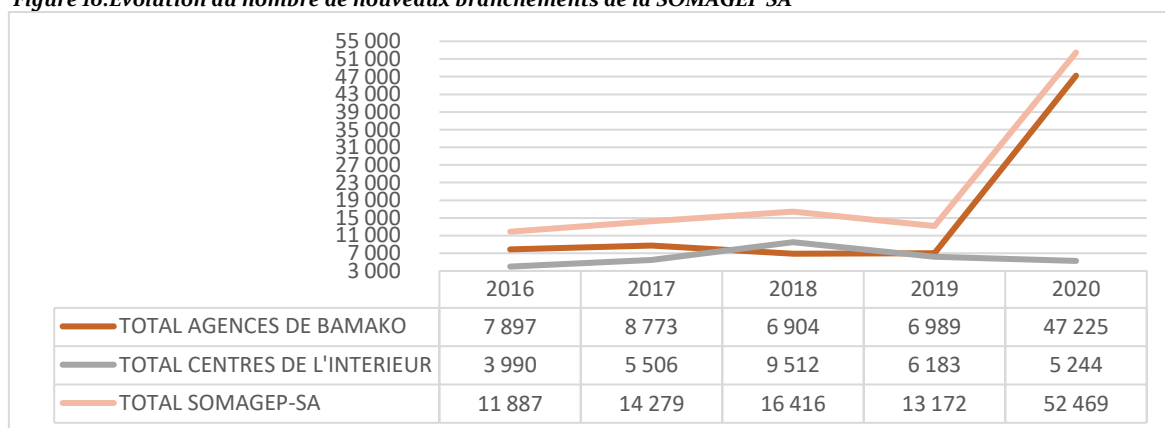
### 3.1.6 Gestion des abonnés

#### ↳ Nouveaux Branchements

Au niveau des Agences de Bamako, 47 225 branchements eau ont été réalisés en 2020 contre 6 989 en 2019, soit une hausse de 575,7%. Les Centres de l'Intérieur ont réalisé 5 244 branchements en eau en 2020 contre 6 183 en 2019, soit une baisse de 15,19%. A noter que le Programme des Branchements sociaux dans le cadre du projet de Kabala se poursuit à Bamako.

Pour l'ensemble SOMAGEP-SA, le nombre de nouveaux branchements réalisés en eau en 2020 est de 52 469 contre 13 172 en 2019. Le nombre de nouveaux branchements est en hausse de 298,34% par rapport à l'année de 2019.

Figure 10: Evolution du nombre de nouveaux branchements de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

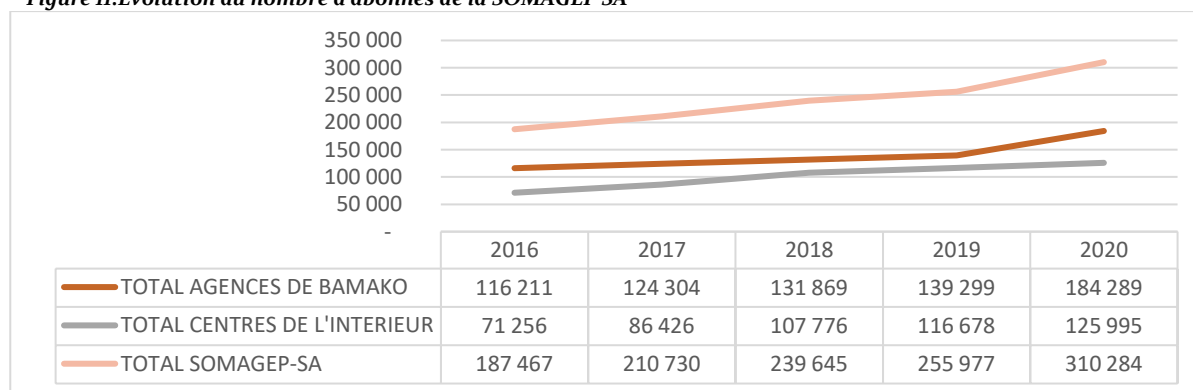
#### ↳ Nombre d'abonnés

Le nombre total d'abonnés eau au 31 décembre 2020 pour Bamako est de 184 289 contre 139 299 en 2019, soit une hausse de 32,30%.

Le nombre d'abonnés pour les Centres de l'Intérieur connaît une hausse de 7,99%, soit 125 995 en 2020 contre 116 678 en 2019.

Le nombre total d'abonnés eau de la SOMAGEP-SA au 31 décembre 2020 est de 310 284 contre 255 977 en 2019, soit une augmentation de 21,22%.

Figure 11: Evolution du nombre d'abonnés de la SOMAGEP SA



Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

Tableau 10: Indicateurs d'exploitation de la SOMAGEP SA

<b>INDICATEURS D'EXPLOITATION DE LA SOMAGEP-SA: 2020</b>		
	<b>REALISE 2019</b>	<b>REALISE 2020</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (en millions de F CFA)</b>	<b>28 109,07</b>	<b>28 924,44</b>
Ventes Eau (en millions de F CFA)	24 882,36	24 975,20
Travaux remboursables (en millions de F CFA)	1 228,26	1 741,71
Location et entretien compteurs (en millions de F CFA)	1 937,07	2 052,88
Services clients (en millions de F CFA)	61,38	154,65
<b>EFFECTIF</b>	<b>1 524</b>	<b>1 583</b>
Hommes	1196	1230
Femmes	328	353
<b>PRODUCTION (en m<sup>3</sup>)</b>	<b>130 618 015</b>	<b>149 442 197</b>
Bamako (en m <sup>3</sup> )	86 779 844	103 291 633
Centres Extérieurs (en m <sup>3</sup> )	43 838 171	46 150 564
<b>FACTURATION (en m<sup>3</sup>)</b>	<b>89 874 764</b>	<b>98 937 990</b>
Bamako (en m <sup>3</sup> )	57 278 414	64 650 696
Centres Extérieurs (en m <sup>3</sup> )	32 596 350	34 287 294
<b>PRIX MOYEN DE VENTE (en F CFA/m<sup>3</sup>)</b>	<b>276,86</b>	<b>252,43</b>
<b>TAUX DE FACTURATION</b>	<b>68,95%</b>	<b>66,30%</b>
Bamako	66,00%	62,59%
Centres Extérieurs	74,82%	74,66%
<b>NOMBRE D'ABONNÉS</b>	<b>255 977</b>	<b>310 284</b>
Bamako	139 299	184 289
Centres Extérieurs	116 678	125 995
<b>CONSOMMATION MOYENNE PAR ABONNÉ (en m3)</b>	<b>351,10</b>	<b>318,86</b>
Bamako	411,19	350,81
Centres Extérieurs	279,37	272,13
<b>NOMBRE DE BORNES FONTAINES</b>	<b>6 923</b>	<b>6 923</b>
Bamako	3 235	3 235
Centres Extérieurs	3 688	3 688
<b>NOUVEAUX BRANCHEMENTS</b>	<b>13 172</b>	<b>52 469</b>
Bamako	6 989	47 225
Centres Extérieurs	6 183	5 244
<b>PRIX MOYEN DU BRANCHEMENT (en F CFA)</b>	<b>93 248</b>	<b>33 195</b>
<b>LONGUEUR RESEAUX (en km)</b>	<b>6 547,51</b>	<b>7 597,51</b>
Bamako	2 721,14	3 541,44
Centres Extérieurs	3 826,37	4 056,07
<b>TAUX DE CONFORMITE GLOBALE</b>	<b>96,49%</b>	<b>96,49%</b>

Source : rapport annuel 2020 SOMAGEP SA

#### 1.1.4. Bilan des activités 2020 du Laboratoire National des Eaux

La qualité de l'eau est la troisième cible du sixième ODD qui vise à « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau d'ici 2030 ».

L'atteinte de cet objectif au Mali, interpelle véritablement le LNE dans la réalisation de ses missions. Ainsi, le présent rapport fait le point de l'exécution des activités réalisées par le LNE du 1er janvier au 31 décembre 2020 suivant le programme établi qui porte essentiellement sur la consolidation des acquis de l'année 2019 en matière de :

- suivi, de contrôle et de connaissance sur la qualité des ressources en eau au Mali ;
- renforcement des capacités techniques, humaines et financières du LNE et de ses antennes régionales ;
- communication, appuis conseils aux collectivités sur la qualité des ressources en eau ;
- renforcement de partenariat public et privé.

Du 1er janvier au 31 décembre 2020, le Laboratoire National des Eaux et ses Antennes ont effectué des missions d'échantillonnage dans les différentes régions du pays.

Tableau 11: Evolution des analyses effectuées

Type d'analyse	2019	2020	Taux d'évolution(%)
Analyses physico chimiques	5 423	6 474	19,38
Analyses bactériologiques	4 218	5 535	31,22
Analyses sédimentologiques	138	300	11,74
<b>TOTAL</b>	<b>9 779</b>	<b>12 309</b>	<b>25,87</b>

Source : rapport annuel 2020 LNE

Tableau 12: Prélèvements d'eau

Nature des PE prélevés	2019	2020	Taux d'évolution(%)
Eaux de forages	3 934	4 656	18,35
Eaux de puits	366	382	4,37
Eaux de surface	3 822	3 689	-3,48
Eaux de rejet	46	167	263
Autres types	92	180	95,65
<b>TOTAL</b>	<b>8 260</b>	<b>9 074</b>	<b>9,85</b>

Source : rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Au total 9074 échantillons d'eau ont été prélevés et analysés durant l'année 2020 contre 8 260 en 2019, soit une progression de 9,85%. Les autres types de point d'eau concernent les eaux de piscines, de sondage et électrolytiques.

Tableau 13: Conformité du PH des analyses

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	4 420	90,52
Non conforme	463	9,48
<b>TOTAL</b>	<b>4 883</b>	<b>100</b>

Source : rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Sur 4 883 analyses effectuées, 463 sont non conformes, soit 9,48%. Les conformités sont relatives aux directives de l'OMS et aux normes maliennes de l'eau potable.

*Tableau 14: Conformité en nitrates des analyses*

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	4 718	92,78
Non conforme	367	7,22
<b>TOTAL</b>	<b>5 085</b>	<b>100</b>

Source : Rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Sur 5 085 analyses effectuées, 367 sont non conformes, soit 7,22%. La teneur en nitrates des échantillons non-conformes est supérieure à la valeur limite fixée à 50 mg/L par la norme malienne relative à la qualité de l'eau potable.

*Tableau 15: Conformité en Cyanure des analyses*

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	303	95,89
Non conforme	13	4,11
<b>TOTAL</b>	<b>316</b>	<b>100</b>

Source : Rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Sur 316 analyses effectuées, 13 sont non conformes, soit 4,11%. La présence des cyanures peut être d'origine anthropique (rejet d'effluents, industries et agricoles etc.).

*Tableau 16: Conformité en Arsenic des analyses*

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	423	87,94
Non conforme	58	12,06
<b>TOTAL</b>	<b>481</b>	<b>100</b>

Source : Rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Sur 481 analyses effectuées, 58 sont non conformes, soit 12,06%. La présence de l'arsenic peut être d'origine naturelle.

*Tableau 17 : Conformité des analyses bactériologiques*

Résultat	Nombre	Taux
Conforme	5 299	95,74
Non conforme	236	4,26
<b>TOTAL</b>	<b>5 535</b>	<b>100</b>

Source : Rapport annuel 2020 LNE

**Commentaire** : Sur 5 535 analyses effectuées, 236 sont non conformes, soit 4,26%. La contamination peut être due à l'infiltration et au manque d'hygiène autour des points d'eau.

## 1.2. SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

### 1.2.1. La Politique Nationale de Protection de l'Environnement et la Politique Nationale sur les Changements Climatiques

L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) a pour missions d'assurer la coordination de la mise en œuvre de ces deux Politiques et de veiller à l'intégration des dimensions environnementale et changement climatique dans toutes les politiques de développement du pays. Conformément à ses missions, le bilan des activités par objectif stratégique est le suivant :

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 1 : Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement, la lutte contre la désertification, les changements climatiques et le développement durable à travers l'élaboration des modules, des supports d'information, d'éducation et de communication, les sessions de formation, d'information et de sensibilisation**

Tableau 18 : Bilan de l'OS1 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS1: Promouvoir la communication sur les questions environnementales et rendre lisible l'action de l'AEDD à travers une communication de proximité	Organisation de la 21 <sup>e</sup> édition de la quinzaine de l'environnement.	La Quinzaine de l'Environnement a été organisée du 05 au 17 juin 2020 à Bamako sur les thèmes :  « la Biodiversité » pour la journée mondiale de l'environnement du 05 juin « Aliments-Fourrages-Fibres. Production et consommation durables » pour la journée internationale de Lutte contre la désertification et la sécheresse du 17 juin.
	Réalisation et diffusion de l'émission télévisée SOS environnement	Quatre(04) émissions ont été diffusées sur l'ORTM sur les thèmes :  - Généralités sur la gestion de l'environnement au Mali par le MEADD, le 11- 01-2020; - Questions d'assainissement par le Directeur national de l'assainissement (DNACPN) ; - Gestion des risques d'inondations par la Coordinatrice du PGRCI ; - Initiative de la Grande Muraille Verte par la Directrice Générale (ANGMV), le 04 décembre 2020.
	Capitalisation de la mise en œuvre des bonnes pratiques contribuant à l'atteinte des ODD dans les zones d'intervention des	Deux(02) rapports de capitalisation sont disponibles (PGAGE et Local- Mali)

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
	projets PGAGE et LoCAL-Mali	
	Contribution à la promotion de la participation citoyenne sur les mesures d'adaptation	Deux(02) ateliers ont été tenus à Simby et Sandaré du 28 Février au 08 Mars 2020.
	Réalisation et diffusion des microprogrammes, en français et en langues nationales sur les bonnes pratiques d'adaptation	Deux(02) microprogrammes ont été réalisés à Sandaré le 26 mars 2020 et dix(10) animations villageoises ont été faites à Simby du 13 au 17 décembre 2020.
	Diffusion de la PNPE	<p>- 03 ateliers régionaux (Koulikoro le 16 Avril 2020 ; Ségou le 21 Avril 2020 ; Sikasso le 19 Mai 2020) ;</p> <p>- 04 ateliers à Bamako du 03 au 05 Juin et le 03 décembre 2020.</p> <p>Les 02 autres ateliers n'ont pas été réalisés pour insuffisance de ressources financières.</p> <p>NB : le document a été transmis aux Institutions de la République, aux Ministères, aux Services techniques, aux Collectivités, à la Société civile, aux PTF et au Secteur privé.</p>
OS 2 : Elaborer des supports de sensibilisation et d'information (magazine, audio, TV, revue, article de presse, spot audio, TV, bande annonce, sketches, films, créations artistiques)	Production des N° 44 et 45 du magazine "Notre Environnement"	02 Numéros spéciaux produits : - N°44 sur les grands chantiers du MEADD ; -N°45 sur la 2ème édition de la Quinzaine de l'Environnement 2020.
	Réalisation des supports de communication (calendriers, agendas)	Trois-mille 3000 calendriers sont produits.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
OS 3: Elaborer et mettre en œuvre des plans de renforcement des capacités	Formation des agents de l'AEDD sur le montage de projets et la grille d'analyse des politiques et programmes	-01 atelier organisé sur l'intégration des ODD dans les politiques et programmes du 16 au 20 novembre 2020 ; -01 atelier sur le montage des projets et sauvegarde environnementale et sociale.
	Formation des structures techniques et des Collectivités territoriales sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et le Développement Durable (DD)	Dix (10) ateliers ont été tenus sur quinze(15) prévus
	Finalisation des travaux de réalisation des périmètres maraîchers (système muret)	Travaux réalisés à Yérééré et Guetema (Nioro du Sahel). PV de réception disponibles.
	Renforcement des capacités de l'ANICT pour son accréditation au Fonds Vert Climat	Une formation sur l'évaluation environnementale stratégique dans le cadre de l'accréditation au Fonds Vert Climat
	membres du comité de suivi du LoCAL sur le Fonds Vert pour le Climat	La formation n'a pu être réalisée pour insuffisance de crédits notifiés.
	Renforcement des capacités du ministère de l'économie et des finances, des universités et l'AEDD sur l'intégration du	Un atelier de formation de cadres de la DNP, DGB, DGCF, CARFIP.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
	risque climatique dans la planification du développement	

Source : rapport annuel 2020 AEDD

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 2 : Suivre les mécanismes financiers et la mobilisation des financements concernant la protection de l'environnement, la lutte contre la désertification, les changements climatiques et le développement durable**

Tableau 19 : Bilan de l'OS 2 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 4: Suivre les mécanismes financiers pour la protection de l'environnement et le Développement Durable	Mise en place d'un système de suivi des financements (MRV financement)	Marché infructueux (Readiness).
OS 5: Mobiliser les ressources financières pour assurer la coordination de la mise en œuvre de la PNPE	Finalisation du processus d'élaboration de la SNFE	01 Document élaboré et validé par le CNE le 19 Février 2020.  Document validé en RI le 28 janvier 2021 attend soumission en conseil des ministres par le SGG.
	Accréditation de l'AEDD au Fonds d'Adaptation	Documents validés par le Secrétariat du Fonds et transmis au Panel Indépendant d'Accréditation pour avis avant soumission au Conseil d'Administration du Fonds d'Adaptation.
	Mobilisation des ressources pour la planification de l'adaptation	Document de projet élaboré et soumis au secrétariat du FVC. Validation prévue pour 2021.
	Mobilisation des ressources du programme FVC Readiness	34,2 % (171 000 000 Fcfa/500 000 000 F cfa) de taux de mobilisation.

	Organisation d'un atelier de Lobbying auprès des partenaires pour la mise en œuvre de la PNPE	Activité annulée pour raison de COVID-19 (Impossibilité de réunir les PTF).
	Réalisation de l'étude de faisabilité du nouveau projet PGRNCC	Etude réalisée, rapport disponible. Le document est transmis au MEF pour approbation.
	Elaboration d'un programme de renforcement des capacités, des institutions et structures en charge de la coordination des questions d'environnement et de changements climatiques	Rapport de l'étude diagnostique interne et externe des institutions et structures en charge de la coordination des questions d'environnement et de changements climatiques disponible.  Finalisation de la formulation du programme prévue pour 2021.
	Mobilisation des ressources pour le financement des projets/programmes	14 projets et programmes soumis :  ➤ FVC (02): - Fonds sub-national sur les CC à l'endroit des CT (PEGASUS et R20) ; 750 000 000 \$ - Fonds sub-national d'assistance technique sur les CC à l'endroit des CT (UICN) ; 28 000 000\$ - Fonds Climat Mali (10) pour 5 568 093 000 Fcfa ;  ➤ Fonds pour l'Environnement Mondial (02) : - Quatrième communication nationale du Mali dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les CC (450 000 000 Fcfa) ; - Des paysages résilients, productifs et durables dans la région de Kayes au Mali (3 415 982 000 Fcfa).
	Elaboration de notes conceptuelles de projets d'adaptation/atténuation aux	Consultants recrutés.  Dépôt de rapports prévu pour 2021

	changements climatiques	
	Appui au secteur privé pour la mobilisation des ressources du FVC	Processus de recrutement d'un bureau d'études en cours
	Appui à la mise en œuvre des initiatives climatiques	Rapport technique et financier de la mise en œuvre des activités technique du Readiness (FVC).
	Appui à l'ANICT, la BDM et la BNDA pour leur accréditation au Fonds Vert pour le Climat	Appui à l'ANICT dans la traduction en anglais des documents d'accréditation.  Appui BDM et BNDA en cours (l'audit institutionnel).

Source : rapport annuel 2020 AEDD

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 3 : Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des Conventions, Accords et Traités(CAT) internationaux ratifiés par le Mali en matière d'environnement, de lutte contre la désertification, des changements climatiques et du développement durable**

Tableau 20 : Bilan de l'OS 3 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS6: Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME)	Tenue de réunions des points focaux	04 réunions tenues sur 04 prévues : -le 15 Mai 2020 (premier trimestre),  -le 05 novembre 2020 (deuxième et troisième trimestres)  -le 07 janvier 2021 (quatrième trimestre).
	Actualisation de recueils des textes internationaux et nationaux dans le domaine de l'environnement	Non réalisée pour insuffisance de crédits notifiés par le budget national.
	Tenue de réunions du CNCCM	02 réunions tenues :

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- du 25 au 27 février 2020 sur la finance climatique ;</li> <li>- le 14 décembre 2020 sur la célébration du 5ème anniversaire de l'Adoption de l'Accord de Paris sur le climat</li> </ul>
	Tenue de la réunion du Comité de suivi de mise en œuvre de la CDN	03 réunions tenues sur 04 prévues : <ul style="list-style-type: none"> <li>-06 au 07 Février 2020 ;</li> <li>-16 au 17 Novembre 2020 ;</li> <li>-14 décembre 2020.</li> </ul>
	Tenue de réunions de concertation (MEADD, MEF, MAECI, PTF), sur le Plan de Partenariat de la CDN	Aucune réalisation pour raison de COVID 19
	Tenue de la réunion du groupe Environnement et CC des PTF élargi aux groupes thématiques des PTF sur le Plan de Partenariat de la CDN	
	Révision de la CDN du Mali	
	Elaboration du code de l'environnement	Draft disponible pour validation technique et approbation
OS 7 : Préparer la participation malienne aux réunions	Participation aux négociations de la Conférence des Parties sur les	COP non tenue pour raison de Covid-19.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
internationales relatives aux AME	changements climatiques (COP 26)	
	Organisation d'un Side Event à la COP 26	Non réalisé pour Covid-19.
OS 8 : Développer les partenariats et actions internationales	Mise en œuvre des protocoles de collaboration avec d'autres partenaires	12 protocoles mis en œuvre sur 10 prévus.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 4 : Contribuer à la prise en compte de la dimension environnementale dans la conception des programmes et projets de développement et des schémas d'aménagement du territoire à travers l'élaboration des guides de cohérence des actions environnementales, l'appui conseil aux Collectivités Territoriales**

Tableau 21 : Bilan de l'OS 4 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 9 : Prendre en compte la dimension environnementale dans les politiques, programmes et projets	Intégration des ODD dans les Programmes de Développement Economique, Social et Culturel des communes (PDESC)	31 PDESC ont intégré les ODD sur 40 prévus.
	Intégration de la dimension environnementale dans des politiques/stratégies	02 politiques intégrant la dimension environnementale : - Politique Energétique Nationale ; - Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (PNAT).
	Elaboration d'un outil d'intégration des ODD dans les PDESC	Le Guide d'intégration des ODD dans les PDESC a été élaboré.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 5 : Elaborer le Rapport National sur l'état de l'environnement**

Tableau 22 : Bilan de l'OS 5 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Résultats
OS 10 : Elaborer le rapport national sur l'état de l'environnement	Tenue d'une réunion d'examen des données des 04 groupes thématiques (cadre de vie, milieu naturel, socio-économique et gouvernance)	02 réunions tenues : -Atelier d'élaboration des 04 quatre rapports thématiques du 26 au 28 octobre 2020 à Koulikoro ; - Atelier de validation des rapports thématiques, le 04 décembre à Bamako.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 6 : Suivre la mise en œuvre des recommandations formulées par le Conseil National de l'Environnement**

Tableau 23 : Bilan de l'OS 6 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 11 : Organiser les réunions du Conseil National de l'Environnement (CNE)	Tenue de réunions du CNE	03 réunions tenues : -Atelier de diffusion de la PNPE du 03 au 05 Juin 2020 ; -Atelier de suivi de la mise en œuvre de la PNPE du 10 au 12 Juin 2020 ; - Atelier de validation de la Politique Nationale d'Assainissement et son Plan d'actions, le 17 novembre 2020.
	Suivi de la mise en œuvre des recommandations du CNE	Aucune recommandation n'a été formulée lors des sessions du CNE tenues.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 7 : Collecter les données et produire des statistiques sur l'Environnement et le Développement Durable**

Tableau 24 : Bilan de l'OS 7 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 12 : Promouvoir un espace de dialogue et de coordination entre producteurs et utilisateurs de l'information environnementale et caractériser les besoins de l'utilisateur	Tenue d'un atelier national de mise à jour des données du SNGIE	01 atelier tenu à Bamako, du 11 au 15 Mai 2020.
	Tenue d'ateliers de collecte des données dans les régions de Kayes et Sikasso	02 ateliers tenus - Atelier tenu à Kayes, du 10 au 13 novembre 2020 ; - Atelier tenu à Sikasso, du 25 au 28 novembre 2020.
	Préparation de la tendance des indicateurs du SNGIE	Document final attend la validation des données de certaines structures techniques.
	Inventaire des gaz à effet de serre	Rapport d'inventaire de GES disponible.
	Elaboration du document " Politiques et mesures d'atténuation des CC et leurs impacts"	Rapport sur les Politiques et mesures d'atténuation des CC et leurs impacts disponible.
	Elaboration du document "Besoins en renforcement de capacités et des soutiens reçus dans le cadre des CC"	Rapport sur les Besoins en renforcement de capacités et des soutiens reçus dans le cadre des CC disponible.
	Elaboration du document "Autres informations pertinentes" du BUR	Rapport sur autres informations pertinentes du BUR disponible.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
	Conception d'un système MRV	Rapport disponible.
	Production et diffusion du premier rapport biennal d'actualisation.	Rapport produit. Diffusion prévue en 2021.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

- ✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 8 : Diffuser les résultats de la recherche sur la biotechnologie relative à la sauvegarde de l'environnement, la lutte contre la désertification ainsi qu'aux changements climatiques et au développement durable**

Tableau 25 : Bilan de l'OS 8 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
-	Diffusion des résultats de la recherche biotechnologique sur les sites web de l'AEDD et du BCH	Rapport à mi-parcours sur les moustiques transgéniques disponible mais non diffusé (expérimentation en cours).  Par ailleurs : Deux (02) articles sur les résultats de la recherche biotechnologique publiés sur les sites Web de l'AEDD et du BCH : - 01 article sur la "Consolidation de la capacité de détection des OGM en Afrique de l'Ouest (identifier la circulation des OGM maïs au Mali) ; - 01 article sur la "Modification ciblée de la promotion pour la résistance du riz à <i>Xanthomonas oryzae pv</i> " par le laboratoire national de biosécurité.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

✓ **OBJECTIF STRATEGIQUE 9 : Participer à la mise en œuvre des programmes du Plan d'Action Environnementale**

Tableau 26 : Bilan de l'OS 9 de l'AEDD

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalisations
OS 13 : Promouvoir, suivre et évaluer des programmes nationaux d'action environnementale sur l'aménagement du territoire, la gestion des ressources naturelles, la maîtrise des ressources en eau, l'amélioration du cadre de vie, la gestion durable des terres et le développement des énergies renouvelables	Suivi et supervision des activités des projets et programmes de l'AEDD	23 missions réalisées. : -03 missions d'ASNaCC ; -02 missions de PACV_MT -13 missions du PGRCI ; -01 mission du LoCAL ; - 04 missions Fonds Climat Mali
	Évaluation des projets	02 Projets évalués sur 04 prévus : -PACV-MT ; -PGAGE.
	Finalisation et validation du Plan décennal de travail 2021 - 2030 de l'AEDD	Plan décennal disponible. Document sera soumis à l'approbation du CA (prochaine session).
OS13 : Assurer la gestion et la coordination des projets et programmes de l'AEDD	Mise en œuvre du PTA 2020 du projet ASNaCC/ PNUD	60% des activités réalisées
	Mise en œuvre du PTA 2020 du PGRCI	98% des activités réalisées
	Mise en œuvre du PTA 2020 du PACV-MT	100% des activités réalisées
	Construction extension du siège de l'AEDD	100% .L'entreprise et les bureaux de contrôle n'ont toujours pas été payés par l'Etat.

Objectifs spécifiques	Programmations	Réalizations
OS 14: Assurer le fonctionnement de l'Agence	Organisation et tenue de sessions du Conseil d'Administration de l'AEDD	01 session tenue sur 02 prévues : 10eme session ordinaire du Conseil d'Administration de l'AEDD tenue le 09 Mars 2020.

Source : rapport annuel 2020 AEDD

L'analyse de l'état d'exécution des activités programmées en 2020, révèle que sur une prévision de 58 tâches retenues :

- 36 ont été réalisées, soit 62,06% ;
- 17 sont en cours de réalisation, soit 29,31%;
- et 05 n'ont pas été réalisées, soit 8,62%.

## 1.2.2. La Politique Forestière Nationale

En 2020, les activités ont été exécutées conformément aux objectifs du Budget –Programme 2020-2021 et les différents résultats attendus y afférents, aux grandes orientations de la Politique Forestière Nationale, aux engagements relatifs aux différentes conventions ratifiées par le Pays, relevant de la DNEF et du Programme d’Actions du Gouvernement 2019- 2023.

### 1.2.2.1. Programme 2.071 « Protection et Conservation de la Nature »

#### **Objectif 1 : Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques**

Les activités prévues en 2020 ont porté sur:

- la gestion des ressources forestières ;
- la gestion de la faune et son habitat ;
- les missions de contrôle de la gestion du domaine forestier et faunique ;
- la supervision et le contrôle technique des PGES et des EIES.

Les activités réalisées ont été :

- l’élaboration de 9 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- la relecture 10 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- la réalisation de 1763 missions de contrôle forestier, de surveillance et de protection dans les aires protégées ;
- la réalisation de 12 missions anti braconnage dans la Réserve de Biosphère du Gourma ;
- la réalisation de quatre (04) missions de contrôle forestier à travers l’appui du GEDEFORIII/PCVA dans les communes d’intervention (Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) ;
- la confection et l’installation de trois (3) portails d’entrée à Tienfala ;
- la clôture du parc d’acclimatation des animaux ;
- l’aménagement de deux (2) mares équipées de forage et de pompes solaires ;
- l’approvisionnement du parc des animaux avec 3 girafes ;
- la participation à la validation de cinq (05) TDRs et de rapport d’études d’impact environnemental et social.

#### **Objectif 2 : Améliorer la couverture végétale**

Les activités réalisées ont porté sur :

- la production de 16 614 787 plants, 85 560 boutures et 49 000 noix rônier ;
- le reboisement de 18 035,33 ha et 17 700 noix de rônier ; (GEDEFORIII/PCVA a procédé au reboisement de 1438,5 ha d’anacardier et à la mise en place 19 204 ml de haie vive dans les cercles de Kita, Bafoulabé, Kéniéba et Kanagaba) ;
- l’enrichissement : 5, 41 ha et aménagement de 5,5 ha de forêt ;
- l’aménagement de 5 Périmètres maraîchers, 5 unités de transformation et de stockage, 2 fermes piscicoles modernes ; 8 fermes avicoles modernes ; 40 latrines publiques ;

- l'élaboration et la signature de protocoles entre GEDEFORIII/PCVA et Jatropha Mali Initiative SA pour la réalisation de 1200 ha de plantations d'anacardier dans les cercles de Bafoulabé, Kita et Kéniéba.

### **Objectif 3 : Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique**

Les activités réalisées ont porté sur :

- la création de 5 606 ha de mise en défens dans le domaine protégé de l'Etat;
- l'élaboration de 3 Protocoles de gestion des ressources naturelles et la mise en œuvre de 6 conventions locales ;
- la mise en place de 21 cadres de concertation ;
- la réalisation de 81 653 ml de cordons pierreux ;
- la réalisation de 440,75 ha de Zaï ;
- la réalisation de 12 258 ml de fascines ;
- la réalisation de 101 ha de demi-lunes ;
- la réalisation de 500 ml de barrières en cailloux ;
- la réalisation de 3005 ml de digues/ diguettes filtrantes ;
- la réalisation de 12,25 ha de protection biologique ;
- la récupération de 2 380,53 ha de terres dégradées ;
- la réalisation de 5989,53 ha de régénération naturelle assistée (RNA).
- la fixation mécanique et biologique de 133 ha de dunes.

### **Objectif 4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité**

Les activités réalisées ont porté sur :

- l'encadrement de 05 périmètres maraichers, de 02 fermes piscicoles, 08 fermes avicoles ;
- la réalisation de 62 sessions de formation des acteurs de développement rural sur les techniques de DRS-CES, de production et mise en place des plants, de production de fumure organique, de la RNA, de GDTE, d'agro-écologie, de gestion des conflits liés à la gestion des RN, les Changements climatiques, la planification du développement ;
- la formation de 388 femmes sur la gestion durable des ressources naturelles, les foyers améliorés et le compostage ;
- la formation et le recyclage de 66 pépiniéristes sur les techniques de production des plants d'espèces forestières locales.

#### **1.2.2.2. Programme 3.004 : Aménagement et Protection de la Faune**

### **Objectif 1 : Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégées**

Les activités menées ont été:

- l'élaboration de 134 plans d'aménagement et de gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune ;
- la mise en œuvre de 160 plans d'aménagement et de gestion des massifs forestiers protégés ;

- la mise sous aménagement de 150 130 ha de massifs forestiers protégés et de forêts classées.

### 1.2.2.3. Programme 3.005 : Aménagement et Protection de la Forêt

#### Objectif 1 : Assurer une gestion durable des ressources forestières

Les activités menées ont porté sur :

- l'élaboration de 134 plans d'aménagement et de gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune ;
- la mise en œuvre de 160 plans d'aménagement et de gestion des massifs forestiers protégés
- la mise sous aménagement de 150 130 ha de massifs forestiers protégés et de forêts classées
- l'ouverture de 335,98 km de pare-feu et de pistes forestières ;
- l'entretien de 47 km de pistes et de pare feu ;
- la création de 13 brigades et 30 redynamisées pour la lutte contre les feux de brousse ;
- le suivi du couvert végétal niveau national.

### 1.2.3. La Politique Nationale des Zones Humides

L'élaboration de la Politique Nationale des Zones Humides a pour but de donner des directives à l'action gouvernementale et aux communautés pour conserver et gérer de manière durable les ressources naturelles et la diversité biologique des zones humides.

Les activités réalisées ont porté sur :

- l'élaboration du statut et règlement intérieur du NigerWET ;
- la réalisation d'une Etude de Conflits liés à L'utilisation des Zones Humides du Bassin du Fleuve Sénégal ;
- l'élaboration d'un Guide D'orientation aux Parties Prenantes en Charge de la Gestion des Zones Humides du Bassin du Fleuve Sénégal ;
- l'actualisation des Fiches Descriptives Ramsar (FDRs) ;
- la célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides dont le lancement a été fait le 1er Février 2020 à l'ORTM, par le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable sur le thème : « les zones humides et biodiversité » à travers :
- la tenue conférence débat à l'ENI et dans les écoles sur les fonctions et services des Zones Humides.
- la diffusion des microprogrammes (en bambara, bozo, sonrhäï, foulfoulbé) à travers les radios de proximités sur les zones humides et la biodiversité.

### 1.2.4. La Politique Nationale d'Assainissement

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA), la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) et les autres acteurs du sous-secteur ont réalisé les activités retenues au titre de l'année 2020 dans le cadre logique du BPO Assainissement. Ce BPO visait les quatre (04) objectifs suivants :

- ✓ **Objectif N°1 : Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement**

Tableau 27: Le bilan de l'objectif No1 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution(%)
Villages déclenchés	518	329	63,51
Villages certifiés	570	266	46,67
Villages FDAL	24 37	260	10,67
Population déclenchée	309 927	213 629	69
Population certifiée	202 520	172 197	85
Population FDAL	306 794	254 208	83
Nombre de journées de sensibilisations sur la gestion des eaux usées et excréta	335	227	67,76
Séances d'émissions radiophoniques	313	205	65,5
Journées de sensibilisation à la Télévision	19	12	63,16
Journées de sensibilisation pour le ramassage des ordures	294	184	62,59
Journées de sensibilisation pour la propriété des canaux d'eaux pluviales	166	111	66,87

Source : rapport annuel 2020 DNACPN

**Commentaire** : Au cours de l'année 2020, la mise en œuvre de l'ATPC dans les dix (10) régions ATPC a permis d'obtenir les résultats suivants :

- Nombre de localités touchées : 329 villages déclenchés, 260 villages FDAL et 266 villages certifiés ;
- Nombre de populations touchées : 213 629 populations déclenchées, 254 208 populations FDAL et 172 197 populations certifiées.

✓ **Objectif N°2 : Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement**

Tableau 28: Bilan de l'objectif No 2 du BPO Assainissement

Activités	Prévisions	Réalisations	Taux d'exécution(en %)
Construction de latrine à dalle Sanplat (nbre)	7 181	1 649	23
Construction de latrine ECOSAN (nbre)	759	0	0
Construction de latrine VIP (nbre)	495	289	58,38
Construction latrines subventionnées	537	304	56,61
Construction de latrine publique (nbre)	972	575	59,16
Construction de latrines scolaires	691	753	108,97
Construction dépôt de transit	118	15	12,71
Construction de réseaux de mini égouts (mètre-linéaire)	3 220	0	0
Réalisation de lavoirs-puisards (nbre)	1 118	441	39,45
Construction de collecteurs (mètre-linéaire)	39 537	7 453	18,85

Réhabilitation de collecteurs (mètre-linéaire)	34 985	2 211	<b>95,75</b>
Construction de caniveaux (mètre-linéaire)	93 424	66 259	<b>70,93</b>
Réhabilitation de caniveaux (mètre-linéaire)	24 776	7 470	<b>30,15</b>
Curage des collecteurs (mètre-linéaire)	230 856	171 278	<b>74,19</b>
Curage de caniveaux (mètre-linéaire)	286 359	, 253 529	<b>88,54</b>
Réalisation d'ouvrages autour des points d'eau	804	596	<b>74,13</b>

Source : rapport annuel 2020 DNACPN

**Commentaire** : Sur une production annuelle de 2 710 929,89 m<sup>3</sup> de déchets solides, 1 606 971 m<sup>3</sup> ont été évacués vers les dépôts de transit ou vers la décharge, soit un taux d'évacuation annuelle de 59 %. (Ces chiffres ont été calculés sans les données de Ségou).

✓ **Objectif N°3 : Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement**

Le bilan de l'année 2020 par résultat attendu est le suivant :

**R.A.3.1. Tous les projets et programmes approuvés sont conformes aux normes environnementales**

Tableau 29: Situation des Evaluations environnementales

Activités	Reçus	Validés	Taux de validation (en %)
Evaluation Environnementale Stratégique	0	0	0
Etude d'Impacts Environnemental et Social	105	61	<b>58,1</b>
Notice d'Impacts Environnemental et Social	608	687	<b>112,99</b>
Activités	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisation(en %)
Audit Environnemental	38	36	<b>95</b>
Suivi Environnemental	193	173	<b>90</b>
Délivrance de permis environnemental	-	31	-
Délivrance de quitus d'audit	-	3	-
Délivrance de lettre de NIES	-	401	-

Source : rapport annuel 2020 DNACPN

**R.A.3.2. La réglementation relative aux pollutions et nuisances est respectée**

La situation des avertissements et transactions en matière de contrôle des pollutions et des nuisances montre que sur un nombre de 1 819 avertissements traités, seulement 590 PV en ont été établis, d'où toute l'importance accordée à la sensibilisation pour un changement de comportement des populations. Sur un montant de transactions de 35 288 900 F CFA, tandis que la part revenant aux agents de la DNACPN s'élève à 8 822 225 F CFA, le montant versé au trésor public est de 26 466 675 F CFA.

Le montant perçu des amendes de transaction s'élève à 35 288 400 F CFA avec un taux de réalisation de 71,58%. Cette situation dépasse celle de l'année antérieure avec une marge de 3 780 300 F CFA

### **R.A.3.3. La gestion des déchets spéciaux est mieux assurée**

Au niveau de 468 structures de santé, un nombre de 11 incinérateurs fonctionnels ont été réalisés sur une prévision de 104, soit un taux de 10,58%. Le nombre total d'incinérateurs fonctionnels dans ces structures de santé en 2020 s'élève à 304, soit un taux de couverture de 64,96%.

#### **✓ Objectif N°4 : Organiser et développer le sous-secteur Assainissement**

Le bilan de l'année 2020 par résultat attendu est le suivant :

### **R.A.4.1. Le cadre de référence de l'assainissement et du contrôle des pollutions et nuisances est défini**

Les activités ont porté sur :

#### **L'élaboration de la Politique Nationale d'Assainissement avec:**

- la production d'un rapport de PNA provisoire avec son plan d'action ;
- l'élaboration des TDR pour les 5 programmes ;
- l'élaboration d'une feuille de route pour le processus de validation de la PNA et ses programmes.

Le rapport provisoire de la PNA a été soumis à la validation de deux instances aux dates suivantes : le 02 novembre 2020 (Comité Technique de suivi et d'approbation des documents issus du processus de révision de la PNA et son Plan d'actions créé par Décision N° 0024/MEADD/SG du 10 mars 2018 National) et le 16/11/2020 (Conseil National de l'Environnement).

#### **Elaboration de textes législatifs, réglementaires et normatifs en matière d'assainissement et de contrôle des pollutions et des nuisances avec :**

- la finalisation du projet de décret fixant la liste des activités soumises au paiement de la redevance annuelle applicable à certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'adoption en session ordinaire du conseil des ministres du mercredi 23/12/2020 du projet de loi relatif aux pollutions et aux nuisances en application de la loi 01-020 du 30 mai 2001 relative aux pollutions et aux nuisances qui avait révélé des insuffisances ;
- le suivi des projets de textes portant création de la DNACPN cadre organique, organisation et modalités de fonctionnement de la DNACPN ; et cadre organique des DRACPN et SACPN au niveau du CDI (Commissariat au Développement Institutionnel).

### **R.A.4.2. Les capacités de maîtrise d'ouvrage des communes sont renforcées**

Sur un nombre prévu de 36 séances de formation, 33 ont pu être réalisées, soit un taux de 91,67%. Sur 569 participants, 417 sont des hommes et 152 sont des femmes.

### **R.4.3. Le système de suivi-évaluation est opérationnel**

Sur un nombre de 140 missions de suivi prévues, 184 ont pu être réalisées, soit 131,43%.

### **R.A.4.4. Les capacités techniques et en ressources humaines de la DNACPN et ses démembrements sont renforcées**

Sur un nombre de 41 séances de formations prévues au cours de l'année 2020, 36 ont été réalisées, soit un taux de 88%. Sur un nombre de 604 participants, 496 sont des hommes et 108 sont des femmes.

Sur un nombre de 8 voyages prévus, 3 ont pu être réalisés sur financement ACF/KEAB et UNICEF, soit un taux de réalisation de 38%. Sur 17 participants à ces voyages, 15 sont des hommes et 2 sont des femmes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Assainissement (PNA), L'Agence Nationale de Gestion des Stations au Mali (ANGESEM) a réalisé les activités retenues au titre de l'année 2020 dans son cadre logique du BPO Assainissement. Ce BPO visait les quatre (04) objectifs suivants :

### Objectif N°1 : Améliorer la couverture des besoins en ouvrages et équipements fonctionnels

Tableau30: Bilan 2020 en construction et aménagement d'ouvrages

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	Construction d'une Station de traitement des boues de vidange à Ségou.	01	En cours	25%	Les travaux ont été arrêtés compte tenu de la non disponibilité des documents afférents à la parcelle. Un projet de décret est en cours d'adoption pour son affectation.
2	Construction d'une Station de traitement des boues de vidange à Sikasso.	01	En cours	40%	Les travaux de génie civil sont terminés.
3	Construction d'une Station de traitement des boues de vidange à Bamako/Sotuba	01	En cours	15%	Les fouilles sont achevées. Le chantier est approvisionné en matériaux .
4	Construction d'une Station de traitement des boues de vidange à Bamako/Sotuba sur financement de la MINUSMA	01	En cours	25%	L'ANGESEM participe dans le suivi et le contrôle des travaux

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** La construction de la STBV de Sikasso a accusé du retard dû à la non fourniture des équipements. Celles de Bamako avancent normalement.

Tableau 31: Construction et aménagement d'ouvrages à réaliser en partenariat avec le PCA-GIRE

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	Raccordement des concessions au réseau d'égout	100 u	100 u	100%	Les travaux sont exécutés et réceptionnés le 03 décembre 2020.
2	Extension du réseau d'égout	600 ml	600 ml	100%	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les marchés sont exécutés à hauteur de souhait.

Tableau 32: Entretien courant et maintenance de la station de Tombouctou

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				La réception a été faite le 04 décembre 2020
	Curage du réseau primaire	2 440	2 440 ml	100 %	
	Curage du réseau secondaire et tertiaire	4 540 ml	4 540 ml	100 %	
	Curage du bassin de prétraitement et évacuation des boues.	2 m <sup>3</sup>	2 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage des regards de branchement et de visite.	800	800	100 %	
2	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	2	2	100 %	
	Équipement électromécanique	2 lots	2 lots	100 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** L'ensemble des travaux d'entretien et de maintenance des équipements programmés ont été réalisés.

Tableau 33: Entretien courant et maintenance de la station de Mopti

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				La réception a été faite le 01 Décembre 2020.
	Curage du réseau d'égout	8 790 ml	8790 ml	100 %	
	Curage des regards de branchement	1 083 u x 2	1 083 u	50 %	
	Curage de la station de relevage et des fosses de rétention et évacuation des boues	90 m <sup>3</sup>	90 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage du décanteur et évacuation des boues	99 m <sup>3</sup>	99 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage du bassin de sédimentation	45 m <sup>3</sup>	45 m <sup>3</sup>	100 %	
3	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	1	1	100 %	
	Équipement électromécanique	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante.

Tableau 34: Entretien courant et maintenance de la station de Sikasso

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				
1	Curage du réseau d'égout	1 500 ml	1 500 ml	100 %	La réception a été faite le 02 décembre 2020.
	Curage du bassin à boues et évacuation	10 m <sup>3</sup>	10 m <sup>3</sup>	100 %	
2	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	1	1	100 %	
	Equipements électromécaniques	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire** : Les niveaux de réalisation sont satisfaisants.

Tableau 35: Entretien courant et maintenance de la station du Point G

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Prévues		
	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				
1	Curage du réseau d'égout	3595 ml	3595 ml	100 %	La réception a été faite le 26 novembre 2020.
	Curage du bassin à boues et évacuation	10 m <sup>3</sup>	10 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage du poste de relevage et du dégraisseur	5 m <sup>3</sup>	5 m <sup>3</sup>	100 %	
2	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	2	1	50 %	
	Equipement électromécanique	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire** : Les niveaux de réalisation sont satisfaisants.

Tableau 36: Entretien courant et maintenance de la station du CNAM

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				
1	Curage du réseau d'égout	1 000 ml	1 000 ml	100 %	La réception a été faite le 26 novembre 2020.
	Curage du bassin à boues et évacuation	12 m <sup>3</sup>	12 m <sup>3</sup>	100 %	
3	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	2	1	50 %	
	Equipement électromécanique	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire** : Les interventions ont concerné l'entretien courant.

Tableau 37: Entretien courant et maintenance Station de Teinturerie de Sotuba

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				La réception a été faite le 26 novembre 2020.
	Curage du bassin à boues et évacuation	12 m <sup>3</sup>	12 m <sup>3</sup>	100 %	
3	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				2020.

	Armoire électrique	1	1	100 %	
	Equipement électromécanique	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les travaux ont été exécutés à hauteur de souhait.

Tableau 38: Entretien courant et maintenance Station de Sotuba

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Réalisées		
1	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				La réception a été faite le 07 décembre 2020.
	Curage des collecteurs et évacuation des boues	10 800 ml X2	10 800 ml	50 %	
	Curage du réseau d'égout	7 500 ml	7 500 ml	100 %	
	Entretien des séparateurs de graisse (déshuileurs)	2 u X 2	2 u X2	100 %	
2	<b>BASSINS (10) +BASSIN STATION DE RELEVAGE</b>				
	Curage des 02 bassins anaérobies	40 000 m <sup>3</sup>	40 000 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage des 08 bassins facultatifs	60 000 m <sup>3</sup>	60 000 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage du bassin de relevage	200 m <sup>3</sup>	200 m <sup>3</sup>	100 %	
3	<b>AMENAGEMENT DU LIT DE SECHAGE</b>				
	Evacuation des boues séchées	8 000 m <sup>3</sup>	8 000 m <sup>3</sup>	100 %	
	Apport de sable pour les 08 compartiments	80 m <sup>3</sup>	80 m <sup>3</sup>	100 %	
4	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Vis d'Archimède	2	1	50 %	
	Hydro cureuse	2	1	50 %	
	Groupe électrogène	2	1	50 %	
	Pompes (à eau / à boue)	12	6	50 %	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les travaux d'entretien et de maintenance ont été correctement.

Tableau 39: Entretien courant et maintenance de la station de l'Hôpital du Mali

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantités		Taux de réalisation	Observations
		Prévues	Prévues		
1	<b>RESEAUX ET BASSINS</b>				La réception a été faite le 26 novembre 2020.
	Curage du réseau d'égout	1 500 mlX2	1 500 ml	50 %	
	Curage du bassin à boues et évacuation	10 m <sup>3</sup>	10 m <sup>3</sup>	100 %	
	Curage du poste de relevage et le dégraisseur	10 m <sup>3</sup> x 2	5 m <sup>3</sup>	50 %	
3	<b>MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS</b>				
	Armoire électrique	2	2	100 %	
	Equipement électromécanique	1 lot x 2	1 lot	50 %	

Source : rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les travaux ont été exécutés à hauteur de souhait.

### Objectif N°2 : Promouvoir la gestion durable des eaux usées dans les centres urbains

Les activités ont concerné l'analyse de la qualité des eaux usées des stations d'épuration, des unités industrielles raccordées aux réseaux d'égout de Sotuba et des établissements privés.

Tableau 40: Suivi et contrôle de la qualité

N°	ACTIVITES PREVUES	Quantité		Taux de réalisation	Observations
		prévues	réalisées		
1	Suivi des unités industrielles	278	278	100%	Ces réalisations concernent le nombre de supervisions effectuées.
2	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées des unités industrielles raccordées au réseau d'égout de Sotuba	90	20	22%	
3	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées des unités commerciales : La Nouvelle Brasserie de Bamako, le Grand hôtel et l'hôtel Salam	27	39	144%	En plus des activités prévues sept autres prélèvements ont été effectués dans les unités commerciales à Bamako et cinq (05) au niveau de la mine d'or de Morila.
4	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de la Cité Administrative	09	05	56%	
5	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de l'Hôpital Dermatologie de Bamako	09	07	78%	
6	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de l'Hôpital du Point « G »	09	07	78%	
7	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de l'hôpital du Mali	09	03	33%	
8	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de l'hôpital de Sikasso	04	02	50%	
9	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux du parc national dont : -Neuf (09) pour les eaux de collecte ; -Deux (2) pour les eaux de forage	11	05	45%	
10	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de Mopti	04	08	200%	
11	Prélèvement et analyse d'échantillons d'eaux usées de Tombouctou	02	01	50%	

Source : Rapport annuel 2020 ANGESEM

**Commentaire :** Les analyses ont porté sur 97 échantillons d'eaux usées sur une prévision de 174, soit un taux de réalisation de 56%. Ce faible taux est dû à la fermeture de certaines unités industrielles pour cause de COVID-19.

### **Objectif N°3 : Renforcer les capacités d'intervention des acteurs**

#### **Activités programmées :**

- Organisation de débats radio et télédiffusés ;
- Insertion dans les journaux ;
- Production de supports de communications.

#### **Les résultats atteints sont :**

- Douze(12) émissions radio et télédiffusées ont été réalisées sur la problématique de la gestion des eaux usées de teinturerie, le rôle de l'ANGESEM dans la gestion des eaux usées, les activités de l'Agence et le fonctionnement de la Station des eaux usées industrielles de Sotuba ;
- Trente-quatre(34) insertions d'articles ont été réalisées dans les journaux ;
- Les supports de communication sont mis à la disposition du Public (1500 calendriers grand format et 500 petit format ,2000 cahiers ANGESEM) ;
- Une(01) édition du Bulletin d'Information de l'ANGESEM sur deux(02) prévues.

### **Objectif N°4 : Assurer la gestion du Programme**

#### **Activités programmées:**

- Mise en Œuvre de la redevance du service public d'assainissement des Eaux Usées ;
- Le renforcement du cadre partenarial ;
- L'élaboration d'un plan d'action de communication.

#### **Les résultats atteints :**

- La mise en Œuvre de la redevance du service public d'assainissement des Eaux Usées ;
- Le renforcement du cadre partenarial avec l'Association Africaine de l'Eau(AAE), l'ONG PROTOS, le PCA -GIRE, la SOMAGEP, World Waternet, Waterschap Rijn en Ijssel, Waterschap De Dommel (3 agences néerlandaises de l'eau), Waternet Pays Bas (BLUE DEA, etc. ;
- L'élaboration d'un plan d'action de communication.

### 1.2.5. La Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger

La mise en œuvre de la stratégie de sauvegarde et de gestion intégrée des ressources du bassin du fleuve Niger s'articule autour des 03 objectifs suivants :

✓ **Objectif N°1 : Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau pour un développement durable ;**

Les activités ont été prévues afin qu'elles contribuent à l'amélioration de la connaissance sur les écosystèmes et à l'atteinte de l'objectif et sont les suivantes :

- la collecte et le partage continu des données sur la qualité de l'eau du fleuve Niger au Mali pour mieux informer et aider à la prise de décision ;
- la réalisation de missions d'études de caractérisation des écosystèmes, notamment au niveau des berges dégradées de certaines localités riveraines du fleuve ;
- la réalisation de missions d'investigation des conditions de construction de bâtiments dans le lit du fleuve Niger à Bamako et environs ;
- la réalisation de l'Evaluation Environnementale Stratégique du Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger (PNS-FN).

Les réalisations sont les suivantes :

- le processus d'acquisition des instruments de collecte et de partage de données, notamment les photomètres et accessoires, a été bouclé ;
- des missions de constatation, d'évaluation et d'investigation sur le fleuve Niger ont été effectuées et ont permis d'identifier des activités de construction dans le lit du fleuve Niger à Bamako et de pollution chimique à Dioulafoundou vers la frontière guinéenne ;
- des rapports de constatation ont été élaborés et transmis aux autorités compétentes pour information et éventuellement prise de décision.

**Objectif N°2 : Lutter contre l'érosion des berges et la dégradation des écosystèmes dans le bassin du fleuve Niger**

Les activités prévues ont porté sur :

- l'achèvement des travaux des lots 1 et 2 du projet de protection et d'aménagement des berges du fleuve Niger au droit de Diafarabé ;
- la réalisation de l'étude d'Avant-projet Détaillé des berges et de l'îlot du quartier Sekoura de Ségou ;
- la réalisation des travaux de réhabilitation des berges du fleuve Niger à Ségou ;
- la réalisation de l'étude d'élaboration du plan d'investissement du Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger (PNS-FN) pour lui donner un contenu plus concret en vue de l'organisation d'une table ronde des partenaires techniques et financiers.
- le démarrage de la phase opérationnelle du Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger avec le recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation des quais de Macina et Diafarabé, de dragage du tronçon Macina-Diafarabé, de surcreusement de la mare et du chenal de Talagneini (Commune de Kolongo, Cercle de Macina) ;
- la réalisation des travaux de réhabilitation de la tannerie de N'Golonina ;

- la réalisation des travaux de faucardage et curage du fleuve Niger à Bamako ;
- la réalisation des travaux de nettoyage et ramassage des ordures à N'Golonina dans les emprises du fleuve ;
- la réalisation des travaux de réhabilitation des berges à Bamako au niveau de la place du cinquantenaire.

Les réalisations sont les suivantes :

- l'étude d'Avant-projet Détaillé des berges et de l'îlot du quartier Sekoura de Ségou ;
- les travaux de réhabilitation des berges du fleuve Niger à Ségou ;
- les travaux de Réhabilitation de la tannerie de N'Golonina, les travaux de faucardage et curage du fleuve Niger à Bamako ;
- les travaux de réhabilitation des berges à Bamako ;
- les travaux de nettoyage et ramassage des ordures à N'Golonina et à Baco Djicoroni ACI;
- les travaux de nettoyage et ramassage des ordures à N'Golonina le recrutement des missions de contrôle et des entreprises en prélude aux travaux de réhabilitation des quais de Macina, Diafarabé et du surcreusement de la mare et du chenal de Talagneini dans le cadre du PREEFN ;
- la réception définitive des travaux du lot1 du projet d'aménagement des berges du fleuve Niger à Diafarabé ;
- la poursuite des travaux du lot 2 relatif au curage du Diaka (Diafarabé).

✓ **Objectif N°3 : Développer les capacités de l'Agence et ses relations de partenariat et de coopération**

Pour l'année 2020, il était prévu :

- le renforcement des capacités de l'ABFN en termes de formation et d'acquisition d'outils et matériels nécessaires à l'atteinte des objectifs assignés ;
- l'information et la sensibilisation de la population sur les problématiques environnementales et les perspectives pour une meilleure sauvegarde du fleuve Niger dans une approche de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ;
- la participation à l'organisation de la 21ème édition de la quinzaine de l'environnement ;
- le démarrage des travaux de construction du Siège de l'ABFN ;
- la poursuite des activités de communication.

Les résultats atteints sont les suivants :

- le renforcement des capacités organisationnelle et technique de l'ABFN, à travers : les formations, les acquisitions diverses, la mise en place du comité de pilotage de l'Evaluation Environnementale Stratégique et Sociale du Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger (PNS-FN) ;
- l'élaboration des termes de référence relatifs au recrutement de l'Assistant technique pour l'étude et la conception l'observatoire de données spatiales pour un meilleur suivi du fleuve Niger ont été élaborés ;
- l'organisation d'une journée de sensibilisation des riverains du fleuve Niger en collaboration avec le GIE des femmes de Baco Djicoroni ACI.

### 1.3. SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

#### 1.3.1 Constitution, gestion et conservation des domaines mobiliers et immobiliers de l'Etat, des collectivités et des personnes privées et confection du cadastre.

##### ➤ Direction Nationale des Domaines

**Objectif N°1 : Maitriser la gestion domaniale, foncière et cadastrale**

**Les activités prévues sont:**

- L'opérationnalisation du Système sur les titres fonciers et immobilier ;
- La dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales.

**Les réalisations sont :**

- Le taux de l'opérationnalisation du système sur les titres fonciers et immobilier est de 40% ;
- Le taux de dématérialisation des dossiers des archives foncières et cadastrales est de 100%.

##### ➤ Direction Nationale du Cadastre

Les activités prévues étaient :

- la ratification de l'ordonnance (promulgation de la loi) portant création de la Direction Nationale du Cadastre ;
- la fonctionnalisation des Divisions Cadastre des Directions Régionales des Domaines et du Cadastre ;
- l'élaboration de manuel de procédures et informatisation des procédures (modernisation de la DNC) ;
- la construction du Bureau des Domaines et du Cadastre de Kati ;
- l'acquisition de bons équipements informatiques avec la mise à disposition des outils comme les GPS différentiels, Stations Totales, les logiciels ArcGIS et Autocad Map ;
- l'intégration des concessions dans la base de données cadastrale tout comme le titre foncier;
- l'instauration de la formation par les pairs ;
- l'adaptation du décret d'organisation et de fonctionnement de la DNC ;
- l'étude du cadre juridique et institutionnel ;
- l'institution d'un centre de calcul pour les géomètres experts ;
- le rattachement des vieux Titres fonciers.

**Les réalisations sont :**

- la mise à jour du cadastre ;
- le contrôle des dossiers techniques ;
- les évaluations de la valeur locative des bâtiments afin d'établir leurs loyers plafonds au profit des structures de l'Etat ;
- les évaluations de la valeur vénale des bâtiments et des parcelles (contre-expertise immobilière) en vue de la radiation des clauses résolutoires de mise en valeur des titres fonciers ;
- le recensement physique et évaluation de 11 concessions (bâtiments et logements administratifs de l'Etat) dans le District de Bamako et le cercle de Kati ;
- la numérisation des plans et documents cadastraux ;

- les visites de terrain et avis techniques sur les demandes de transformation ou de cession de titres précaires, provisoires et titres définitifs et de dossiers relatifs aux morcellements de titres fonciers et aux opérations d'immatriculation des parcelles de terrain au profit des services publics, parapublics, des collectivités et des privés ;
- l'élaboration de notes conceptuelles sur le Cadastre Expédié et le rattachement des Titres Fonciers ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires de la DNC.

## **Objectif N°2 : Améliorer les recettes domaniales et les droits et taxes fonciers**

### **Les activités prévues sont :**

- Le recouvrement des recettes :
- Les prévisions de recettes budgétaires assignées par la Loi de Finances 2020 ont été de 114 791 000 000 de francs CFA.

### **Les réalisations sont :**

Le taux de réalisation des recettes de 2020 est de 102% ( soit un recouvrement de 116 570 026 966 francs CFA sur une prévision de 114 791 000 000 de francs CFA).

### **1.3.2 La Politique Nationale de la ville (PONAV)**

La vision de la PONAV est de faire de la Ville malienne un espace agréable, sûr et prospère, moteur de son développement et celui de son hinterland ; un espace où le citoyen est au cœur des initiatives publiques, prêt à assumer toutes ses responsabilités ; un espace d'expressions socioculturelles diverses sources d'harmonie et renforçant une démocratie locale indispensable au progrès.

Elle est mise en œuvre à travers les Budgets Programmes par objectif et le Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance/Cadre de Dépenses à Moyen Terme (DPPD-PAP/CDMT 2019-2021) qui visent les objectifs suivants :

#### **✓ Objectif N°1 : Maitriser la Croissance des Villes**

Les activités prévues en 2020 ont porté sur :

- les études et le suivi de l'élaboration des documents de Planification Urbaine ;
- les études et le suivi des Opérations d'Urbanisme ;
- l'instruction des dossiers fonciers.

Les réalisations sont les suivantes :

- Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) de la ville de Sandaré : le rapport provisoire est disponible ;
- Schéma Directeur d'Urbanisme (SDU) des communes rurales de : Dio-Gare, Diago et Kambila. Le rapport provisoire a été examiné au Comité National d'Evaluation des SDU ;
- collecteurs naturels : les études élaborées en 2017 relatives à l'aménagement des marigots de Molobalini et Woyo-wayanko seront reconduites pour être financées sur le fonds d'études de 2022. Le recensement et l'évaluation des occupations de tous les collecteurs ou marigots dans le district de Bamako est terminé.

#### **✓ Objectif N°3 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes.**

Les réalisations ont porté sur les expertises immobilières et les loyers plafonds.

## II. ETAT D'EXECUTION BUDGETAIRE

### 2.1 SITUATION D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SOUS SECTEUR (Dotation et Exécution 2020 en F CFA)

#### 2.1.1 SOUS-SECTEUR EAU

##### ➤ Direction Nationale de l'Hydraulique

Tableau 41: Situation d'exécution budgétaire de la DNH

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	1 029 542 230	1 027 009 139	99,75
BSI Intérieur	18 745 729 695	18 405 167 664	98,18
Ressources extérieures	96 027 098 767	61 876 484 572	64,44
<b>Total</b>	<b>115 802 370 692</b>	<b>81 308 661 375</b>	<b>70,21</b>

##### ➤ Laboratoire National des Eaux

Tableau 42: Situation d'exécution budgétaire du LNE

Nature des financements	Dotation	Exécuté	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	234 594 589	233 788 594	99,66
BSI Intérieur	200 000 000	190 000 000	99,81
Ressources extérieures	0	0	0
Fonds Propres	180 000 000	177 548 894	104,44
<b>Total</b>	<b>614 594 589</b>	<b>602 143 143</b>	<b>97,97</b>

##### ➤ Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable

Tableau 43: Situation d'exécution budgétaire de la SOMAPEP SA

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
BSI Intérieur	500 000 000	475 000 000	95
Ressources extérieures	37 037 000 000	10 570 000 000	28,54
Fonds Propres	-	-	-
<b>Total</b>	<b>37 537 000 000</b>	<b>11 045 000 000</b>	<b>29,42</b>

##### ➤ Autorité pour l'Aménagement de TAOUSSA

Tableau 44: Situation d'exécution budgétaire de l'AAT

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
BSI Intérieur	2 000 000 000	260 114 000	13
Ressources extérieures	6 572 000 000	291 820 000	4,44
<b>Total</b>	<b>8 572 000 000</b>	<b>551 934 000</b>	<b>6,44</b>

### ➤ Situation consolidée

Tableau 45: Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Eau

Structures	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
DNH	115 802 370 692	81 308 661 375	70,21
LNE	829 189 178	835 124 286	100,72
SOMAPEP	37 537 000 000	11 045 000 000	29,42
TAOUSSA	8 572 000 000	551 934 000	6,44
<b>TOTAL</b>	<b>116 631 559 870</b>	<b>92 905 595 375</b>	<b>79,66</b>

Source : Rapports d'activités des structures, Rapports de suivi du financement extérieur du BSI et Comptes Administratifs au 31-12-20

## 2.1.2 SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

### ➤ Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances (DNACPN)

Tableau 46: Situation d'exécution budgétaire de la DNACPN

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	229 188 000	229 188 000	100
BSI Intérieur	1 950 000 000	1 355 348 000	69,51
Ressources extérieures	0	0	-
<b>Total</b>	<b>2 179 188 000</b>	<b>1 584 536 000</b>	<b>72,71</b>

### ➤ Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)

Tableau 47: Situation d'exécution budgétaire de l'AEDD

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	390 611 000	335 854 000	85,98
BSI Intérieur	769 500 000	195 800 000	91
Ressources extérieures	5 589 745 940	3 393 103 256	60,70
<b>Total</b>	<b>6 749 856 940</b>	<b>3 924 757 256</b>	<b>58,14</b>

### ➤ Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF)

Tableau 48: Situation d'exécution budgétaire de la DNEF

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	610 261 951	605 013 932	99,14
BSI Intérieur	2 205 847 000	984 233 134	44,62
Ressources extérieures	7 233 000 000	3 781 000 000	52,27
<b>Total</b>	<b>10 049 108 951</b>	<b>5 370 247 066</b>	<b>53,44</b>

➤ *Agence Nationale de Gestion des Station d'Épuration au Mali (ANGESEM)*

Tableau 49: Situation d'exécution budgétaire de l'ANGESEM

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	326 800 000	278 447 819	85,20
BSI Intérieur	950 000 000	765 879 267	80,62
<b>Total</b>	<b>1 276 800 000</b>	<b>1 044 327 086</b>	<b>81,79</b>

➤ *Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN)*

Tableau 50: Situation d'exécution budgétaire de l'ABFN

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	281 636 246	274 715 426	97,54
BSI Intérieur	1 532 500 000	1 532 492 734	100
Ressources extérieures	3 036 000 000	1 082 500 000	35,66
<b>Total</b>	<b>4 850 136 246</b>	<b>2 889 708 160</b>	<b>59,58</b>

➤ *Agence Nationale de Gestion de la Grande Muraille Verte (ANG/GMV)*

Tableau 51: Situation d'exécution budgétaire de l'ANGMV

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	28 954 040	27 857 736	96,21
BSI Intérieur	190 000 000	182 721 702	96,17
Ressources extérieures	8 000 000	8 000 000	100
<b>Total</b>	<b>226 954 040</b>	<b>218 579 438</b>	<b>96,31</b>

➤ *CPS/SEEUDE*

Tableau 52: Situation d'exécution budgétaire de la CPS

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution(%)
Budget ordinaire	5 660 922	5 646 177	99,74
BSI Intérieur	114 000 000	56 539 526	49,60
<b>Total</b>	<b>119 660 922</b>	<b>62 185 703</b>	<b>51,97</b>

➤ **DFM/MEADD**

Tableau 53: Situation d'exécution budgétaire de la DFM/MEADD

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux (%)
Budget ordinaire	963 466 427	701 395 043	72,80
BSI Intérieur	142 500 000	84 990 700	59,64
<b>Total</b>	<b>1 105 966 427</b>	<b>786 385 743</b>	<b>71,10</b>

➤ **Situation consolidée**

Tableau 54: Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Environnement

Structures	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
DNEF	10 049 108 951	5 370 247 066	53,44
ANGESEM	1 276 800 000	1 044 327 086	81,79
ABFN	4 850 136 246	2 889 708 160	59,58
AEDD	6 749 856 940	3 924 757 256	58,14
DNACPN	2 179 188 000	1 584 536 000	72,71
ANG/GMV	226 954 040	218 579 438	96,31
CPS/SEEUDE	119 660 922	62 185 703	51,97
DFM/MEADD	1 105 966 427	1 105 966 427	71,10
<b>TOTAL</b>	<b>26 438 010 604</b>	<b>16 200 307 136</b>	<b>61,28</b>

Source : Rapports d'activités des structures, Fiches de suivi du financement extérieur du BSI et Comptes Administratifs au 31-12-20

### 2.1.3 SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

➤ **Direction Nationale de l'Habitat et de l'Urbanisme**

Tableau 55: Situation d'exécution budgétaire de la DNUH

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution(%)
Budget ordinaire	706 757 000	708 056 072	100,18
BSI Intérieur	6 050 000 000	5 761 052 800	95,22
Ressources extérieures	0	0	0
<b>Total</b>	<b>6 756 757 000</b>	<b>6 469 108 872</b>	<b>95,74</b>

➤ **Direction Nationale du Cadastre**

Tableau 56: Situation d'exécution budgétaire de la DNC

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	111 862 000	111 698 000	99,85
BSI Intérieur	300 000000	213 469 000	71,16
Ressources extérieures	0	0	-
<b>Total</b>	<b>411 862 000</b>	<b>325 167 000</b>	<b>78,95</b>

➤ *Direction Nationale des Domaines*

Tableau 57: Situation d'exécution budgétaire de la DND

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	1 078 605 000	977 913 054	90,66
BSI Intérieur	0	0	-
Ressources extérieures	0	0	-
<b>Total</b>	<b>1 078 605 000</b>	<b>977 913 054</b>	<b>90,66</b>

➤ *Secrétariat Permanent à la Reforme Domaniale et Foncière*

Tableau 58: Situation d'exécution budgétaire du SP-RDF

Nature des financements	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
Budget ordinaire	36 823 000	36 296 882	98,57
BSI Intérieur	2 200 000 000	1 041 000 000	47,32
Ressources extérieures	0	0	-
<b>Total</b>	<b>2 236 823 000</b>	<b>1 077 296 882</b>	<b>48,16</b>

➤ *Situation consolidée*

Tableau 59: Situation d'exécution budgétaire consolidée du sous-secteur Urbanisme et Domaines de l'Etat

Structures	Dotation	Exécution	Taux d'exécution (%)
DNUH	6 756 757 000	6 469 108 872	95,74
DNC	411 862 000	325 167 000	78,95
DND	1 078 605 000	977 913 054	90,66
SP-RDF	2 236 823 000	1 077 296 882	48,16
<b>TOTAL</b>	<b>10 484 047 000</b>	<b>7 871 572 754</b>	<b>75,08</b>

Source : Rapports d'activités des structures et Comptes Administratifs au 31-12-20

2.2 **ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES PROJETS /PROGRAMMES DE LEUR DEMARRAGE AU 31/12/2020**

2.2.1 **Situation générale des projets et programmes (P/P)**

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 63 P/P dont 57 en exécution et 6 en préparation. Tous les projets et programmes sont inscrits au Répertoire National des Projets (RNP).

#### ↳ Répartition du nombre de P/P en fonction de leur tutelle

Au 31 décembre 2020, les projets et programmes du SEEUDE se répartissent entre les structures de tutelle comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 60: Répartition des P/P en fonction de la tutelle

Nombre de P/P	MEADD	MEE	MHULS	MDAF	SEEUDE
En préparation	3	0	0	3	6
En exécution	33	16	2	6	57
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>16</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>63</b>

Sur les 63 projets répertoriés, 36 sont rattachés au MEADD, 16 au MEE, 02 au MHULS et 09 au MDAF.

#### ↳ Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

Fin 2019 a été marquée par la clôture et l'inscription de nouveaux P/P dans le portefeuille. La clôture de la grande majorité était imputable au caractère récurrent pour certains. Ainsi en début d'année 2020, le portefeuille a enregistré la clôture de 05 P/P et l'inscription de 08 nouveaux comme l'indique la répartition dans le tableau ci-dessous. Cette situation explique la faible dynamique du secteur dans le renouvellement des P/P et les difficultés de prise en compte des nouveaux besoins dans le contexte actuel marqué par l'adhésion du pays à de nouvelles orientations internationales.

Tableau 61 : Répartition des P/P selon le niveau d'exécution

Nombre de P/P	MEADD	MEE	MHULS	MDAF	SEEUDE
Exécution normale	33	16	2	6	57
Projet clos 31/12/2019	5	0	0	0	5
Projet en démarrage au 31/12/2020	3	0	0	3	6

## 2.2.2 Situation générale des financements acquis

Tableau 62: Situation générale des financements acquis au 31/12/2020 (en millions de FCFA)

MEADD	Nombre	Financement Acquis cumulés		
		Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	33	77 139	77 594	154 733
Projet en préparation	3	800	0	800
<b>Total MEADD</b>	<b>36</b>	<b>77 939</b>	<b>77 594</b>	<b>155 533</b>

MEE	Nombre	Financement Acquis cumulés		
		Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	16	93 627	431 088	524 715
Projet en préparation	0	0	0	0

<b>Total MEE</b>	<b>16</b>	<b>93 627</b>	<b>431 088</b>	<b>524 715</b>
------------------	-----------	---------------	----------------	----------------

MHULS	Nombre	Financement Acquis cumulés		
		Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	2	36 319	0	36 319
Projet en préparation	0	0	0	0
<b>Total MHULS</b>	<b>2</b>	<b>36 319</b>	<b>0</b>	<b>36 319</b>

MDAF	Nombre	Financement Acquis cumulés		
		Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	6	22 652	0	22 652
Projet en préparation	3	900	0	900
<b>Total MDAF</b>	<b>9</b>	<b>23 552</b>	<b>0</b>	<b>23 552</b>

SEEUDE	Nombre	Financement Acquis cumulés		
		Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	57	229 736	508 682	738 418
Projet en préparation	6	1 700	0	1 700
<b>Total SEEUDE</b>	<b>63</b>	<b>231 436</b>	<b>508 682</b>	<b>740 118</b>

### 2.2.3 Situation des Financements acquis

#### ↳ Répartition du volume de financement en fonction du département de tutelle

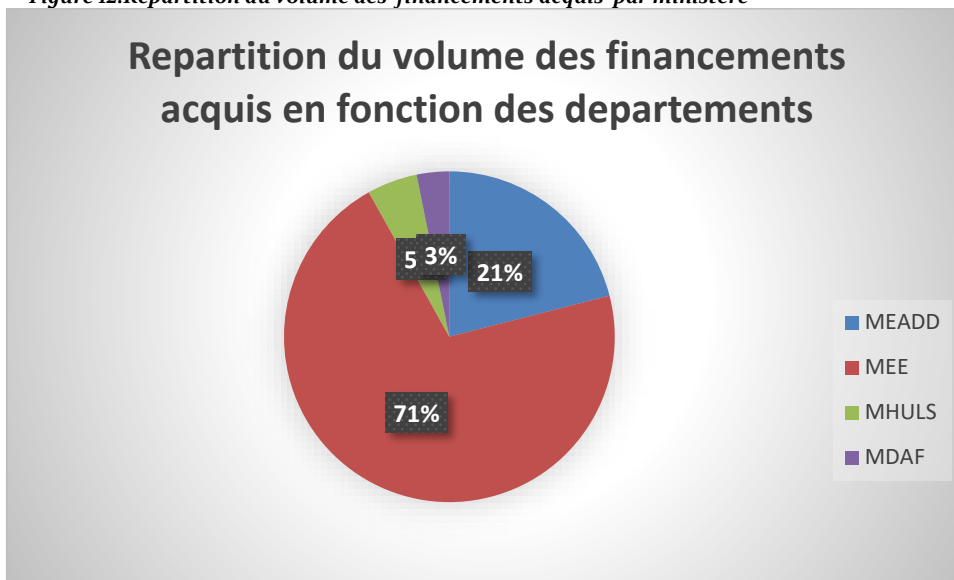
Au plan des financements acquis, le portefeuille des projets et programmes est réparti selon le tableau ci-dessous :

Tableau 63 : Répartition du volume des financements entre les départements

Financement acquis cumulés au 31/12/2020	MEADD	MEE	MHULS	MDAF	SEEUDE
Millions FCFA	155 533	524 715	36 319	23 552	740 118
Part du financement (%)	21,01	70,90	4,91	3,18	100

On constate que le financement acquis total du portefeuille s'élève à 740,18 milliards de FCFA. La grande partie de ce financement a été mobilisée par le Ministère de l'Energie et de l'Eau à travers la Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable, notamment le financement apporté dans la mise en œuvre du projet d'alimentation en eau potable à partir de la localité de Kabala, pour assurer un accès durable des populations à l'eau. Ces financements acquis représentent la somme des financements extérieurs (accords et conventions) des départements concernés et les financements intérieurs (le cumul des dotations budgétaires depuis le début des projets).

Figure 12: Répartition du volume des financements acquis par ministère



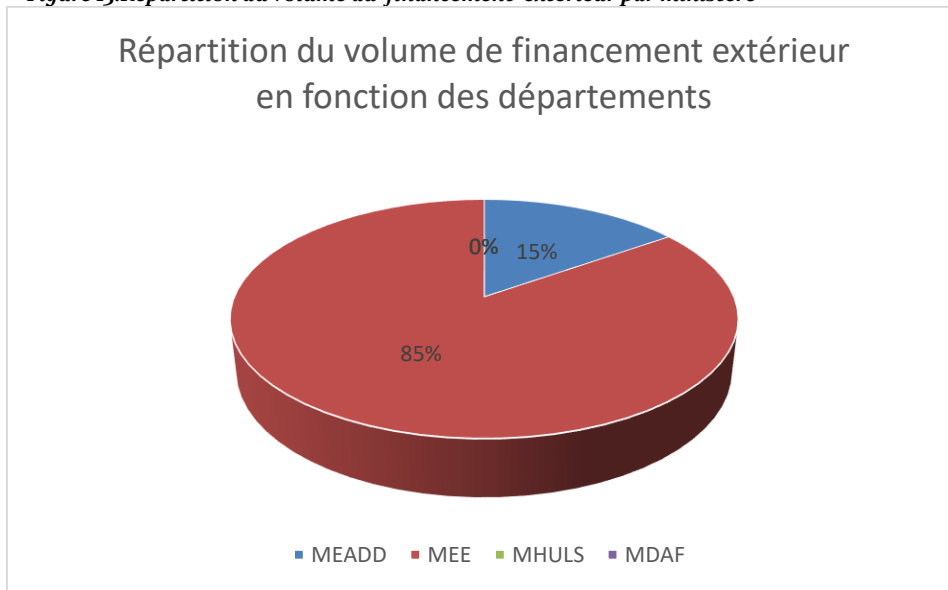
#### ↳ Répartition du volume de financement extérieur en fonction du département de tutelle des projets

Tableau 64: Répartition du volume du financement extérieur entre les départements

Financement Ext acquis cumulés 31/12/2020	MEADD	MEE	MHULS	MDAF	SEEUDE
Millions FCFA	77 594	431 088	0	0	508 682
Part du financement (%)	15,25	84,75	-	-	100

Le financement extérieur du portefeuille s'élève à 508,682 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l'Energie et de l'Eau (84,75%) et le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (15,25%).

Figure 13: Répartition du volume du financement extérieur par ministère



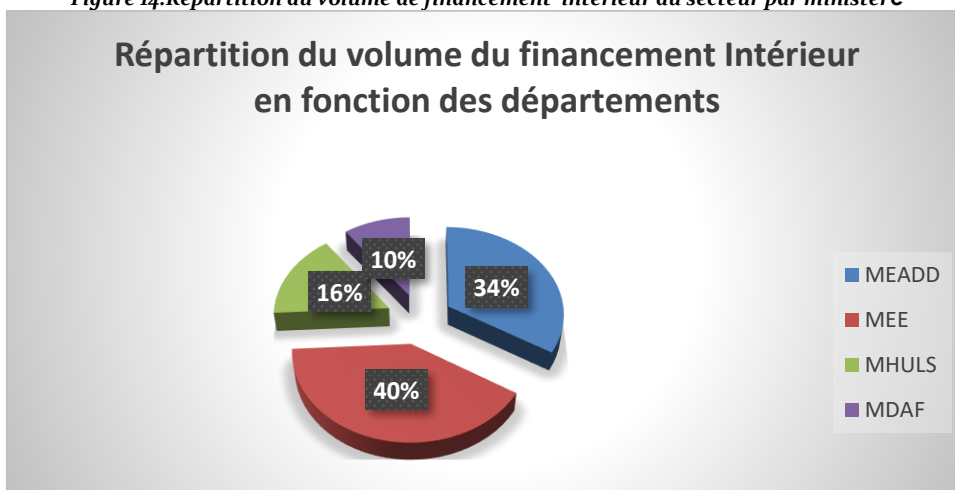
### ↳ Répartition du volume du financement Intérieur en fonction du département de tutelle

Tableau 65: Répartition du volume du financement intérieur entre les départements

Financements intérieur acquis cumulés au 31/12/2019	MEADD	MEE	MHULS	MDAF	SEEUDE
Millions FCFA	77 939	93 627	36 319	23 552	<b>231 436</b>
Part du financement (en %)	33,68	40,45	15,69	10,18	100

On constate qu'au niveau du portefeuille du secteur, le financement intérieur s'élève à 231,436 milliards de FCFA. Il est reparti entre le Ministère de l'Energie et de l'Eau (40,45%), le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (33,68%), le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement Social (15,69%) et le Ministère des Domaines et des Affaires Foncières (10,18).

Figure 14: Répartition du volume de financement intérieur du secteur par ministère



## ↳ Répartition du portefeuille par type de financement et par département:

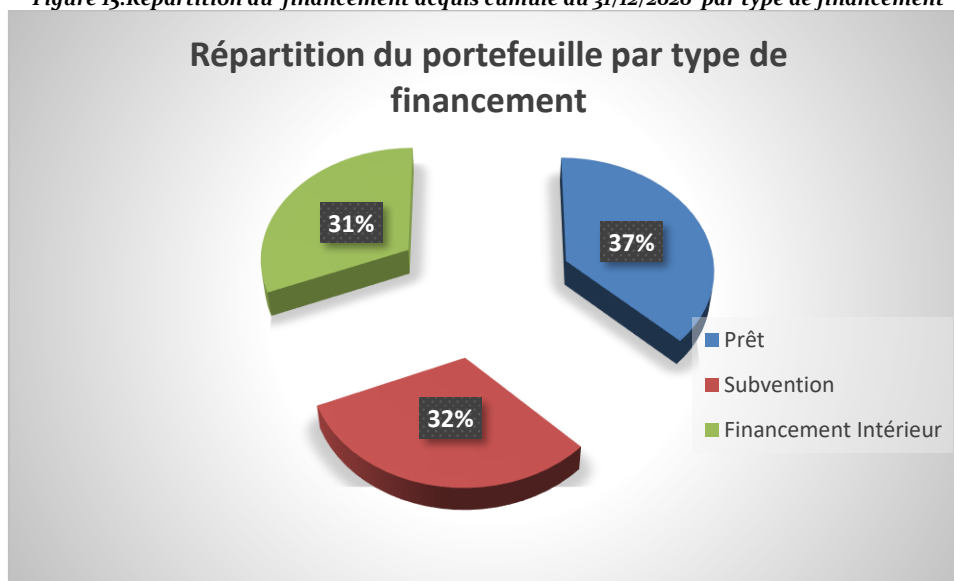
(Montant en millions FCFA)

Tableau 66: Répartition du portefeuille par type de financement

Type de financement	MEADD	MEE	MHUL S	MDAF	SEEUDE	Proportion(en %)
Prêt	0	276 016	0	0	276 016	37,29
Subvention	77 574	155 072	0	0	232 666	31,44
Financement Intérieur	77 939	93 627	36 319	23 552	231 436	31,27
<b>Total</b>	<b>155 533</b>	<b>524 715</b>	<b>36 319</b>	<b>23 552</b>	<b>740 118</b>	<b>100</b>

Le secteur est financé essentiellement par les prêts et les subventions. En effet, plus de 68% des financements du secteur représentent les ressources extérieures. Le financement est reparti entre les prêts (37,29%), les subventions (31,44%) et le budget spécial d'investissement (31,27%). Cette prédominance des prêts se justifie par la signature de plusieurs accords de prêts pour les nouveaux projets/programmes.

Figure 15: Répartition du financement acquis cumulé au 31/12/2020 par type de financement



## ↳ Evolution des financements acquis du portefeuille des P/P du SEEUDE de 2016 à 2020

Le tableau suivant donne la situation de la progression des financements acquis pour le secteur :

Tableau 67 : Evolution des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)

SEEUDE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/16	130 239	431 676	561 915	-
31/12/17	176 737	485 681	664 506	18,26
31/12/18	166 163	570 234	736 397	10,82
31/12/19	218 726	564 765	783 491	6,40
31/12/2020	231 436	508 682	740 118	-5,54

Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2020 est de 740,118 milliards contre 783,491 milliards au 31/12/2019, soit une régression de 5,54%.

On constate depuis 2016 une progression du financement total acquis s'explique par l'inscription de nouveaux projets/programmes. La tendance s'est inversée en 2020 où le financement acquis a connu une régression.

Tableau 68 : Evolution des financements acquis du MEADD des PP (en millions de F CFA)

MEADD				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/16	64 820	51 252	116 072	-
31/12/17	100 883	106 922	207 805	79,03
31/12/18	70 308	108 009	178 317	-14,2
31/12/19	102 621	92 240	194 861	9,3
31/12/2020	77 939	77 594	155 533	-20,18

Au niveau du MEADD, les financements acquis connaissent des évolutions en dent de scie (passant de la progression à la régression entre deux années). En 2017, le département a connu une progression très remarquable des financements acquis. Cela s'explique par la prise en compte de projets non répertoriés déjà en exécution au niveau de l'AEDD et la signature de la convention de financement de la seconde phase du PDD-DIN avec la Suède. La régression est revenue en 2018 avec la non dotation d'un nombre important de projets/programmes, ensuite les financements acquis ont progressé en 2019 avant de connaître à nouveau une régression en 2020.

Tableau 69 : Evolution des financements acquis du MEE des PP (en millions de F CFA)

MEE				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/16	25 983	338 707	364 690	-

31/12/17	33 623	338 127	371 750	1,94
31/12/18	44 112	420 607	464 719	25
31/12/19	68 697	431 088	499 785	7,55
31/12/2020	93 627	431 088	524 715	4,99

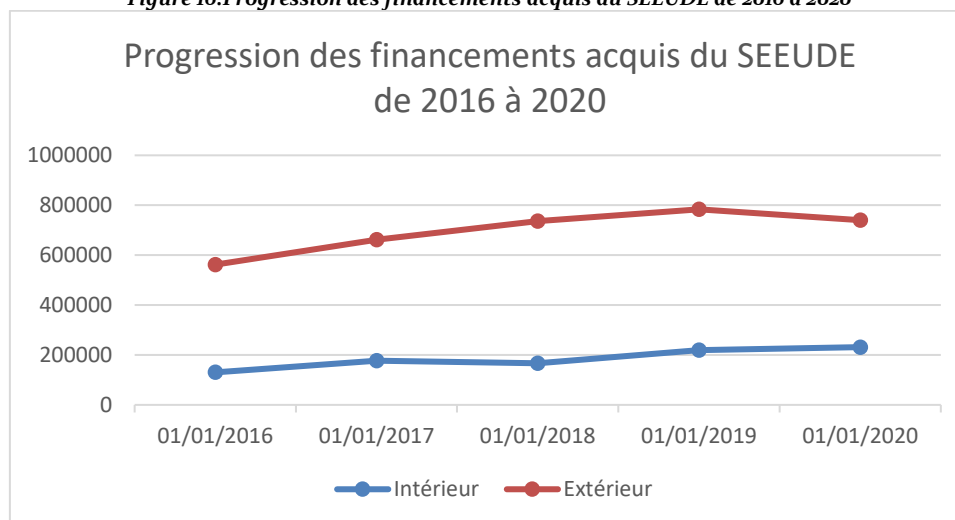
Le département en charge de l'eau enregistre une progression du volume des financements acquis de 2016 à 2020. Cette hausse s'explique par la prise en compte du caractère prioritaire de l'accès à l'eau dans les investissements.

Tableau 70: Evolution des financements acquis du MHULS et du MDAF des PP (en millions de F CFA)

MHULS & MDAF				
Année	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation (%)
31/12/16	39 436	41 717	81 153	-
31/12/17	43 335	41 617	84 952	4,68
31/12/18	51 743	41 618	93 361	9,90
31/12/19	47 408	41 437	88 845	-4,84%
31/12/2020	59 871	0	59 871	-32,61

Pour les départements en charge de l'urbanisme et des domaines de l'Etat, les financements acquis ont progressé de 2016 à 2018, avant de connaître une régression sur la période 2018-2020.

Figure 16: Progression des financements acquis du SEEUDE de 2016 à 2020



## ↳ Répartition des financements extérieurs par Partenaire Technique et Financier:

### ➔ Pour le MEADD

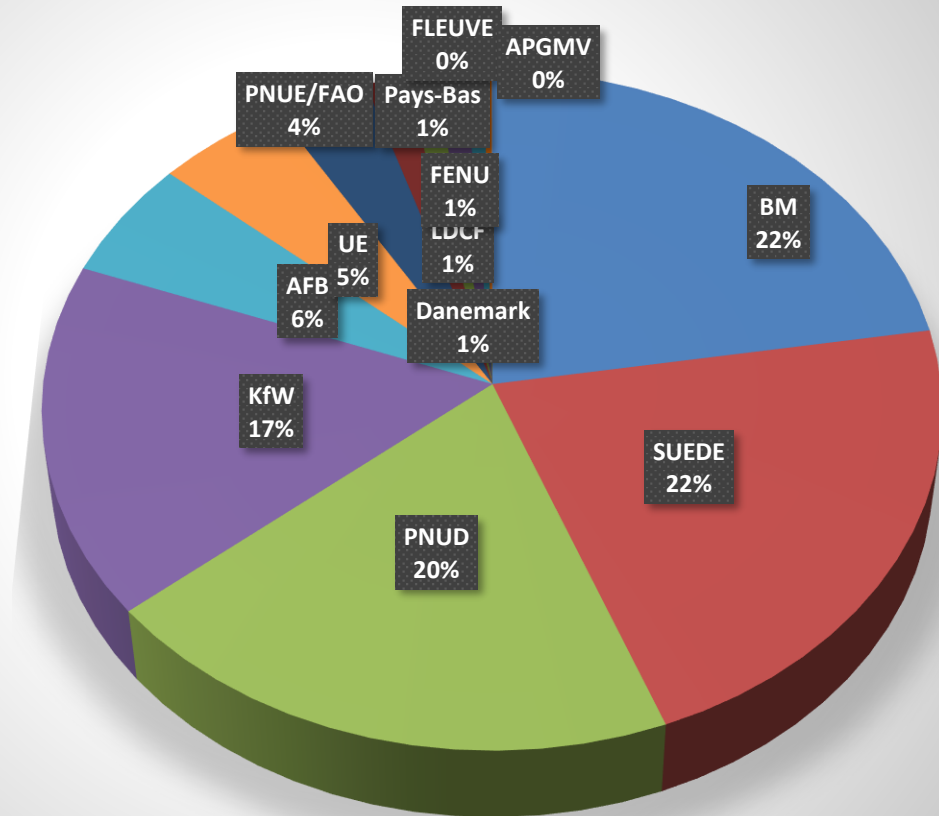
Plus d'une dizaine de Partenaires Techniques et Financiers interviennent dans le sous-secteur environnement pour un financement total acquis de 77,594 milliards de FCFA en subvention.

*Tableau 71: Répartition des financements extérieurs acquis du MEADD au 31/12/2020 par PTF*

PTF	Montants financements	Proportion	Rang	Type financement
BM	17402	22	1er	Subvention
SUEDE	16872	22	2è	Subvention
PNUD	15362	20	3è	Subvention
KfW	13000	17	4è	Subvention
AFB	4380	6	5è	Subvention
UE	3935	5	6è	Subvention
PNUE/FAO	2830	4	7è	Subvention
Pays-Bas	1150	1	8è	Subvention
LDCF	925	1	9è	Subvention
FENU	920	1	10è	Subvention
Danemark	556	1	11è	Subvention
FLEUVE	239	0	12è	Subvention
APGMV	23	0	13è	Subvention
<b>Total</b>	<b>77 594</b>	<b>100</b>	<b>13</b>	-

*Figure 17: Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF*

## Répartition du financement extérieur acquis du MEADD par PTF



➔ **Pour le MEE**

Le nombre de Partenaires Techniques et Financiers intervenant dans le sous-secteur de l'Eau en 2020 est de 21 pour un financement total acquis de 431,088 milliards de FCFA dont 64% de prêt et 36% de subvention.

Tableau 72 : Répartition des financements extérieurs acquis du MEE au 31/12/2020 par PTF (en millions de FCFA)

PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
BM(IDA)	66 456	15	1	P
Coop Allemande(KfW)	64 611	15	2	S
BID	48 206	11	3	P
Exim Bank Chine	46 000	11	4	P
BAD	43 860	10	5	S-P
BEI	32 797	8	6	P
AFD	25 582	6	7	S
UE	20 655	5	8	S
Fonds Saoudien	16 596	4	9	S
Fonds Koweïtien	10 500	2	10	S
BOAD	10 000	2	11	P
Fonds d'Abu Dhabi	10 000	2	12	S
Coop italien	7 215	2	13	S
Pays-Bas	6 764	2	14	S
BADEA	5 225	1	15	P
GCF	4 796	1	16	S
Fonds OPEP	4 000	1	17	S
BIDC	3 750	1	18	P
FEM	1 940	0	19	S
UEMOA	1 159	0	20	S
Suède	977	0	21	S
<b>Total</b>	<b>431 088</b>	<b>100</b>	<b>21</b>	-

S : subvention et P : prêt

Tableau 73 : Répartition du portefeuille du MEE par type de financement (en millions de Fcfa)

Nature du financement	Montant	Proportion(%)
Prêt	250 434	58
Subvention	180 655	42
<b>Total</b>	<b>431 088</b>	<b>100</b>



### 2.2.4 Situation des décaissements :

Le décaissement cumulé des financements permet de situer, en rapport avec l'âge et les taux de réalisation physique, la bonne évolution des projets. Ainsi, le montant total décaissé se chiffre à 269,594 milliards de FCFA. Le taux de décaissement global est de 36% en 2020 contre 37% en 2019.

Cette baisse du taux de décaissement intervenue s'explique par les traditionnelles difficultés rencontrées dans les procédures de décaissement des bailleurs ainsi que les procédures nationales de passation de marchés.

Tableau 74: Situation des décaissements cumulés 31/12/2020

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés			Taux cumulés (en %)		
TOTAL SEEUDE	Nombre PP	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	57	127 844	141 750	269 594	55	28	36

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés			Taux cumulés (en %)		
MEADD	Nombre PP	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	33	56 907	32 923	89 830	74	42	58

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés			Taux cumulés (en %)		
MEE	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	16	28 915	108 827	137 742	31	25	26

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés			Taux cumulés (en %)		
MHULS	Nombre PP	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	2	25 882	0	25 882	71	-	71

en Millions Fcfa		Décaissements cumulés			Taux cumulés (en %)		
MDAF	Nombre PP	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	6	16 140	0	16 140	71	0	71

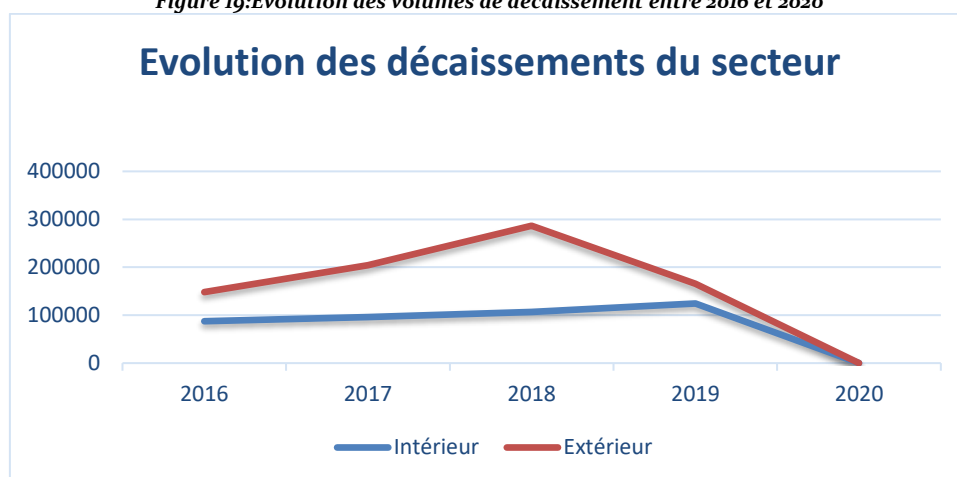
### ↳ Évolution des volumes de décaissements entre 2016 et 2020

Tableau 75: Évolution des volumes de décaissements entre 2016 et 2020

SEEUDE	Intérieur	Extérieur	Total	Taux de variation(en %)
2016	87 564	148 154	235 718	-
2017	95 824	204 448	300 272	27
2018	106 564	286 570	393 134	31
2019	124 357	165 299	289 656	-26
2020	127 844	141 750	269 594	-7

**N.B :** Il est important de signaler que le cumul des décaissements concerne uniquement les projets en cours d'exécution. Par conséquent, l'exercice ne comptabilise pas les décaissements des projets clos en fin 2019.

Figure 19:Évolution des volumes de décaissement entre 2016 et 2020



On note une progression du décaissement cumulé intérieur de 2016 à 2019 et à une régression sur la période 2019-2020. Le décaissement cumulé extérieur a observé la même tendance mais la régression est intervenue plutôt que pour le décaissement cumulé intérieur sur la période 2018-2020.

### 2.2.5 L'âge des P/P :

L'âge des projets et programmes est déterminé à partir de leur début d'exécution jusqu'au 31/12/2020. L'analyse permet de constater que la moyenne d'âge des 57 P/P du SEEUDE en exécution est de six (06) ans. Ceci dénote non seulement la vieillesse des projets et programmes mais aussi la faible vitalité du secteur.

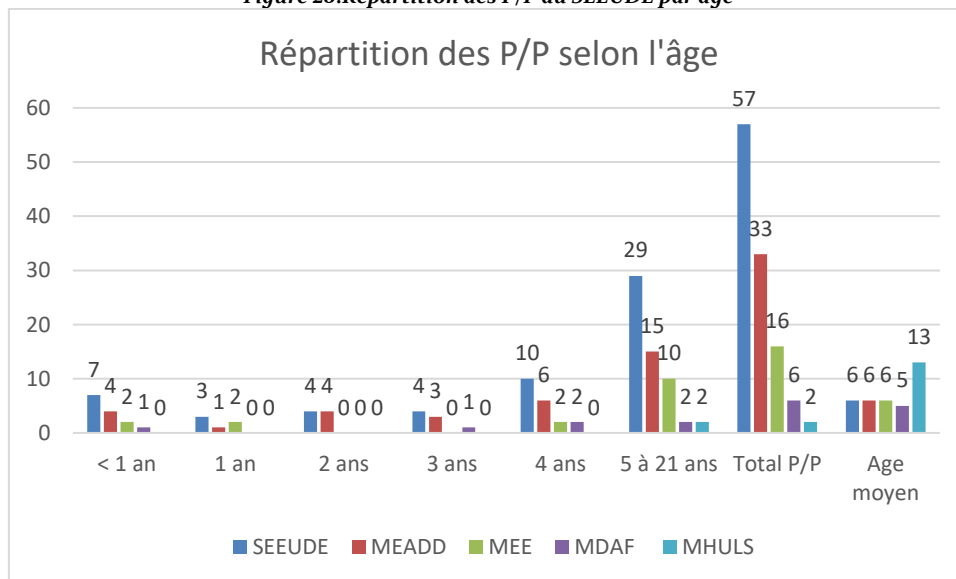
Tableau 76: l'âge des P/P

Age des P/P	SEEUDE	MEADD	MEE	MDAF	MHULS
< 1 an	7	4	2	1	0
1 an	3	1	2	0	0
2 ans	4	4	0	0	0
3 ans	4	3	0	1	0
4 ans	10	6	2	2	0
5 à 21 ans	29	15	10	2	2
<b>Total P/P</b>	<b>57</b>	<b>33</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>2</b>
<b>Age moyen</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>13</b>

Pour l'ensemble du secteur, la moyenne d'âge des P/P est de 6 ans. Cette moyenne est presque similaire pour les départements.

Ce constat (en rappel) doit amener les départements à s'investir pour le renouvellement de leur portefeuille.

Figure 20: Répartition des P/P du SEEUDE par âge



### 2.1.1 La répartition géographique des Projets/Programmes au 31/12/2020

Tableau 77: répartition géographique des P/P du SEEUDE

No RNP	Nom du projet	Etat d'exécution	Source de financement	Mode de financement	Coût global estimé	Durée du projet		Zones d'intervention								
						Début	Fin	Kayes	Kkro	Sko	Ségou	Mopti	Tbto	Gao	Kidal	Bko
1582	Elaboration des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	Exécution	Etat	Budget national	6 750	1999	2021	X	X	X	X	X	X	X	X	X
1664	Projet Entretien du chenal navigable du fleuve Niger	Exécution	Etat	Budget national	4 128	2002	2021		X		X	X	X	X		
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	Exécution	BID,Fonds OPEP (OFID),B ADEA,Fonds Koweïtien,BIDC,Fonds Saoudien ,Fonds d'Abu Dhabi,EX IMBANK de Chine,B OAD/Etat	Prêt/BSI	167930	2010	2022							X	X	









<b>2873</b>	Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la sécurité alimentaire de l'UEMOA au Mali	Exécution	UEMOA	Sub	1124	2015	2020	X	X								
<b>2882</b>	Programme de Construction de 50 000 Logements Sociaux	Exécution	Etat	Budget national	14 160	2015	2021	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>2907</b>	Projet de mise en place d'un système d'information foncier sécurisé	Exécution	Etat	Budget national	5 000	2016	2021		X								X
<b>2909</b>	Programme Réfection Bâtiments Publics	Exécution	Etat	BSI	1 940	2016	2020	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>2919</b>	Projet de drainage des eaux pluviales de Bamako	Exécution	KFW/Etat	Subvention/BSI	7 150	2017	2020										X
<b>2920</b>	Construction Siège AEDD	Exécution	Etat	Budget national	400	2016	2021										X
<b>2921</b>	Projet de réhabilitation Economique et Environnementale Fleuve Niger	Exécution	IDA/Etat	Subvention/Etat	13 900	2018	2023				X	X					

2923	Projet Elimination Prévention Pesticides Obsolètes	Exécution	FEM/DE NMARK/ Etat	Subvention/BSI	3 007	2016	2019	X	X		X					
2931	Programme Commun d'appui à la GIRE	Exécution	Etat/Pays Bas/ Suède	Subvention/BSI	9 092	2014	2021		X	X	X	X				X
2996	Projet AEP Accompagnement Centre Semi Urbain Ruraux	Exécution	KFW/Etat	Subvention/BSI	43949	2016	2021	X	X	X	X	X				
2998	Projet BID UEMOA Hydraulique Assainissement en Milieu Rural	Exécution	BID/Etat/ UEMOA	Prêt/Subvention/BSI	6885	2015	2021		X							
3082	Programme Saoudien de Forages, de Puits et de Développement Rural en Afrique phase V	Exécution	Fonds Saoudien de Développement, Etat	Subvention/BSI	3850	2019	2022		X	X	X	X				
3100	Projet d'appui à la coordination des initiatives liées aux changements climatiques	Exécution	Etat	Budget national	150	2018	2021									X
3119	Projet Aménagement parcs Tienfala	Exécution	Etat	BSI	2 880	2018	2021		X							

<b>3 123</b>	Programme d'appui à l'adaptation aux changements climatiques dans les communes vulnérables des régions Mopti et Tombouctou (PACV-MT)	Exécution	AFB/PNUD/Etat	subvention/budget ordinaire	4 711	2016	2020					X	X			
<b>3 124</b>	Projet d'appui à la stratégie nationale adaptation aux changements climatiques (ASNaCC/PNUD)	Exécution	PNUD/Etat	subvention	3 798	2016	2021	X		X						
<b>3 125</b>	Projet de gestion des risques et d'inondation en vue de préserver des vies et des biens	Exécution	PNUD/Etat	subvention/Etat	5 703	2016	2021	X				X				X
<b>3128</b>	Projet Génération d'Avantages Globaux pour l'Environnement	Exécution	PNUD	Subvention	1 800	2018	2020	X	X							
<b>3132</b>	Projet Protection du Fleuve Niger, Appui à la connaissance et au suivi des Ressources en Eau	Exécution	KfW, Etat	Subvention /BSI	7210	2020	2024		X		X	X	X	X		X

<b>3148</b>	Promotion Chaines de valeur agricole (GEDEFOR 3)	Exécution	Etat/Suède	Subvention/BSI	11 982	2020	2023	X	X	X	X	X				
<b>3149</b>	Construction Equipement Siege ABFN	Exécution	Etat	BSI	1 500	2 020	2 022									X
<b>3150</b>	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNACPN	Exécution	Etat	BSI	2200	2019	2022									X
<b>3151</b>	Elaboration Plans d'Aménagement	Exécution	Etat	BSI		2020	2022	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>3152</b>	Programme Reboisement intensif	Exécution	Etat	BSI		2020	2023	X	X	X	X	X	X	X	X	X
<b>3153</b>	Construction Bureau des Domaines et du Cadastre de Kati	Exécution	Etat	Budget national	1 000	2020	2022		X							
<b>3162</b>	Programme d'appui aux collectivités territoriales pour l'eau et l'assainissement PACTEA phase 3	Exécution	FED,Etat	Subvention/BSI	7865	2019	2025			X	X					





### III. INDICATEURS INSCRITS DANS LE CADRE DE MESURE DE PERFORMANCE DU CREDD 2019 – 2023

Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Structure responsable	Valeur de référence 2019	Prévisions 2020	Réalisations 2020	Observations
<b>Axe stratégique 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance</b>						
<b>Objectif global 1.2. Amélioration de la gouvernance administrative, économique et foncière et renforcer le partenariat pour le développement durable</b>						
Nombre de communes disposant d'un plan cadastral	ODD 17	DND/SP-PDF	38	04	04	
<b>Axe stratégique 4 : Protection de l'environnement et renforcement de la résilience au changement climatique</b>						
<b>Objectif global 4.1. Garantir un environnement sain</b>						
Superficies reboisées (en ha)	ODD15	DNEF	25 412, 62	48 100	18035,33	Les prévisions n'ont pas été atteintes à cause de l'insuffisance budgétaire
Superficie des terres forestières du pays (km <sup>2</sup> ) ;	ODD15	DNEF	608 159,90	616 434,96	618238,49	Il y a une augmentation des superficies forestières car 10% des superficies

						reboisées arrivent au stade forêt
Superficie de terres et de dunes restaurées (ha)	ODD15	DNEF	65 844,64	66 496	9381,78	Les prévisions n'ont pas été atteintes à cause de l'insuffisance budgétaire et du démarrage non effectif du projet PIDACC (projet Intégré de Développement et d'Adaptation aux changements Climatiques)
Superficies des aires protégées (km²)	ODD15	DNEF	115 146,67	87 640,44	90512,19	La nouvelle définition de la loi 036 a permis d'augmenter les superficies des aires protégées
Degré de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau (0-100)	ODD6.5.	DNH	52	51	-	
Proportion de bassins hydriques	ODD6.5	DNH	72,96	72,96	-	

transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel						
Taux d'accès à l'assainissement pour tous	ODD6.2	DNACPN	39	39	39	
<b>1. Objectif global 4.2. Renforcer la résilience au changement climatique</b>						
Pourcentage de PDESC intégrant la dimension environnementale et les CC	ODD 13	AEDD	20,34	26	31	La dimension environnementale et les CC a été intégrée dans 31 PDESC sur 40 prévus
Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	ODD 13	AEDD	45,63	50,63	02	02 politiques intégrant la dimension environnementale : - Politique Energétique Nationale ; - Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire (PNAT).
<b>Axe stratégique 5 : Développement du capital humain</b>						

Objectif global 5.3. Assurer l'accès universel aux services de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement à l'horizon 2030						
Taux d'accès à l'eau potable	ODD 6					
au niveau national	ODD 6	CPS/SEEUDE - INSTAT	69,2	74,4	69,6	Le taux d'accès a augmenté de 0,4 point en pourcentage.
en milieu urbain	ODD 6	CPS/SEEUDE- INSTAT	77,7	ND	79,7	Les projections (cibles) en milieux urbain et rural ne sont pas définies.
en milieu rural	ODD 6	CPS/SEEUDE- INSTAT	65,8	ND	65,9	
Pourcentage de ménages disposant de latrines améliorées	ODD 6	DNACPN	21,39	68,5	-	

## IV. DESCRIPTION DU CADRE PARTENARIAL

Le partenariat est un axe stratégique pour la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) en vue d'atteindre l'objectif de croissance durable et de réduction de la pauvreté. C'est pourquoi, nous constatons depuis quelques années le développement du Partenariat Public- Privé (PPP), notamment dans les sous-secteurs des forêts et des logements sociaux. Cette approche fédère l'ensemble des interventions des Services Techniques, Collectivités Territoriales, Partenaires Techniques et Financiers et Organisations de la Société Civile.

### 4.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

La fonctionnalité du cadre partenarial s'est concrétisée à travers les cadres de concertation fonctionnels de façon optimale à tous les niveaux.

Au Niveau National, en matière de concertation multi-acteurs, la DNH a participé en 2020 à dix (10) réunions de la Commission Gestion des Eaux de la retenue de Sélingué chargée de donner des consignes de gestion des ouvrages de Sélingué et de Markala.

Dans le cadre du développement des partenariats sous régionaux et internationaux pour les échanges d'expérience et pour une gestion concertée des ressources en eau, une participation effective a été assurée pour les sessions des cadres d'échanges ci-dessous :

- la concertation des acteurs de l'Eau et l'Assainissement ;
- la poursuite de la mise en œuvre des activités du protocole de partenariat SOMAPEP/DNH/DRH relatif à la relève des compteurs de production d'eau potable dans le périmètre concédé au niveau régional;
- le suivi de la qualité de l'eau, l'analyse des échantillons d'eau et la production de bulletins hydrologiques par le Laboratoire National des Eaux (LNE) ;
- le développement des partenariats pour les échanges d'expérience et pour une gestion concertée des ressources en eau (ABN, OMVS, ABV, CEDEAO, PAGE, UA, BMZ, KfW, GIZ, PRIA MALI, UE) ;
- le partenariat avec la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), l'Agence MALI-METEO et le Système d'Alerte Précoce du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (SAP/CSA) dans le cadre du Project Régional de Modernisation des Services Hydrométéorologiques « Hydromet-Mali ».

### 4.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

#### ➔ L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable

Les actions de partenariat initiées par L'AEDD ont été menées avec les organisations suivantes :

- l'Agence de Production Audio-Visuelle (MACINA FILM) ;
- l'AFRIKONEXION (Communication événementielle, production, promotion) ;
- l'OMEGA ASSISTANCE-CONSEIL ;

- le Cabinet de Gouvernance Environnementale et de Développement Durable ;
- l'Association Malienne d'Aide aux Populations Vulnérables (AMAPV) ;
- le concept Plus l'esprit d'enthousiasme Matériels et Equipements Produits Chimiques ;
- l'Agence Synergie Sarl ;
- le PYRAMID RESSOURCES SARL ;
- le SAHARA MULTI SERVICES.

### ➤ **La Direction Nationale des Eaux et Forêts :**

Courant 2020, le cadre de partenariat a été renforcé à travers :

- ❖ **Le projet de Gestion durable des Zones humides pour le renforcement de la Sécurité alimentaire et de la résilience des écosystèmes en Afrique de l'Ouest (GDZHAO) :**
  - l'actualisation des Fiches FDR de quatre sites RAMSAR (DIN, Lac Wégna, Magui et Sourou) ;
  - la réalisation des travaux de fixations de 3 ha de dunes dans le DIN ;
  - la réalisation de deux hectares (02ha) de cordons pierreux et 100 mètres de gabions au Lac Wégna ;
  - l'élaboration de la Cartographie pour l'Analyse multi-dates de l'occupation du sol des sites d'étude;
  - la participation à Atelier Annuel d'échange (AAE- 2020) du Projet « Gestion Durable des Zones Humides pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résilience des Ecosystèmes en Afrique de l'Ouest »(GDZHAO) du 06 au 16 au 20 Novembre 2020;
  - la sélection, recrutement et suivi d'une Bourse GEDEZAO en Master sur la Dynamique des eaux du Lac Wégna en cours.
- ❖ **PLATE FORME « ONE HEALTH » (UNE SEULE SANTE)**
  - la réalisation 02 missions de supervision conjointe de la plateforme dans les régions de Koulikoro, Kayes, Mopti, Ségou et Sikasso ;
  - la validation du Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire au Mali avec les experts de l'OMS ;
  - l'élaboration du PTBA 2021 du projet REDISSE III ;
  - la participation au Comité de pilotage du projet REDISSE III et du Projet d'Intervention d'Urgence COVID 19.
- ❖ **CELLULE OMVS/MALI : Travaux de reboisement compensatoire dans le cadre du transport de l'électricité 225 KV de Tambacounda à Kayes**
- ❖ **TAM VOYAGES (Forêts classées de la Faya et du Sounsou)**
- ❖ **SEFAM (Parc Animalier de Tienfala) :**
  - le repeuplement du Parc animalier de Tienfala avec l'arrivée de 3 Girafes ;
  - l'aménagement de 3120 m2 de Bouma (quarantaine des animaux) ;
  - l'aménagement de 60 ha de périmètre fourrager.
  - la construction de la quarantaine ;
  - la finalisation de 7 km de clôture pour les 400 ha reboisés ;
  - l'installation de deux (2) forages.

## ➤ **La Direction Nationale de l'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et Nuisances**

### **Le projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable et assainissement de la ville de Tombouctou**

- L'évaluation des offres pour le DAO des forages ;
- La réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ;
- L'approbation des TDRs pour élaborer le plan d'action de réinstallation (PAR).

### **LE PROGRAMME CONJOINT D'APPUI A LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU**

#### **- PCA-GIRE avec les réalisations suivantes :**

- quatre (04) ouvrages de séquestration de chrome au sein de 4 tanneries (unité industrielle TAMAK, NTM, WAT et IMAT) - des réseaux collectifs pour la connexion de 100 ménages à la STEP de Sotuba ;
- l'extension des réseaux sur 600 ménages à la STEP de Sotuba ;
- la prise en charge de la formation en master GIRE de deux cadres de la DNACPN.

### **Le projet Observatoires intégrés santé- environnement et renforcement du cadre juridique et institutionnel pour une gestion saine des produits chimiques en Afrique en partenariat avec l'OMS**

#### **APPROCHE STRATEGIQUE DE LA GESTION INTERNATIONALE DES PRODUITS CHIMIQUES (SAICM / MINAMATA)**

Les activités menées en 2020 ont porté sur la mise en œuvre du Projet sur les politiques de véhicules propres et efficaces, en partenariat avec le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Initiative pour l'Economie Globale des Carburants (GFEI), l'Unité des transports de l'ONU Environnement, la Direction Nationale des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux (DNTTF) et la Direction Générale des Douanes.

#### ➤ **L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

Dans le sens de l'amélioration des capacités d'intervention de l'Agence, un certain nombre d'activités ont été réalisées en partenariat avec les structures ci-après :

#### **Partenariat entre l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali (ANGESEM) / PCA-GIRE :**

Pour compenser la déconnexion des tanneries par l'apport d'un volume conséquent d'eau usée, assurer un apport significatif de matières organiques et une bonne dilution des effluents arrivant à la station d'épuration, l'ANGESEM a sollicité et obtenu du PCA-GIRE le financement de cent (100) concessions de la zone industrielle et l'extension du réseau sur six cent (600 ml) mètres linéaires.

#### **Partenariat entre l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali (ANGESEM) / Waternet Pays Bas : BLUE DEAL**

Le Blue Deal est un projet de renforcement des capacités de l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali (l'ANGESEM), initié par les agences néerlandaises de l'eau. Le projet, financé conjointement par les agences néerlandaises de l'eau, le ministère néerlandais des affaires

étrangères et le ministère néerlandais des infrastructures et de la gestion de l'eau, est le fruit d'un partenariat né en 2016 entre World Waternet, Waterschap Rijn en Ijssel, Waterschap De Dommel (3 agences néerlandaises de l'eau) et l'ANGESEM.

### ➔ L'Agence du Bassin du Fleuve Niger

Dans le cadre du partenariat, l'ABFN entretient des relations avec un certain nombre d'institutions, à savoir :

- l'Ambassade du Royaume de Suède ;
- l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas ;
- l'UNESCO ;
- l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB) ;
- le Laboratoire National des Eaux (LNE) ;
- WETLANDS INTERNATIONAL (WI) ;
- la participation aux différents cadres de concertation et instances statutaires.

En outre, l'Agence a adressé des requêtes de financement à certains des partenaires ci-haut cités et à d'autres institutions bancaires (**BAD, BID, BOAD**).

#### 4.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

Au niveau du sous-secteur, il existe un cadre de concertation formel créé par décision n° 2013-0125/MLAFU-SG du 30 août 2013 portant création, organisation et fonctionnement du cadre de concertation avec les organisations professionnelles du secteur des bâtiments, travaux publics et des domaines :

En matière d'Urbanisme, il s'agit de :

- l'ordre des Ingénieurs conseils ;
- l'ordre des Architectes ;
- l'ordre des Géomètres experts ;
- l'ordre des Urbanistes ;
- l'association des promoteurs immobiliers ;
- l'association des administrateurs de biens et agents immobiliers ;
- les partenaires financiers (BMS, BID, SHELTER-AFRIQUE).

S'agissant des Domaines de l'Etat, en plus du cadre de concertation formel, la DND et la DNC entretiennent des partenariats avec l'Agence pour l'Aménagement des Zones Industrielles (AZI) ; l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) ; l'ordre des notaires, le PAMORI II, la CARFIP, l'AGETIC, la DNGM, la DGI, l'IGM.

## V. PROBLEMES ET CONTRAINTES

L'année 2020 a été marquée entre autres, par des difficultés listées ci-dessous par sous-secteurs.

### 5.1 SOUS SECTEUR DE L'EAU

#### ➤ La Direction Nationale de l'Hydraulique

- La lenteur dans la mise en œuvre des programmes et projets du fait de lourdeurs dans le processus de passation des marchés au niveau national et au niveau des PTF ;
- La mobilisation des financements du BSI ;
- L'insuffisance de ressources financières pour les études de préparation de nouveaux projets ;
- Le faible taux de décaissement des travaux des projets avec la non mobilisation de la contrepartie de l'Etat et la défaillance de certaines entreprises privées d'exécution ;
- La situation d'insécurité dans les régions du nord et du centre ayant entraîné la réorientation, la suspension ou l'arrêt de la mise en œuvre de certains projets et programmes ;
- L'insuffisance de ressources humaines et financières.

#### ➤ Le Laboratoire National des Eaux

- L'accès difficile au siège au LNE (voie non aménagée) ;
- Le vieillissement des équipements de laboratoire (pannes fréquentes) ;
- L'insuffisance de matériels roulants ;
- Le non financement des activités de recherche et d'études.

#### ➤ la Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable

Le retard dans la mise en service de la TF (Tranche Ferme) de la station de Kabala suite à un incendie au niveau du décanteur.

#### ➤ La Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable

- La saturation et obsolescence des installations de production et de distribution ;
- Capacités de stockage insuffisantes ;
- Le sous-dimensionnement et faible densification du réseau de distribution ; ces contraintes ont pour conséquence un service en mode dégradé surtout en périodes de forte chaleur avec des baisses de pression voire des coupures franches d'eau au niveau des abonnés les plus défavorisés, notamment ceux situés en périphérie du périmètre d'adduction et en altitude ;
- Le recouvrement difficile des consommations facturées pour cause de faible capacité de paiement des abonnés ;
- L'insuffisance de subventions pour faire face aux nouvelles charges induites par l'extension du domaine affermé à 72 nouveaux centres.

### 5.2 SOUS SECTEUR ENVIRONNEMENT

#### ➤ La Direction Nationale des Eaux et Forêts

- La pandémie COVID 19 qui a impacté significativement l'ensemble des activités qui sont soit suspendues ou reportées sur le programme de 2021;
- L'insuffisance des moyens de déplacement collectifs et individuels des agents ;
- L'insuffisance des allocations budgétaires pour faire face aux nombreux défis et enjeux de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- L'agression du domaine forestier national par les différentes formes d'occupation (l'Agriculture, l'exploitation minière, la réalisation des réseaux de communication routiers et téléphoniques,

les réseaux de transport d'électricité, la transhumance, les occupations illicites des forêts classées et réserves de faunes etc..) sans une réelle compensation des préjudices environnementaux causés par ces actions de développement ;

- L'insécurité généralisée à travers le territoire, qui fait beaucoup de victimes, mais aussi limites les mouvements des Agents, ou voire l'abandon de certaines localités ;
- L'insuffisance du personnel et des capacités des agents forestiers ;
- De facto le recrutement massif aux niveaux des différents corps s'impose avec une mise à disposition de moyens adéquats ainsi que la réalisation de sessions de formation et de mise à niveau.

#### ➤ **L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable**

- Le faible niveau des crédits alloués et notifiés à l'AEDD par l'Etat ;
- Le faible niveau des ressources propres générées par l'Agence ;
- L'insuffisance de ressources humaines qualifiées au regard du cadre organique ;
- La COVID-19.

#### ➤ **La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances**

- La pandémie de COVID 19 ;
- L'insécurité notoire sur le territoire national ;
- L'incivisme des populations aboutissant au refus d'obtempérer ;
- L'insuffisance dans le renforcement des capacités des agents ;
- La connexion des toilettes aux caniveaux et collecteurs ;
- La méconnaissance des textes législatifs, réglementaires et normatifs chez la plupart de la population ;
- L'absence de GIE équipés pour l'enlèvement des déchets solides et liquides au niveau des familles et des lieux publics ;
- L'insuffisance des ouvrages d'assainissement individuels et collectifs de gestion des déchets liquides et solides notamment en milieu semi urbain et rural ;
- L'absence de kits d'équipements de contrôle et d'analyse ;
- La difficulté liée à l'accès au fonds EIES pour assurer le suivi environnemental.
- L'insuffisance de moyens logistiques et ressources humaines qualifiées et en nombre ;
- La timidité dans la mise en œuvre des actions des PSA dans les régions ;
- L'enclavement de certains sites de l'intérieur pendant la période de crue ;
- Le faible niveau de financement du sous-secteur de l'assainissement.

#### ➤ **L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

- L'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;
- L'insuffisance de crédits alloués pour le développement des infrastructures;
- L'insuffisance de moyens logistiques ;
- Les différentes retenues opérées sur les dotations budgétaires.

## ➤ **L'Agence du Bassin du Fleuve Niger**

### ➤ **Au plan institutionnel**

- La multiplicité des intervenants et des interventions sur le fleuve sans lien de coordination avec l'ABFN, ce qui rend difficile la capitalisation des acquis.
- la lenteur dans l'adoption du mécanisme financier de perception et d'utilisation des redevances pour la sauvegarde du fleuve Niger, approuvé depuis la 14<sup>ème</sup> session ordinaire du CA suivant la délibération n°2017-002/CA-ABFN du 17 février 2017;
- Le manque de suite aux rapports adressés à certains départements techniques et Collectivités, après les missions de constatation, notamment dans les cas de lotissements, de construction dans les servitudes fluviales et parfois même dans le lit.

### ➤ **Au plan financier**

- La faiblesse des subventions accordées par le Budget d'Etat ;
- L'absence de ressources propres.

### ➤ **Au plan des ressources humaines**

L'insuffisance des ressources humaines, notamment hydrologue, statisticien, juriste, etc.

## 5.3 SOUS SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT

### ➤ **La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat**

- L'insuffisance des effectifs de la DNUH et des DRUH conformément aux cadres organiques ;
- La vétusté du parc auto de la DNUH et des DRUH;
- L'insuffisance des moyen logistique de la DNUH et des DRUH vu l'importance des missions;
- L'insuffisance du nombre d'agents des forces de sécurité lors des sorties des brigades;
- L'accompagnement des autorités dans les opérations de libéralisation des espaces publics;
- L'accompagnement par la mobilisation des fonds afin de baliser les espaces publics;
- L'insuffisance de la dotation de la DRUH du District de Bamako en carburant et en lubrifiant ;
- La restructuration du budget de la Direction Régionale de l'Urbanisme et de l'Habitat du District de Bamako en intégrant des rubriques telle que la communication etc.... ;
- Le manque de locaux approprié pour les Subdivisions de l'urbanisme et de l'Habitat ;
- Le besoin en formation du Personnel de la DNUH et ses démembrements pour se conformément aux cadres organiques;
- La prise en compte sur le Budget National d'un crédit de fonctionnement pour les subdivisions de Nara, Banamba, Kangaba, Barouéli, Diéma, Koro, Bankass, Ténénkou, Tominian, Macina et Youwarou;
- L'élaboration des schémas directeurs d'urbanisme pour les localités dont la population a atteint 5000 ;
- Le bornage et l'immatriculation des espaces programmés par les SDU;
- L'élaboration du plan d'Urbanisme Sectoriel (PUS) pour les localités dotées de SDU ;
- La souffrance au niveau des tribunaux, des PV d'infraction établis par les brigades de contrôle.

### ➤ La Direction Nationale des Domaines

- L'insécurité qui couvre les régions du nord et du centre, soit les 2/3 du territoire national ;
- L'insuffisance de personnel ;
- L'insuffisance de matériel de travail (roulant, informatique et mobilier) ;
- L'absence de géomètre-expert dans certaines localités (Gao, Kidal...) ;
- La non opérationnalisation de la Division Cadastre dans certaines localités (DRDC-Gao ;
- Les difficultés liées au fonctionnement des BSDC auprès des Collectivités Territoriales ;
- Le non-respect des textes par les Collectivités Territoriales et les Chefs coutumiers ;
- La non couverture du pays par le service des Domaines ;
- Les difficultés de recouvrement des recettes domaniales (concession ordinaires, redevances domaniales), faute de législation répressive en la matière ;
- Le non-paiement des dividendes par des sociétés minières et non minières dans lesquelles l'Etat a des participations ;
- Les difficultés de collaboration avec certains services partenaires (Collectivités Territoriales, les Antennes Régionales de l'IGM) ;
- Le conflit de compétences entre la D.N.D. et certaines structures pour le recouvrement de certaines recettes (prélèvement sur les honoraires des greffiers avec la D.G.I. et les recettes fauniques, forestières et aloétiques avec le service des Eaux et Forêts...) ;
- Les difficultés de collaboration fonctionnelle avec la Direction Générale du Contentieux de l'Etat (DGCE), du fait que les demandes de mémoire en défense sont acheminées tardivement par les structures opérationnelles, toutes choses qui ne permettent pas à la DND de respecter les délais de dépôt des notes techniques...
- L'absence de textes pour la constatation du droit coutumier ;
- des lacunes dans la procédure d'immatriculation des terres et la tenue du Livre Foncier ;
- La spéculation foncière et l'accaparement des terres ;
- La spoliation du patrimoine foncier de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- Le faible niveau de couverture du pays par les notaires ;
- La faible capacité des agents de recouvrement en fiscalité minière et les procédures de vérification des bilans des sociétés minières.

### ➤ La Direction Nationale du Cadastre

- Le manque de financement pour la fonctionnalisation des Commissions de recensement, de délimitation et d'évaluation des réalisations et aménagement à caractère immobilier compris dans l'emprise et les servitudes des travaux déclarés d'utilité publique ;
- L'insuffisance de moyens logistiques : un seul véhicule pour toute une Direction ayant comme quotidien le terrain ;
- L'insuffisance de personnel surtout qualifié ;
- L'absence de Partenaire Technique et Financier pour accompagner la DNC ;
- Insuffisance de matériels informatiques ;
- Insuffisance de textes régissant le cadastre ;
- L'insuffisance de l'accompagnement du Secrétariat Permanent à la réforme domaniale et foncière ;
- L'insécurité des agents dans le cadre de l'exercice de leur fonction au cours des Operations de terrain (badges confectionnés / prestation de serment) ;

- L'insuffisance du budget à louer à la Direction Nationale du Cadastre ;
- La non ratification de l'ordonnance portant création de la Direction nationale du Cadastre;
- L'insuffisance ou manque d'équipement/d'outils comme les GPS (portables et différentiels), les appareils photos, les logiciels de SIG/DAO (ArcGIS et Autocad Map) en vue de moderniser le service, et d'appuyer considérablement la réforme entreprise par le Département ;
- La gestion des dossiers de l'ACI / espaces publics morcelés ;
- Les interpellations relatives aux Commissions de recensement ou d'indemnisation : la plupart des rapports ne sont pas disponibles au niveau de la Direction Nationale du Cadastre ;
- L'incohérence entre les différents documents graphiques établis à des périodes différentes relatifs aux systèmes de coordonnées (MTU système de Guinée, Lambert, MTU 12è Parallèle, fictives et graphiques), se traduisant quelques fois par des cas de superposition ou d'empiètement de titres fonciers ;
- La faible densité du réseau cadastral.

## VI. LES PERSPECTIVES

### 6.1. SOUS-SECTEUR EAU :

#### 6.1.1 La Direction Nationale de l'Hydraulique

- La création de 2 531 nouveaux Equivalents Points d'Eau Modernes (EPEM) dans le cadre des projets et programmes financés par le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers, ainsi répartis : 31 PM (puits modernes), 297 PMH (forages équipés de pompe à motricité humaine), 824 EPEM à travers 412 SHVA (système d'hydraulique villageoise amélioré), 168 EPEM à travers 84 SHPA (système d'hydraulique pastorale amélioré), 1211 BF (bornes fontaines qui seront construites à partir de 195 Adductions d'Eau Potable ou Sommaire - AEP/AES) dans l'ensemble des régions du Mali ;
- La réhabilitation de 380 Equivalents Points d'Eau Modernes constitués de 18 PM, 197 PMH, 61 EPEM pour 61 SHVA et 104 BF (bornes fontaines qui seront réhabilitées à partir de 23 Adductions d'Eau Potable ou Sommaire - AEP/AES) répartis dans différentes localités de toutes les régions du Mali.

#### 6.1.2 La SOMAPEP-SA

- La finalisation des études APS/APD des quinze villes Banque Mondiale, offrant l'opportunité de financement de nouveaux travaux ;
- La poursuite de recherche de financements de projets, notamment une nouvelle station à Kayes (par la KFW) ;
- La dynamisation du secteur dans un futur proche avec l'élaboration du Schéma directeur et les études APS/APD de Gao (par le CICR) et les études de certains nouveaux centres (par la RVO : la Coopération Néerlandaise) ;
- La poursuite et l'achèvement des deux premiers volets du programme de branchements sociaux (volet BAD et volet BM) ;
- L'achèvement des travaux dans six villes du volet Banque Mondiale (Nioro, Kita, Bougouni, Sélingué, Markala et Gao) ;
- L'achèvement des travaux de construction des réservoirs 2\*10 000 m<sup>3</sup> en extension de Baco-Djicoroni ;
- L'achèvement des travaux de construction du réservoir de 6 000 m<sup>3</sup> d'Outakoulou ;
- L'achèvement des travaux de réseaux et ouvrages du volet BAD (ASI-BF, CGC, RCC), ce qui permettra de faire tourner la Station de Kabala avec ses deux tranches disponibles.

#### 6.1.3 La SOMAGEP-SA

L'année 2021 sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route de la transition. Celle-ci se traduira, entre autres, pour la SOMAGEP-SA, par la consolidation de l'intégration dans le périmètre affermé des 61 nouveaux centres déjà repris et la reprise, étalée dans le temps, des 11 centres restants, l'exploitation de la 2<sup>ème</sup> tranche de la Station de Kabala et surtout par la mise en œuvre du Plan stratégique 2020 - 2035.

#### 6.1.4 Le Laboratoire National des Eaux

- L'intensification du suivi des réseaux SOMAGEP conformément aux centres concédés ;
- L'amélioration de la visibilité du LNE par le renforcement de la communication ;
- La mise en œuvre du plan d'actions de l'accréditation du LNE ;
- La réhabilitation des locaux de l'Antenne Régionale de Kayes.

## 6.2. SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT

### 6.2.1. La Direction Nationale des Eaux et Forêts

- L'élaboration de 12 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- La relecture de 11 textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- La diffusion de 18 textes législatifs et réglementaires en matière de gestion des ressources forestières et fauniques et des aires protégées ;
- La réalisation de 1521 missions de diffusion des textes législatifs, réglementaires relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques ;
- La réalisation des travaux de récupération des terres dégradées par la réalisation de 359 509 ml de cordons pierreux, 30 ha de fixation mécanique et 313 ha de fixation biologique de dunes, 74 ha de protection biologique des berges, 820 ha de Zaï, 17982 ml de fascines, 465 ha de demi-lunes, 3000 ml de barrières en cailloux, 25665 ml de digues/ diguettes filtrantes, 8971 ha de mise en défens, 700 ha de bourgouculture, 7860 ha RNA, 149 ha de restauration de placers ;
- L'élaboration de 229 Plans d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées (AP), des massifs forestiers classés et/ou protégés et des réserves de faune ;
- La mise en œuvre de 69 Plans d'Aménagement et de Gestion des AP, des massifs forestiers classés et/ou protégés et de réserves de faune ;
- L'organisation de 480 sessions de formation des agents forestiers et acteurs sur diverses techniques de DRS-CES ;
- Le reboisement de 16 492,02 ha ;
- La production de 12 637 993 plants, récolte de 471 200 noix de rônier/doum et 179 340 boutures ;
- La réduction des superficies brûlées d'un taux de 8,67% ;
- La réalisation des travaux d'aménagement de 1706 ha ;
- L'ouverture et entretien de 547,1 km de pare-feu et pistes pour la conservation et la valorisation de la biodiversité ;
- L'implantation de 05 périmètres maraichers, la construction de 02 unités de transformation et de stockages des produits maraichers ;
- L'aménagement de 02 fermes piscicoles, 03 fermes avicoles et 40 latrines publiques ;
- La mise en place de 65 organisations locales pour la conservation de la nature et la redynamisation de 220 autres ;
- La réalisation de 2 961 missions de contrôle forestier et de suivi des activités ;
- La réalisation de 1403 séances, 841 émissions radio, 05 émissions TV, 04 film documentaires, 04 Sketchs et 14 cadres de concertation pour le Changement de Comportement ;
- La réalisation de 14 études pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- La diffusion de 07 études pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité ;
- La formation militaire commune de base de 100 agents forestiers... (entre autres)

### 6.2.2. L'Agence du Bassin du Fleuve Niger:

- La finalisation des travaux du Lot2 et travaux confortatifs des berges du fleuve Niger à Diafarabé ;

- La poursuite des travaux de construction du siège de l'ABFN ;
- L'organisation des missions de suivi et de surveillance sur le fleuve Niger ;
- Le suivi de la qualité de l'eau du fleuve Niger à travers les campagnes de collecte et partage continus des données ;
- La réalisation d'un magazine télé consacré aux travaux d'aménagement des berges du fleuve Niger (lot1) ;
- L'adoption d'une législation/règlementation en vue de l'opérationnalisation du mécanisme financier de perception des redevances et taxes auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau du fleuve Niger ;
- La réalisation des travaux de réhabilitation des travaux du quai de Diafarabé ;
- Le lancement des travaux de dragage des seuils critiques sur le tronçon Macina-Diafarabé ;
- La réalisation des travaux de surcreusement du chenal de Talagneini.

### **6.2.3. La Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances**

- La tenue de la réunion annuelle Bilan 2020 et programmation 2021 de la DNACPN ;
- La poursuite du suivi environnemental des projets et ou installations faisant l'objet d'EIES ou NIES ;
- La diffusion des textes législatifs, réglementaires et normatifs au niveau de tous les acteurs de l'assainissement concernés ;
- L'intensification des visites intra domiciliaires aux fins d'amener les populations à réaliser et /ou réhabiliter les puisards pour une meilleure gestion des eaux usées ;
- La poursuite de la collaboration avec le PEPAK et le PEPA qui rentreront dans leur phase active en 2021 ;
- Le renforcement de la collaboration avec les partenaires techniques et financiers, les privés (PPP), les OSC ;
- Le suivi de la réalisation des ouvrages d'assainissement sous maîtrise d'ouvrage des communes ;
- La poursuivre des activités de l'ATPC et du post FDAL dans les régions concernées ;
- La poursuite de l'application du décret relatif à l'interdiction des déchets plastiques ;
- Le suivi et le contrôle des activités d'exploitation minière sous toutes ses formes ;
- La poursuite des missions de contrôle des pollutions et des nuisances ;
- L'accompagnement des activités citoyennes de protection de l'environnement : poursuite des activités de la journée citoyenne BECEYA DON ;
- La poursuite du WASH en situation d'urgence, en milieux scolaire et sanitaire ;
- La prise en compte des aspects environnementaux dans les programmes et projets de développement à travers le territoire national ;
- La relecture des PSA caduques de certaines villes du Mali ;
- La commémoration des journées institutionnelles, Édition 2021, notamment la Quinzaine de l'Environnement et la Journée Mondiale des Toilettes ;
- La tenue des cadres de concertation des acteurs du secteur d'Alimentation en Eau Potable, Hygiène et Assainissement (AEPHA) dans les régions ;
- Le suivi des travaux de construction des ouvrages d'assainissement collectif et individuel, des ouvrages WASH dans les écoles et les centres de santé ;
- L'intensification des activités des brigades d'assainissement dans les régions ;

- La distribution des petits matériels d'assainissement

#### **6.2.4. L'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration du Mali**

- La poursuite des travaux de construction de trois (3) stations de traitement des boues de vidange à Sikasso, à Ségou et à Bamako ;
- La finalisation des travaux d'aménagement du siège ;
- Le suivi et l'entretien de toutes les stations d'épuration ;
- Le suivi des unités industrielles, minières, artisanales et des établissements commerciaux ;
- L'acquisition de matériels et de moyens logistiques ;
- Le renforcement de la collaboration avec les services techniques, les partenaires sociaux, les collectivités locales, les Universités et les partenaires techniques et financiers ;
- La poursuite des activités de communication.

#### **6.2.5. L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable**

- Le suivi de l'adoption de la Stratégie Nationale de Financement de l'Environnement par le Gouvernement ;
- L'élaboration d'un programme de renforcement des capacités des institutions et structures en charge de la coordination des questions d'environnement et de changements climatiques ;
- La mobilisation de ressources auprès du Fonds Vert pour le Climat, du FEM et du Fonds Climat Mali ;
- La tenue de la première réunion de la Troïka du Fonds climat Mali ;
- La finalisation du processus d'accréditation de l'AEDD au Fonds d'Adaptation ;
- Le suivi des indicateurs environnementaux à travers l'animation du SNGIE ;
- Le renforcement des capacités des acteurs pour l'appropriation et la mise en œuvre de la CDN et des ODD ;
- La participation aux réunions statutaires relatives aux Conventions, Accords et Traités en matière d'environnement ;
- Le renforcement des capacités des agents de l'AEDD et des autres acteurs ;
- La consolidation de la collaboration entre l'AEDD et les institutions de recherche et universitaires ;
- L'appui à la promotion de l'éducation environnementale ;
- L'organisation de la 22<sup>ème</sup> édition de la Quinzaine de l'Environnement ;
- La finalisation du processus de révision de la CDN ;
- L'intégration des ODD dans les Politiques/PDESC ;
- La mise en œuvre du CAP de l'Agence/DGB.

### **6.3. SOUS-SECTEUR DE L'URBANISME ET DOMAINES DE L'ETAT**

#### **6.3.1. La Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat**

- La poursuite de la construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé (PPP) ;
- La poursuite de la construction de logements sociaux par les coopératives d'habitats ;
- Le contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- L'instruction des dossiers de demande de permis de construire ;
- La réalisation de l'étude urbanistique d'aménagement des collecteurs naturels de « Woyowayanko », de « Molobalini » ;
- Elaboration des SDU des régions de Dioila, Bougouni, Koutiala et Niono ;

- L'érection de la Direction Nationale en Direction Générale.

### **6.3.2. La Direction Nationale des Domaines**

- La poursuite de l'opération de dématérialisation des archives des conservations foncières pour mettre en place un système d'archivage moderne physique et numérique, pour l'ensemble des structures des Domaines sur toute l'étendue du territoire national ;
- L'informatisation des procédures de la gestion foncière et domaniale à travers l'implantation du SITFI;
- Le renforcement de la communication par l'interconnexion des services des Domaines et du Cadastre, pour un meilleur partage des informations ;
- La mise à niveau de la salle des serveurs, conformément aux normes internationales en la matière ;
- La promotion de l'utilisation de l'outil informatique, pour un meilleur rendement de la réalisation de nos missions ;
- La mise en place d'outils de communication modernes dans le cadre de la Politique de Communication interne et externe (site web, intranet et la messagerie).

### **6.3.3. La Direction Nationale du Cadastre**

- La Ratification de l'ordonnance (promulgation de la loi) portant création de la Direction Nationale du Cadastre ;
- L'adoption d'un 3<sup>e</sup> décret d'application de la loi portant code domaniale et foncière ;
- La fonctionnalisation des Divisions Cadastre des Directions Régionales des Domaines et du Cadastre ;
- L'élaboration de manuel de procédures et informatisation des procédures (modernisation de la DNC) ;
- La construction du Bureau des Domaines et du Cadastre de Kati ;
- La dotation bons équipements informatiques avec la mise à disposition des outils comme les GPS différentiels, Stations Totales, les logiciels ArcGIS et Autocad Map ;
- L'intégration des concessions dans la base de données cadastrale tout comme le titre foncier;
- L'instauration de la formation par les pairs ;
- La révision (l'adaptation) du décret d'organisation et de fonctionnement de la DNC ;
- L'étude du cadre juridique et institutionnel ;
- L'adoption de la loi régissant la profession de Géomètre-Expert ;
- Le rattachement des vieux Titres fonciers.

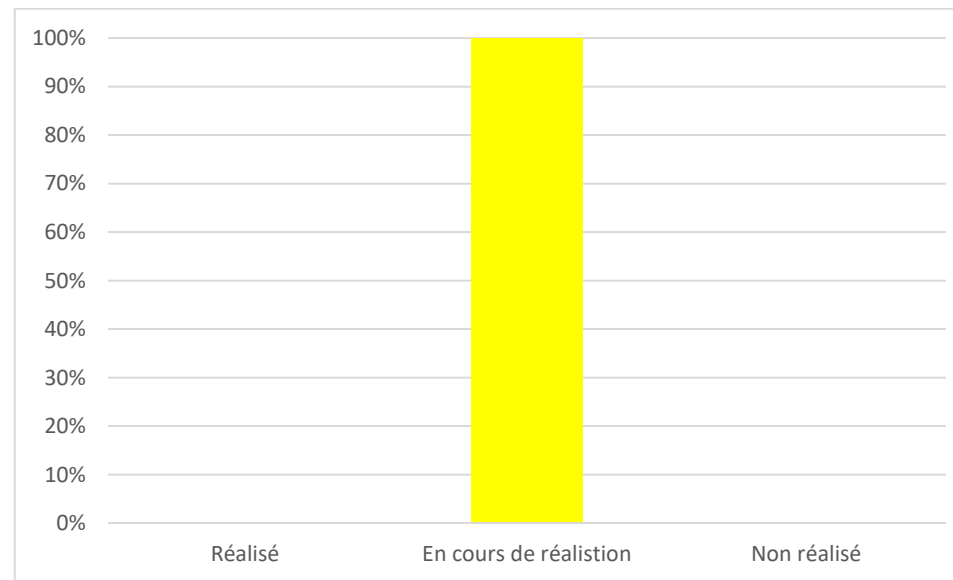
## VII. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REVUE SECTORIELLE DE 2019

N°	Recommandations	Responsables	Etat d'exécution	Commentaires
1	<b>Allouer au secteur de l'Eau et l'Assainissement au moins 5% du Budget National conformément aux engagements internationaux SWA à l'horizon 2030</b>	MEF	En cours	La part du budget 2019 (2 390 289 461 000 F CFA) alloué à l'eau et l'assainissement est de 3,56%(soit 85 092 410 000 F CFA). Ce taux est de 3,29% (soit 78 641 354 000 F CFA) pour l'eau et 0,27%(soit 6 451 056 000 F CFA) pour l'assainissement. Source : DGB
2	<b>Doter les structures en personnel conformément aux cadres organiques</b>	DRH	En cours	Les structures ont reçu des agents de profils divers qui sont cependant non prévus (souvent) par le cadre organique et très en dessous du besoin.
3	<b>Mettre en œuvre les plans de formation notamment en Gestion et Budgétisation Axée sur les Résultats</b>	Toutes structures	En cours	Les structures ont bénéficié de formations en GAR/BAR initiées principalement par le Ministère de l'Economie et des Finances.  Les contraintes financières ont rendu difficile l'initiation desdites par les structures.  Seule la DNACPN avec la facilitation de la DGB a organisé un atelier de formation sur les DPPD-PAP, du 15 au 18 juin 2020 avec la participation de dix-huit (18) cadres.

4	<b>Poursuivre la mise en place du cadastre dans toutes les régions du Mali à l'horizon 2030</b>	DNC	En cours	La mise à jour du cadastre a été poursuivie durant l'année 2020.
5	<b>Elaborer la Politique Nationale de l'Habitat</b>	DNUH	En cours	L'élaboration du document de Politique Nationale de l'Habitat est en cours et la version provisoire est attendue pour son examen et sa validation technique.

**SYNTHESE** : Les cinq(05) recommandations formulées sont toutes en cours de réalisation.

*Figure 21:Etat de mise en œuvre des recommandations*



## VIII.

Le CREDD 2019-2023, cadre fédérateur et de cohérence de l'ensemble des Politiques et Stratégies de Développement du Mali, accorde une attention particulière aux domaines couverts par le secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.

La contribution du secteur forestier dans l'économie nationale est sans doute très significative dans un pays essentiellement rural où les populations dépendent particulièrement des ressources de la forêt et de la faune (alimentation, médicaments, artisanat, etc.). On note la réalisation d'une étude sur la revue des dépenses publiques en appui technique à la planification budgétaire liée à l'Environnement. Il importe de poursuivre les efforts dans ce sens afin d'arriver à une comptabilité qui internalise la valeur des ressources forestières et fauniques, le système de planification nationale, et la détermination de la valeur économique réelle des services des écosystèmes forestiers.

L'intégration de la dimension environnementale doit être poursuivie en accordant une importance accrue à la prise en compte des aspects changements climatiques dans les PDSEC au niveau des communes.

La confortation en cours de la base SIGMA de la DNH, de la base de données MALI SANIYA de la DNACPN et de l'initiative TrackFin de la CPS constituent une avancée certaine dans le domaine de la planification, du suivi-évaluation et de l'orientation des ressources mobilisées pour l'amélioration de l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement. Il est particulièrement indispensable de se tourner résolument vers les cibles des Objectifs du Développement Durable (ODD 2016-2030).

L'adoption de la Politique Nationale de l'Eau et de la Politique Nationale d'Assainissement (avec leurs Programmes associés), d'une Politique Nationale Domaniale et Foncière par le gouvernement, vivement attendue, la relecture du Code Domanial et Foncier et les dispositions institutionnelles en cours, permettront bientôt de lever d'importants goulots d'étranglement en matière de gestion des domaines de l'Etat.

Le portefeuille du SEEUDE regroupe 63 P/P inscrits au Répertoire National des Projets (RNP). Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du SEEUDE au 31 décembre 2019 est de 740,118 milliards de F CFA contre 783,491 milliards de FCFA 31/12/2019. Le cumul des décaissements est de 269,594 milliards de F CFA contre 289,656 milliards de FCFA 31/12/2019.

On note que le gap de financement est encore important et qu'il est particulièrement nécessaire d'accorder beaucoup d'attention au suivi de l'exécution technique et financière des P/P pour plus d'efficacité et plus d'impacts, avec une capacité en ressources humaines plus conséquente.